Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Carmausin Ségala

DEBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2022

Conseil Communautaire de la 3CS du 24 mars 2022

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

SOMMAIRE

Cadre juridique du débat d'orientation budgétaire

- Objectifs du DOB
- Dispositions légales : contexte juridique ordinaire
- Rapport d'orientation budgétaire
- Forme de la délibération
- Compte-rendu de séance
- Publicité

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Zone euro
- France

Budgets:

- Budget Principal
- Budgets annexes:
  - SPANC
  - Office de Tourisme Intercommunal
  - Transport à la demande
  - C.C.A.
  - CINEMA
  - CRÊCHES
  - PHOTOVOLATAÏQUE
  - COKERIE
  - PESSAGERIES
  - CROIX DE MILLE
  - DECHETS MENAGERS

Principales mesures relatives aux collectivités locales

- Editorial
- Loi de finances 2022
  - Dotations
  - Péréquation
  - Fiscalité
  - Autres mesures

Données financières de référence

- Principales données financières 2022
- Fiscalité
- Comptes 20 des communes
- Calendrier budgétaire
- Synthèse budgétaire
  - Commentaires
  - Extinction de la dette
  - Ratio KLOPPFER
  - Structure des effectifs 2021
  - Eléments de la rémunération

DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2022

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Retour Sommaire

Le **débat d'orientation budgétaire** représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative des assemblées délibérantes en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière d'une collectivité préalablement au vote du budget primitif.

Objectifs du DOB

- Discuter des orientations budgétaires de la collectivité
- Informer sur la situation financière

Dispositions légales : contexte juridique ordinaire

Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des régions, départements, communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI et syndicats mixtes comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus *(Art. L.2312-1, L.3312-1, L.4312-1, L.5211-36 et L5622-3 du CGCT).* L'année de création d'un EPCI, le DOB n'est pas obligatoire.

En cas d'absence de DOB : toute délibération relative à l'adoption du budget primitif est illégale *(CAA Marseille, 19/10/1999, « Commune de Port-la-Nouvelle »)*.

Délai :

- 10 semaines précédant l'examen du budget pour les régions
- 2 mois pour les autres collectivités et établissements

Selon la jurisprudence, la tenue du DOB constitue une formalité substantielle. Conséquence, toute délibération sur le budget qui n'a pas été précédée d'un tel débat est entachée d'illégalité *(TA Versailles 28/12/1993, commune de Fontenay-le-Fleury; TA Montpellier 11/10/1995, M. Bard c/ commune de Bédarieux; TA Lyon 07/01/1997, Devolfe; TA Paris 04/07/1997, M Kaltenbach; TA Montpellier 05/11/1997, préfet de l'Hérault c/ syndicat pour la gestion du collège de Florensac)*.

Le budget primitif est voté au cours d'une séance ultérieure et distincte, le DOB ne peut intervenir ni le même jour, ni à la même séance que le vote du budget *(T.A. de Versailles – 16 mars 2001 – M Lafond c/commune de Lisses).*

DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2022

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Retour Sommaire

Rapport d'orientation budgétaire

Avant l'examen du budget, l'exécutif des communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI qui comprennent au moins une commune de plus de 3 500 habitants, des départements, des régions et des métropoles présente à son assemblée délibérante un rapport sur :

- les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), en précisant les hypothèses d'évolution retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions et les évolutions relatives aux relations financières entre une commune et l'EPCI dont elle est membre,
- les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses,
- la structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l'exercice.

De plus, pour les communes de plus de 10 000 habitants et les EPCI de plus de 10 000 habitants comprenant au moins une commune de 3 500 habitants, les départements, les régions et les métropoles, le rapport de présentation du DOB comporte également une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs.

Il précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

Le rapport doit être communiqué aux membres des assemblées délibérantes en vue du débat d'orientation budgétaire, au minimum 5 jours avant la réunion pour les conseillers municipaux et 12 jours pour les conseillers départementaux et régionaux.
L'absence de communication aux membres de l'assemblée délibérante de ce rapport constitue un vice revêtant un caractère substantiel et justifie l'annulation de la délibération d'adoption du budget primitif dans la mesure où elle est intervenue à l'issue d'une procédure irrégulière.

Nouvelle obligation depuis la Loi de programmation des finances publiques 2018 - 2022 : faire figurer les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement de la collectivité (BP et BA).

Références législatives : Art. 8 et 20, Ordonnance du 26 août 2005, CAA Douai 14/06/2005, commune de Noye ; TA Nice 10/11/2006, M. Antoine Di Lorio c/ commune de La Valette-du-Var ; TA Nice 19/01/2007, M. Bruno Lang c/ commune de Mouans-Sartoux, Art. L.2121-12, L.3121-19 et L.4132-18 du CGCT ; CAA Lyon, 09/12/2004, « Nardone », décret n°2016-841 du 24/06/2016.

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE
Retour Sommaire

Délibération

Obligatoire, elle permet de prendre acte de la tenue du DOB et de prémunir les collectivités contre un éventuel contentieux engagé par un tiers devant une juridiction administrative.

Compte-rendu de séance et publicité

Le DOB est relaté dans un compte-rendu de séance *(TA Montpellier, 11/10/1995, « BARD/Commune de Bédarieux »).*

Le DOB des EPCI doit être transmis obligatoirement aux communes membres et celui des communes au président de l'EPCI dont la commune est membre dans un délai de 15 jours *(décret n°2016-841 du 24/06/2016)*.

Dans un délai de 15 jours suivant la tenue du DOB, il doit être mis à la disposition du public à la mairie, au département, à la région ou au siège de l'EPCI. Le public doit être avisé de cette mise à disposition par tout moyen : site internet, publication, … *(décret n°2016-841 du 24/06/2016)*.

Afin de permettre aux citoyens de disposer d'informations financières claires et lisibles, le rapport adressé aux organes délibérants à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice doit être mis en ligne sur le site internet de la collectivité, lorsqu'il existe, dans un délai d'un mois après leur adoption.

Décret n° 2016-834 du 23 juin 2016 relatif à la mise en ligne par les collectivités territoriales et par leurs établissements publics de coopération intercommunale de documents d'informations budgétaires et financières.

DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2022

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

L'économie mondiale rebondit malgré des répliques épidémiques

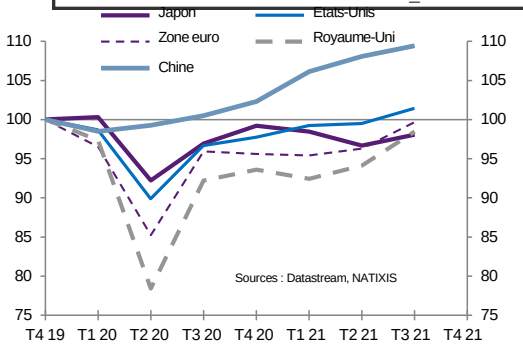
Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

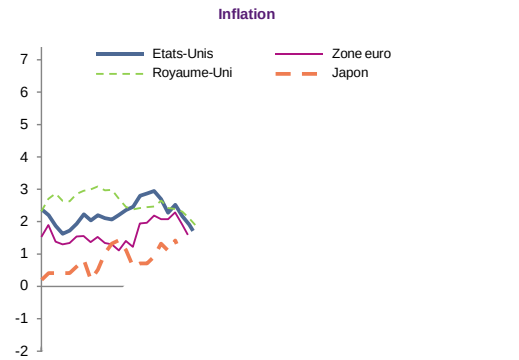
Retour Sommaire

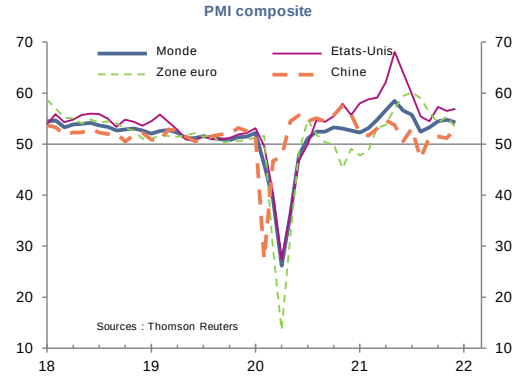
Après le repli généralisé du PIB à l'échelle mondiale provoqué par la première vague épidémique de COVID-19 au T1 2020, l'ensemble des grandes économies développées a retrouvé une croissance positive au cours de l'année 2021. L'arrivée des vaccins en début d'année et l'expérience acquise au fil des différents confinements ont permis de limiter les effets les plus néfastes pour l'activité économique. Les plans de soutien budgétaire massifs ont également largement contribué à atténuer les pertes de croissance. Néanmoins, la reprise a été différenciée selon les régions du monde. Les États-Unis, qui ont débuté très rapidement leur campagne de vaccination en 2021 et qui avaient par ailleurs pris des mesures moins restrictives que l'Europe (au prix d'une mortalité plus élevée), ont redémarré plus vite que le reste du monde. L'Europe avec également des plans de soutiens budgétaires plus hétérogènes (en fonction des capacités respectives des pays) et avec des règles sanitaires plus strictes a peiné davantage à repartir. Enfin, la Chine a largement dépassé son niveau pré-pandémie même si son taux de croissance serait un peu plus faible que par le passé.

Par la suite, aux successives vagues de contamination qui ont touché les différents continents, se sont ajoutés d'autres obstacles qui sont venus ralentir la vigueur de la reprise. D'une part, la remontée des prix de l'énergie provoquant une accélération de l'inflation au second semestre. D'autre part, des pénuries de biens intermédiaires, dont les semi-conducteurs, limitant certaines productions industrielles. Enfin, une désorganisation des chaines logistiques en conséquence des confinements, avec aussi des pénuries de main d'œuvre dans certains secteurs (transport, restauration, etc.). Plus récemment, l'accélération de la propagation du variant Omicron fait peser le doute sur les prévisions de croissance de l'économie mondiale.

D'après les prévisions actuelles, le niveau de PIB préalable à la pandémie devrait être rejoint dans la plupart des grandes économies d'ici le premier semestre 2022. Après -2,8 % en 2020, la croissance mondiale a rebondi à 5,9 % en 2021 puis, ralentirait à 4,1 % en 2022.







DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2022

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

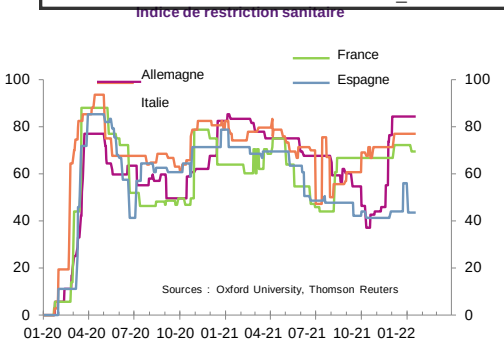
Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

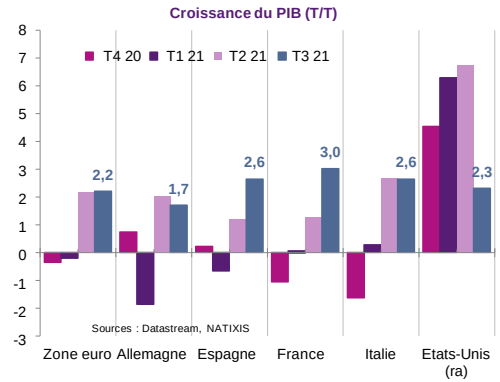
Retour Sommaire

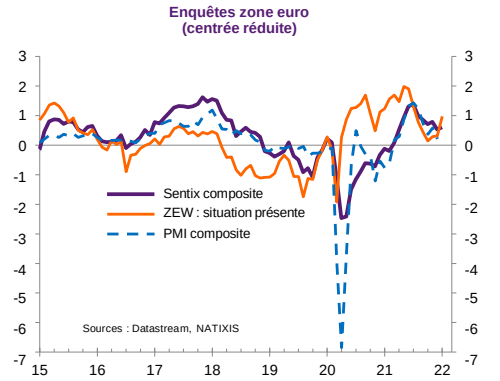
Zone euro : une reprise plus tardive mais solide

Les confinements ayant été plus longs et plus stricts en zone euro et selon les pays, la croissance a redémarré plus tardivement (au T2) qu'aux États-Unis. Les indicateurs disponibles suggèrent que la croissance s'est poursuivie, bien qu'à des rythmes différenciés selon les pays. Elle a conservé un rythme soutenu au T3 à 2,2 % T/T contre 2,1 % au T2.

Cet été, le tourisme a bénéficié des allègements des contraintes de déplacement en ligne avec la hausse de la couverture vaccinale. Les activités de services ont ainsi rattrapé une partie des pertes subies au premier semestre. L'industrie européenne a engrangé des commandes importantes, seulement contraintes par les pénuries de certains composants et les difficultés d'approvisionnement. Les goulets d'étranglement et une hausse importante des prix de l'énergie ont constitué les principaux facteurs d'accélération de l'inflation. Celle-ci s'est révélée plus forte qu'attendu (5 % estimés en zone euro en décembre contre 0,9 % en janvier).
Du côté des politiques monétaires, les banques centrales des pays du G7 ont maintenu des conditions monétaires et financières accommodantes tout au long des trois premiers trimestres 2021. Néanmoins, en raison de l'accélération de l'inflation dans un contexte de reprise de la croissance, la Fed a diminué la quantité d'achats nets d'actifs et a avancé la fin de son *tapering* pour mars 2022. La BoE a relevé son taux de 15bp en décembre dernier et la BoC a poursuivi son *tapering*. Dans ce contexte, la BCE a maintenu un quasi-statu quo estimant que les facteurs expliquant l'accélération de l'inflation devraient se dissiper au cours des prochains mois. Elle a toutefois réduit légèrement le rythme de ses achats nets d'actifs au T3 dans le cadre du PEPP. Fin octobre, les conditions financières se sont légèrement resserrées en zone euro mais demeuraient historiquement très favorables.
En 2021, la croissance de la zone euro devrait atteindre 5,3 % (après -6,5 % en 2020) puis, elle ralentirait progressivement en 2022 à environ 4,3 %.







DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2022

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

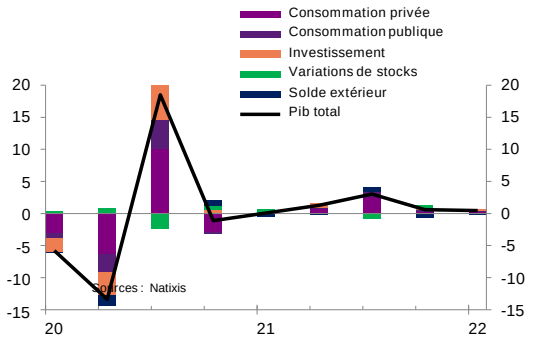
France : une reprise menacée par l'émergence du variant Omicron

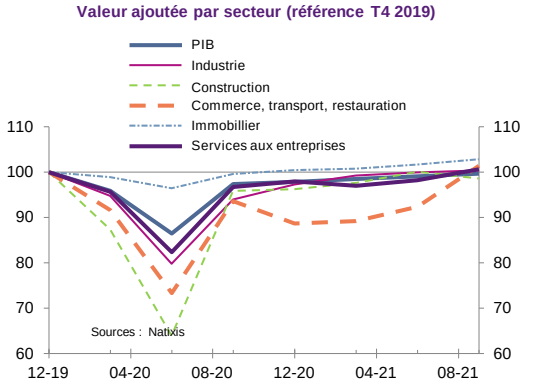
Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE
Retour Sommaire

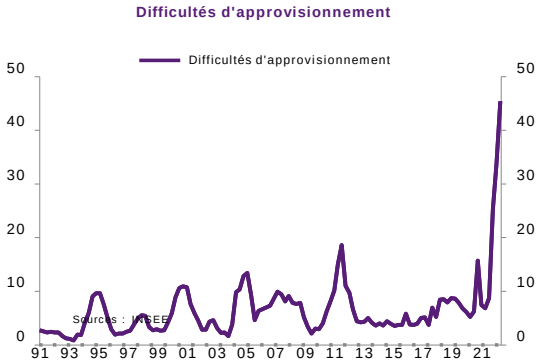
L'année 2021 a été marquée par le retour de la croissance. Après une année perturbée par la pandémie de COVID-19, la levée progressive des restrictions sanitaires à partir du T2 2021 et la progression de la campagne vaccinale ont permis une reprise de l'activité. Ainsi, le PIB a progressé de 3 % T/T au T3 2021 (contre 1,3 % T/T au T2) et est revenu quasiment à son niveau d'avant crise (-0,1 % par rapport au T4 2019).

Cette dynamique s'explique par un rebond de toutes les composantes de la demande intérieure. Portée par la reprise des services impactés par la crise sanitaire (notamment le secteur de l'hébergement et de la restauration), la consommation des ménages a progressé de 5 % T/T au T3 2021, constituant ainsi le principal moteur de la croissance (contribution à hauteur de 2,6 %). L'investissement est resté stable au 3ème trimestre (+0,1 % T/T contre 2,4 au T2) en raison des difficultés d'approvisionnement, bridant l'investissement des entreprises ainsi que celui dans le secteur de la construction. Sur le plan extérieur, les exportations se sont accélérées (+2,5 % T/T au T3 2021 contre 1,2 % au T2) alors que les importations sont restées stables (+0,6 %) d'où une contribution positive des échanges extérieurs (0,3 %).

Néanmoins, face à la menace de la 5ème vague épidémique, la croissance pourrait être mise en péril. L'indice du climat des affaires de l'INSEE s'est replié de 3 points en décembre 2021, reflétant la baisse du moral des chefs d'entreprise dans un contexte d'incertitude. Pour l'instant, l'économie française semble bien résister. Malgré l'émergence du variant Omicron, la croissance est estimée à 0,6 % T/T au T4 2021 et devrait ralentir au T1 2022 à 0,4 % avant de repartir au T2 2022.







DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2022

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Retour Sommaire

France : retour à la normale sur le marché du travail

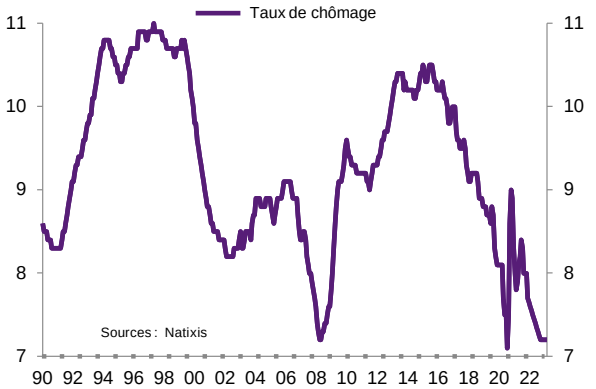
Sur le marché du travail, l'onde de choc provoquée par la crise de la COVID-19 a été amortie. L'emploi salarié a augmenté de +180K au T3 2021 (après +158K et +210K au T1 et T2), dépassant ainsi de 1 % son niveau pré-pandémique. Néanmoins, on constate des disparités entre secteurs, notamment l'emploi dans l'industrie qui reste en deçà de son niveau d'avant crise.

Les créations d'emploi combinées à la hausse de la population active ont entrainé un recul du chômage. De 8,9 % au T3 2020 à 7,6 % au T4 2021, le taux de chômage ressort plus bas qu'avant la crise.

Néanmoins, la normalisation du marché du travail s'est accompagnée du retour des difficultés en termes de recrutement (premier frein à l'activité des PME et TPE) qui s'explique principalement par un problème d'appariement entre offre et demande de travail. D'après un sondage de l'INSEE, 56,9 % des entreprises dans l'industrie française estimaient éprouver des difficultés en termes de recrutement en décembre 2021. Ce phénomène a été amplifié par la particularité de la crise de la COVID-19 qui a entraîné :

- une interruption soudaine des activités économiques
- une rétention de la main d'œuvre par des dispositifs de chômage partiel et
- des difficultés de remobilisation de la main d'œuvre

Taux de chômage



Difficultés de recrutement dans l'industrie

DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2022

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

France : une inflation transitoire qui se prolonge

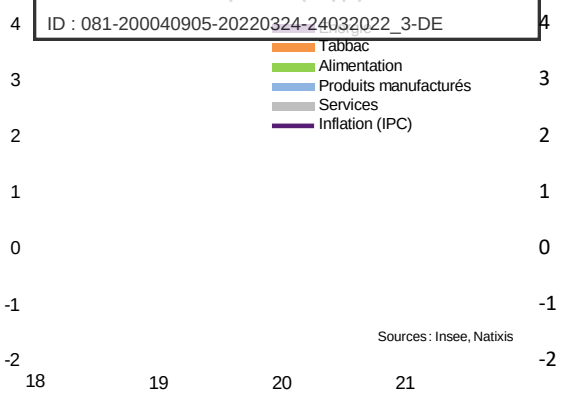
Après un épisode de forte baisse, de 1,5 % en janvier 2020 à 0 % en décembre, en raison de la forte baisse du prix du pétrole en 2020, l'inflation IPCH a progressivement regagné du terrain pour atteindre 3,4 % en décembre 2021. Au total, pour l'année 2021, la progression de l'inflation a été de 2,1 %. Cette forte hausse s'explique principalement par l'accélération de la composante énergie (+ 18,6 % en décembre 2021), qui après s'être effondrée en 2020 sous l'effet des mesures de confinement, s'est progressivement redressée dans un contexte de reprise économique mondial. Plus particulièrement, le prix du Brent est passé de 19$ en avril 2020 à 81$ en décembre 2021, soit le niveau le plus haut enregistré depuis trois ans. Dans la période récente, la hausse des prix du gaz et des carburants pour les véhicules a également joué un rôle significatif dans l'accélération de l'inflation. On a par ailleurs observé un rattrapage du prix des services affectés par la pandémie (+2,4 % dans le secteur de la restauration et de l'hébergement en décembre 2021). Enfin les goulets d'étranglement sur les biens manufacturés pèsent également sur les prix (+ 1,2 % en décembre 2021 après +0,8 % le mois précédent).

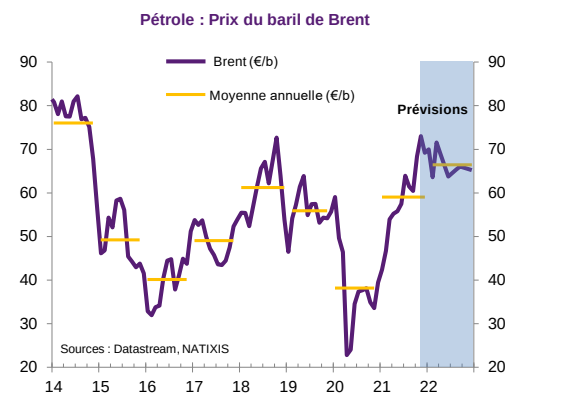
Bien qu'il apparaisse difficile d'estimer la durée exacte de l'inflation, son caractère transitoire n'est pour l'instant pas remis en cause. Toutefois, les incertitudes concernant les pénuries de biens manufacturés ainsi que les risques de nouvelles ruptures d'approvisionnement causées par les mesures introduites face à la menace du variant Omicron rendent les projections d'inflation très incertaines. Nous prévoyons à ce stade une baisse progressive de l'inflation IPCH de 2,8 % au T1 2022 à 1 % d'ici la fin de l'année 2022.

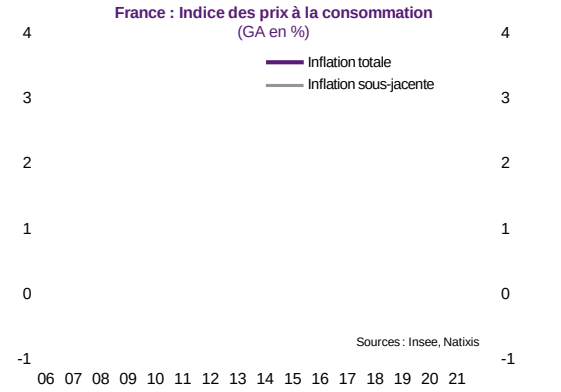
Enfin, hors prix des composantes volatiles (énergie et alimentation), il n'existe pas à ce stade de tensions majeures. En effet, l'inflation sous-jacente a atteint en moyenne 1 % en 2021 et devrait légèrement augmenter à 1,3 % en 2022.

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Retour Sommaire







DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2022

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

France : des entreprises qui se portent bien

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

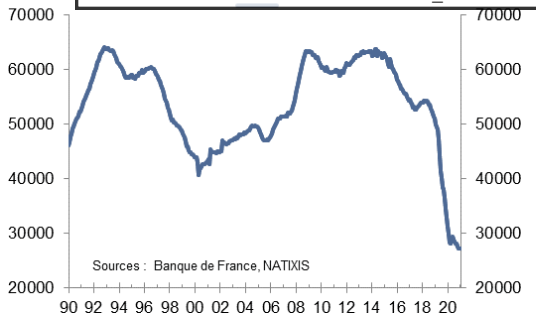
Retour Sommaire

Les résultats des entreprises françaises sont bons.

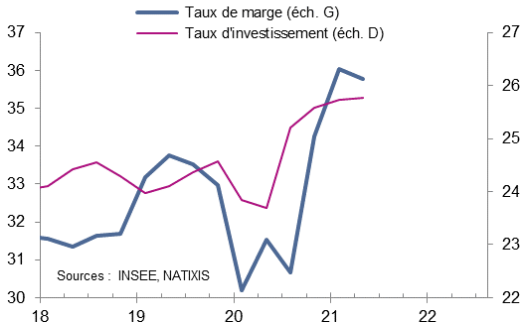
Les mesures de soutien mises en place par le gouvernement pour faire face à la pandémie notamment le Fond de Solidarité, la prise en charge du chômage partiel ou les Prêts Garantis par l'État, ont permis de protéger efficacement les entreprises françaises. De plus, 2021 a marqué une nouvelle étape dans la baisse de l'impôt sur les sociétés (taux normal de 28 % à 26,5 % en 2020). Enfin, le rebond de la demande en 2021 a également été un facteur positif pour la performance des entreprises. Ainsi, les faillites d'entreprises ont connu une baisse d'une ampleur jamais observée précédemment.

D'autre part, côté profits, le premier semestre 2021 marque des taux de marge historiquement hauts : 35,9 % au T1 et 35,4 % au T2. Plus en détail, on constate dans les entreprises une augmentation des taux d'épargne et des taux d'investissement. Leur investissement est en effet reparti à la hausse depuis un an (+1,9 % T/T au T2 2021) et a rattrapé son niveau pré-pandémique depuis le T1, signe d'une relative confiance des entreprises dans les perspectives. Nous prévoyons une progression de 14,1 % en glissement annuel en 2021 (par rapport à 2020), puis de 6,9 % en 2022.

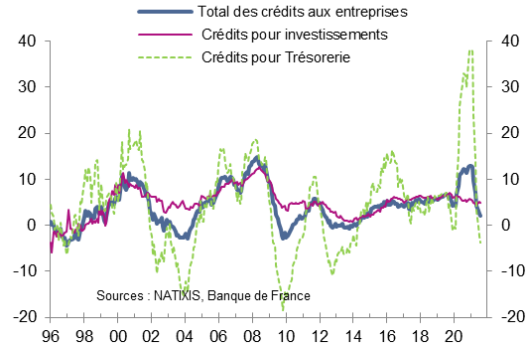
En 2021, l'encours de crédit aux entreprises pour trésorerie semble se stabiliser. Les crédits aux entreprises pour investissement eux continuent d'augmenter à un rythme relativement homogène.



Taux de marge et d'investissement des entreprises françaises (en %)



France : Encours de crédits aux entreprises (GA, %)



DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2022

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Retour Sommaire

France : des dépenses toujours expansionnistes malgré la reprise

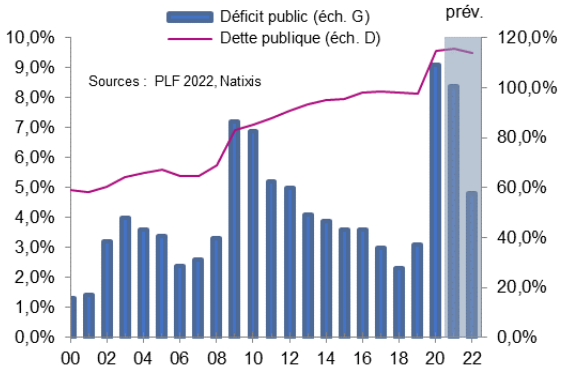
Après deux années marquées par le financement de la réponse à la crise sanitaire, les finances publiques devraient retourner sur une trajectoire relativement durable à partir de 2022. D'après le projet de loi de finances (PLF) 2022, le déficit public devrait atteindre 8,4 % du PIB en 2021 (après 9,1 % en 2020) et baisser à 4,8 % en 2022.

Le budget 2022 restera néanmoins relativement expansionniste en maintenant un niveau de dépenses publiques à 55,6 % du PIB (contre 53,8 % en 2019). Ainsi, le gouvernement compterait davantage sur la conjoncture économique favorable plutôt que sur des mesures structurelles de réduction des dépenses ou d'augmentation des recettes afin de réduire les déséquilibres des finances publiques.

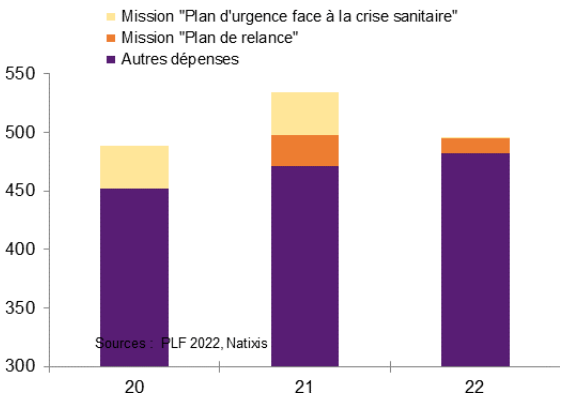
Dans ce contexte, la viabilité des finances publiques françaises dépend principalement de la consommation des ménages (principal moteur de la croissance économique). A ce stade, deux risques pourraient remettre en cause le dynamisme de la consommation privée :

- une inflation durablement plus élevée qu'attendu et
- un marché du travail moins dynamique qu'attendu qui conduirait à un ralentissement des revenus d'activité

France : Finances publiques (% du PIB)



France : Dépenses publiques



	2018	2019	2020	2021p	2022p
Deficit public (% du PIB)	2,3%	3,1%	9,1%	8,4%	4,8%
Dette publique (% du PIB)	97,8%	97,5%	115,0%	115,6%	114,0%
Taux de dépense publique	54,0%	53,8%	60,8%	59,9%	55,6%
Croissance du PIB (vol.)	1,8%	1,8%	-8,0%	6,7%	4,0%

Sources : PLF 2022, Natixis

DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2022

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Retour Sommaire

France : des investissements publics de long-terme avec France 2030

« Un plan qui suit 10 objectifs pour mieux comprendre, mieux vivre, mieux produire en France à l'horizon 2030. »

Pierre manquante au PLF 2022 du 22 septembre, le plan d'investissement France 2030 a été dévoilé le 12 octobre. Au total, 30 milliards € devraient être déboursés sur 5 ans afin de booster et rénover l'industrie française. La moitié de ces dépenses seront tournées vers la transition écologique. Le plan est réparti en 10 objectifs et vise des débouchés concrets comme le petit réacteur nucléaire, les biomédicaments ou l'avion bas-carbone (entre autres). Ce sont entre 3 et 4 milliards € qui devraient être investis en 2022, et donc intégrés au PLF 2022.

France 2030 : Objectifs		
Energie	Faire émerger en France des réacteurs nucléaires de petite taille, innovants et avec une meilleure gestion des déchets. Devenir le leader de l'hydrogène vert. Décarboner notre industrie.	8 milliards
"Transports du futur"	Produire près de 2 millions de véhicules électriques et hybrides. Produire le premier avion bas-carbone.	4 milliards
Alimentation	Investir dans une alimentation saine, durable et traçable.	2 milliards
Santé	Produire 20 biomédicaments contre les cancers, les maladies chroniques dont celles liées à l'âge et de créer les dispositifs médicaux de demain.	3 milliards
Culture	Placer la France à nouveau en tête de la production des contenus culturels et créatifs.	
Espace et fonds marins	Prendre toute notre part à la nouvelle aventure spatiale. Investir dans le champ des fonds marins.	2 milliards

NextGenerationEU – Plan National pour la Reprise et la Résilience (PNRR)

Dans le cadre du programme d'aides exceptionnelles de l'Union Européenne pour aider les États membres à faire face à la crise et à impulser les réformes pour la transition écologique et numérique, la Facilité pour la Reprise et la Résilience a levé 672,5 milliards €, répartis entre subventions (312,5 Mds €) et prêts (360 Mds €). La France bénéficie de 39,4 milliards € de prêts et s'est engagée à mettre en place son plan national d'ici l'été 2026. Parmi les 20 réformes et 71 investissements prévus en France, 46 % du PNRR sera destiné aux objectifs écologiques et 21 % à la transition digitale.
Le programme NGEU a mis à disposition de la France un budget qui s'élève à un total de 70,3 milliards €.

PNRR		**39,4 mds €**
Transition écologique	46% du PNRR	18,1 mds €
Transition digitale	21% du PNRR	8,3 mds €
REACT-EU		**3,1 mds €**
Fonds pour une transition juste		**535 mlns €**
Fonds européen agricole pour le développement rural		**866,8 mlns €**
NGEU		**70,3**

DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2022

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Retour Sommaire

Principales mesures relatives aux collectivités locales

Le cru 2022 de la loi de finances pour les collectivités peut sembler léger, tant en nombre d'articles significatifs que d'impacts sur leurs finances. C'est le dernier de l'actuelle loi de programmation des finances publiques 2018-2022, tout comme le dernier de l'actuel quinquennat qui se conclura en avril 2022.

Il s'agit donc d'**un document de fin de cycle**, contenant des ajustements sur les réformes fiscales et marquant également la continuité du plan de relance lié à la crise sanitaire.

De la réforme des indicateurs fiscaux et financiers à l'expérimentation de la recentralisation du RSA, en passant par le doublement de la dotation biodiversité, ce document décrypte pour vous les 29 mesures de la LFI 2022 (sur 213 articles) qui ont un impact sur les finances locales.

On est donc loin des lois de finances lourdes de conséquences pour les collectivités (suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, réforme des impôts de production, stabilisation des concours financiers de l'État…), et de l'incitation à la modération des dépenses de fonctionnement avec le dispositif de contractualisation (les contrats de Cahors ont été mis en suspens depuis 2020), **cependant certains de ces articles pour 2022 devraient avoir une suite dans les années à venir, notamment autour de la logique de ressources des collectivités, de l'investissement de relance et surtout de transition.**

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

Articles 39, 44 et 194 C G D R

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Retour Sommaire

Des transferts financiers de l'État aux collectivités en augmentation dans la LFI 2022

Ils incluent la totalité des concours financiers de l'État majorés des subventions des autres ministères, des contreparties des dégrèvements législatifs, du produit des amendes de police de la circulation et des radars ainsi que la fiscalité transférée et le financement de la formation professionnelle.

Ils atteignent **105,5** milliards € en LFI 2022 à périmètre courant, en hausse de 1,2 % (+ 1,3 Mds €) par rapport à la LFI 2021. Cette augmentation est principalement liée à la fiscalité transférée.

Concours financiers de l'État (52,7 Mds €)

Ils totalisent tous les prélèvements sur recettes (PSR) de l'État au profit des collectivités locales ainsi que les crédits du budget général relevant de la mission relations avec les collectivités territoriales (RCT), la TVA des régions et celle du fonds de sauvegarde des départements.

Ces concours progressent par rapport à 2021, hors mesures exceptionnelles de soutien pendant la crise sanitaire, sous l'effet de nouvelles mesures :

- création d'une dotation de compensation de la baisse du dispositif de compensation péréquée (DCP) pour les départements (52 M€)
- instauration d'un fonds d'urgence au profit des collectivités sinistrées par la tempête Alex dans les Alpes-Maritimes : 150 M€ au total dont 31 M€ seront consommés en 2022 et majoration de 18,5 M€ de la dotation de solidarité pour les collectivités frappées par des catastrophes naturelles pour accompagner les collectivités des Alpes-Maritimes dans la reconstruction
- doublement de la dotation biodiversité, bénéficiant aux collectivités hébergeant des zones naturelles protégées sur leur territoire (10 M€)

A périmètre courant — *en Mds*

	2022 (2021)
Transferts financiers aux collectivités locales	**2022 : 105,5** 2021 : 104,2
Fiscalité transférée	**40,1** (37,3)
Financement de la formation professionnelle	**0,7** (0,9)
Transferts financiers hors fiscalité transférée et apprentissage	**2022 : 64,7** 2021 : 66
Subventions autres ministères	**4,7** (4,4)
Dégrèvements législatifs	**6,7** (9)
Amendes de police	**0,6** (0,6)
Concours financiers de l'État aux collectivités locales	**2022 : 52,7** 2021 : 52,1
Prélèvements sur recettes dont	**43,2** (43,4)
DGF	26,798
FCTVA	6,500
DCRTP	2,880
Comp. réduction de 50 % des val. loc. des locaux industriels	3,642
Dotation régionale d'équipement scolaire	0,661
Comp. exonérations fiscales	0,581
Mission RCT dont	**4,6** (4,2)
DGD	1,550
DETR	1,046
DSIL (communes et groupements)	0,907
DSI Départements	0,212
Comp. régions frais de gestion TH	0,293
TVA des régions	**4,7** (4,3)
TVA fonds de sauvegarde départements	**0,2** (0,2)

Source : jaunes budgétaires 2022

La mission RCT se compose principalement (à plus des trois quarts) de trois dotations : la dotation générale de décentralisation (DGD) qui compense les charges résultant de transferts de compétences, la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) et la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL).

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

Articles 39, 44 et 194

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE
Retour Sommaire

Prélèvements opérés sur les recettes (PSR) de l'État au profit des collectivités territoriales en 2022 : un niveau de DGF stabilisé

Les PSR de l'État en faveur des collectivités représentent une part prépondérante des concours financiers de l'État (82 %) et même de l'ensemble des transferts aux collectivités locales (41 %).

Les PSR s'élèvent à 43,22 milliards € en 2022, c'est-à-dire hors dispositifs exceptionnels adoptés durant la crise sanitaire, en hausse par rapport à la LFI 2021. Cette évolution est principalement due à :

- la hausse (352 M€) de compensation de la réduction de 50 % des valeurs locatives de TFPB* et CFE** des locaux industriels, afin de neutraliser les effets de la réforme des impôts de production
- l'augmentation (41 M€) de compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale due essentiellement à la progression de la compensation de l'exonération de CFE pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 5 000 €
- la baisse (50 M€) de deux dotations au titre de la minoration des variables d'ajustement
- la diminution (46 M€) du FCTVA

Il reste à noter l'expérimentation de la recentralisation du RSA en Seine-Saint-Denis qui entraîne la baisse du FMDI puisque la part concernant le département 93 de ce fonds est récupérée par l'État.

*TFPB : Taxe foncière sur les propriétés bâties
**CFE ; Cotisation foncière des entreprises

A périmètre courant

	LFI 2022 (en milliers)	LFI 2021 (en milliers)	Evolution LFI 2022 / LFI
Dotation globale de fonctionnement (DGF)	26 798 080	26 758 368	0,1%
Dotation spéciale pour le logement des instituteurs (DSI)	5 738	6 694	-14,3%
Dotation de compensation des pertes de bases de contribution économique territoriale et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	50 000	50 000	0,0%
Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	6 500 000	6 546 000	-0,7%
Compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	580 633	539 633	7,6%
Dotation élu local (DEL)	101 006	101 006	0,0%
Collectivité territoriale de Corse	57 471	62 897	-8,6%
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI)	440 432	465 890	-5,5%
Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC)	326 317	326 317	0,0%
Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)	661 186	661 186	0,0%
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire (DGES)	2 686	2 686	0,0%
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)	2 880 214	2 905 214	-0,9%
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	388 004	413 004	-6,1%
Dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle (DUCSTP)	0	0	-
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants	4 000	4 000	0,0%
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	107 000	107 000	0,0%
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	6 822	6 822	0,0%
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (FDPTP)	284 278	284 278	0,0%
Compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement de transport	48 021	48 021	0,0%
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	27 000	27 000	0,0%
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	122 559	122 559	0,0%
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	90 552	90 552	0,0%
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit du bloc communal confronté à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	100 000	510 000	-80,4%
Compensation de la réduction de 50 % des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	3 641 930	3 290 000	10,7%
Compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de CFE	1 000	900	11,1%
Prélèvement exceptionnel de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	60 000	-100,0%
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	0	10 000	-100,0%
TOTAL	**43 224 929**	**43 400 027**	**-0,4%**

Source : LFI 2022

La DGF 2022 est stable avec un montant de 26,798 milliards € : 18,3 milliards € pour le bloc communal et 8,5 milliards € pour les départements.

L'évolution du montant de la DGF à périmètre courant par rapport à 2021, tient à deux mesures de périmètre :

- ajustement du montant de la dotation de compensation du département de la Réunion afin de tirer les conséquences de la recentralisation du financement du RSA
- absence de nouvel abondement du fonds d'aide au relogement d'urgence (FARU)

DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2022

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Retour Sommaire

Articles 39, 44 et 194

Variables d'ajustement : comme en 2021, une baisse très réduite en 2022

La loi de finances prévoit une minoration très limitée des variables d'ajustement de 50 millions € * pour 2022, uniquement fléchée sur les régions. Elle concerne à part égale la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) et la dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale (DTCE).
Les variables d'ajustement du bloc communal et des départements sont épargnées.

Comme en 2020 et 2021, la minoration des variables d'ajustement se fera au prorata des recettes réelles de fonctionnement de leurs bénéficiaires pour 2022.

Des dotations de soutien à l'investissement local en hausse pour 2022

Les dotations d'investissement allouées aux communes et EPCI s'élèvent à 2,1 milliards € dans la LFI 2022, montant en hausse (lié à la DSIL) comparativement à 2021 :

- dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) : **1 046** millions €
- dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) : **907** millions € (**+337** millions € par rapport à 2021)
- dotation politique de la ville (DPV) : **150** millions €

La dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID) est quant à elle renouvelée au même niveau que l'année passée : 212 millions €.

Article 192

Notification des dotations d'investissement

La loi de finances précise qu'à compter du 1er janvier 2023, les subventions de la DETR, de la DPV, de la DSIL et de la DSID doivent être notifiées pour au moins 80 % du montant des crédits répartis pour l'exercice en cours, durant le 1er semestre de l'année civile.
Avant le 31 juillet (30 septembre auparavant) de l'exercice en cours, la liste des opérations ayant bénéficié d'une subvention ainsi que le montant des projets et celui de la subvention attribuée par l'État sont publiés sur le site internet officiel de l'État (préfecture départementale ou régionale).

** Stable par rapport à 2021 et en baisse par rapport aux années précédentes (120 M€ en 2020, 159 M€ en 2019 et 293 M€ en 2018)*

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

Article 194

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Retour Sommaire

Communes nouvelles

Pour les communes nouvelles créées à partir du 1er janvier 2022 qui ne regroupent que des communes dont la population est inférieure ou égale à 3 500 habitants, la LFI 2022 majore leur dotation d'amorçage de 4 € par habitant. Ce « bonus » de DGF versé pendant trois ans passe donc de 6 € par habitant à 10 € par habitant.

Cette majoration sera financée par un écrêtement de la DGF des communes.

La LFI 2022 ajoute un article (L. 2334-22-2 du code général des collectivités territoriales) : à compter de 2023, peuvent être éligibles aux trois fractions de la dotation de solidarité rurale (DSR) les communes nouvelles qui comptent 10 000 habitants ou plus et qui remplissent les conditions cumulatives suivantes :

- aucune des anciennes communes ne comptait, l'année avant leur fusion, 10 000 habitants ou plus
- elles sont caractérisées comme peu ou très peu denses, au sens de l'INSEE et selon les données disponibles au 1er janvier de l'année de répartition (si pas de donnée sur la commune nouvelle, elle est considérée comme peu ou très peu dense si l'ensemble des anciennes communes sont aussi dans la catégorie peu ou très peu dense).

Écrêtements de la DGF

La DGF fait l'objet d'écrêtements pour financer la péréquation, les variations liées à la population….

Cet écrêtement porte actuellement sur la dotation forfaitaire des communes dont le potentiel fiscal par habitant logarithmé est supérieur ou égal à 0,75 fois le potentiel fiscal moyen par habitant logarithmé constaté pour l'ensemble des communes. Cette LFI 2022 remplace le nombre : « 0,75 » par « 0,85 ».

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Retour Sommaire

Article 113

Prolongement en 2022 de deux dotations liées à la crise sanitaire

La loi de finances rectificative pour l'année 2021 votée le 19 juillet dernier a instauré deux nouvelles dotations. Initialement prévues pour la seule année 2021, cet article les prolonge pour l'année 2022 en y apportant quelques modifications.

Dotation à destination des régies des collectivités

Elle est destinée aux régies ayant eu des pertes de recettes réelles de fonctionnement et d'épargne brute* du fait de la crise sanitaire.
En 2021, étaient éligibles celles qui font face à ces pertes l'année 2020 par rapport à 2019.
Pour 2022, ce sont celles qui ont des pertes en 2021 mais toujours comparativement à 2019.

N'y sont pas éligibles les régies constituées pour l'exploitation de certains services publics : gestion de l'eau ou assainissement des eaux usées, chauffage urbain, remontées mécaniques…

Alors qu'en 2021, le montant de la dotation était égal à la différence d'épargne brute entre 2019 et 2020 ; pour cette année, il sera égal à la moitié de la différence d'épargne brute entre 2019 et 2021.

Dotation à destination des communes, des EPCI à fiscalité propre, des syndicats mixtes (ayant pour membres des communes, EPCI, départements et / ou régions)

Elle est destinée aux collectivités ayant eu sur leur budget principal une diminution d'épargne brute de plus de 6,5 % (par rapport à 2019) et une perte de recettes tarifaires (au titre de leurs services publics à caractère administratif) ou une perte de recettes de redevances versées par les délégataires de service public.

Pour les collectivités éligibles, le montant de la dotation en 2022 est égal à la différence, si elle est positive, entre :

- la perte de recettes tarifaires ou de redevances versées par les délégataires de service public, constatée entre 2019 et 2021 (pour la dotation 2021, la comparaison était entre 2019 et 2020),
- et un montant égal à 2,5 % des recettes réelles de fonctionnement de leur budget principal constatées en 2019.

Le montant de la dotation est plafonné : il ne peut pas être supérieur à la différence entre le montant de l'épargne brute de leur budget principal en 2019, diminué de 6,5 %, et le montant de l'épargne brute de leur budget principal en 2021.

Pour ces deux dotations :

- elles ne sont pas versées si leur montant est inférieur à 1 000 €
- leur montant maximum, par bénéficiaire, est de 1,8 million € en cumulant les montants perçus en 2021 et 2022

** recettes réelles de fonctionnement diminuées des dépenses réelles de fonctionnement*

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE
Retour Sommaire

Article 193

Réforme des modalités d'attribution de la dotation de soutien aux communes pour la protection de la biodiversité

En 2020, la LFI a supprimé la dotation Natura 2000 et va plus loin en instituant une dotation de soutien aux communes se situant sur une zone Natura 2000, dans un parc national ou dans un parc naturel marin.

Pour aller encore plus loin dans le soutien aux zones protégées, la LFI 2022 double le montant de cette dotation pour la porter à

20 millions €, élargit cette dotation aux parcs naturels régionaux et y apporte quelques changements.

Cette dotation cible les communes de moins de 10 000 habitants dont le potentiel financier par habitant (et non plus le potentiel fiscal, pour mieux tenir compte de la richesse potentielle de la commune) est inférieur au double du potentiel fiscal moyen des communes de taille comparable.

Elle est composée des 3 fractions existantes auxquelles s'ajoute une 4ème fraction :

- 14,8 millions € (contre 55 % de l'enveloppe actuellement) pour les communes dont le territoire est couvert à plus de 50 % (75 % à ce jour) par un site Natura 2000. L'attribution individuelle est calculée au prorata de la population et de la proportion du territoire couvert

- 4 millions € (40 % actuellement) pour les communes dont le territoire est en tout ou partie situé au cœur d'un parc national et qui ont adhéré à la charte du parc national. L'attribution individuelle est triplée pour les communes dont le territoire se situe au cœur d'un parc national créé depuis moins de sept ans

- 0,5 million € (5 % actuellement) pour les communes dont le territoire est en tout ou partie situé au sein d'un parc naturel marin. L'attribution individuelle est calculée en rapportant le montant de cette fraction par le nombre de communes concernées

- 5 millions € (nouvelle fraction) pour les communes caractérisées comme peu denses ou très peu denses au sens de l'INSEE et qui ont approuvé la charte d'un parc naturel régional. Ici, le critère sur le potentiel financier est que ce dernier doit être inférieur au potentiel fiscal moyen des communes de même taille. L'attribution individuelle est calculée en fonction de la population

Les communes nouvellement éligibles aux 2ème et 4ème fractions vont bénéficier progressivement de la dotation : 1/3 la 1ère année et 2/3 la 2ème année.
Le montant attribué au titre de chacune des fractions ne peut pas être inférieur à 1 000 € (sauf pour la 2ème fraction où le minimum est porté à 3 000 €)

En 2022, pour intégrer ces changements sans impacter la portée de cette dotation, son montant passe alors à 24,3 millions €
(augmentation financée par diminution de l'enveloppe de DGF).

DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2022

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Retour Sommaire

Article 191

Réforme des modalités d'attribution de la dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID)

La DSID est versée depuis 2019 pour un montant annuel de 212 millions €, elle résulte de la somme de deux parts gérées en enveloppes régionales :

- la première part (77 %) est répartie selon 3 critères : la population des communes situées dans une unité urbaine inférieure à 50 000 habitants (40 %), la longueur de voirie départementale (35 %) et le nombre d'enfants âgés de 11 à 15 ans (25 %)
- la seconde part (23 %) est distribuée au bénéfice des départements de manière proportionnelle à l'insuffisance de leur potentiel fiscal

L'apport de cet article réside sur le fait que l'attribution des deux parts, et plus uniquement la première, soit allouée :

- par le préfet de région dans un objectif de cohésion des territoires et
- sous forme de subventions d'investissement dans les domaines jugés prioritaires au niveau local

L'objectif vise à répartir plus efficacement la seconde part de DSID en se basant sur des projets et non plus sur de la péréquation. Pour autant, les critères d'attribution basés sur le potentiel fiscal s'appliquent toujours mais ils se cumulent avec un appel à projet.

Article 200

Création d'une dotation de compensation de frais de gestion de la cotisation foncière des entreprises (CFE) et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)

En 2022, une nouvelle dotation de 107 millions € est instituée à destination des régions, de Mayotte et des collectivités de Corse, Martinique et Guyane. Elle compense les pertes de frais de gestion de CFE et CVAE liées à la réforme des impôts de production initiée en 2021.
Elle est créée uniquement pour l'année 2022.

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Retour Sommaire

Article 194

Hausse de la péréquation verticale

Elle représente 230 millions € en 2022. Elle était de 220 millions € sur 2021.

Pour la 4ème année consécutive, la progression de la péréquation sera financée intégralement au sein de la DGF. La conséquence est d'alléger la ponction faite sur les variables d'ajustement mais cela augmente d'autant l'écrêtement des dotations forfaitaires des communes et départements et de la dotation d'intercommunalité des EPCI.

Péréquation en outre-mer

Dans cet article, le rattrapage du niveau des dotations de péréquation versées aux communes des départements d'outre-mer par rapport aux communes métropolitaines est poursuivi via la dotation d'aménagement des communes d'outre-mer (DACOM). En effet, le taux de majoration démographique qui permet de fixer le montant de la DACOM est à nouveau réhaussé pour qu'en 2022, la moitié du rattrapage restant soit réalisée.

Enfin, les sommes dégagées viendront alimenter la dotation de péréquation outre-mer (DPOM qui a été créée en loi de finances initiale pour 2020) dont les critères de répartition visent les communes des départements d'outre-mer disposant des ressources les moins élevées et des charges les plus lourdes.

En millions €	Montants 2022	Hausses 2021 / 2022
EPCI		
Dotation d'intercommunalité	1 623	**+ 30**
COMMUNES		
Dotation nationale de péréquation (DNP)	794	-
Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)	2 566	**+ 95**
Dotation de Solidarité Rurale (DSR)	1 877	**+ 95**
DÉPARTEMENTS		
Dotations de péréquation (DPU et DFM*)	1 533	**+ 10**
FDPTP**	284	-
TOTAL	**8 677**	**+ 230**

** Dotation de péréquation urbaine et dotation de fonctionnement minimale*

*** Fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle*

DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2022

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

Article 194

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Retour Sommaire

Réforme des indicateurs utilisés dans la calcul des concours financiers et de la péréquation

Cet article 194 de la LFI 2022 poursuit la réforme initiée dans l'article 252 de la loi de finances pour 2021. Pour neutraliser les effets des réformes fiscales*, ce nouveau calcul des indicateurs financiers a pour objectif de bien tenir compte du **nouveau panier de ressources** des collectivités et donc de retranscrire le plus justement possible la potentielle richesse des territoires.

Cet article réécrit notamment l'article L.2334-5 du code général des collectivités territoriales pour modifier les modalités de calcul de l'**effort fiscal** de chaque commune** : il devient égal au rapport entre d'une part, le produit perçu par la commune au titre des TFPB et TFPNB*** et de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale et d'autre part, la somme des produits résultant de l'application des taux moyens nationaux aux bases d'imposition de la commune de ces mêmes taxes. La simplification du calcul de l'effort fiscal et de l'effort fiscal agrégé consiste en un recentrage sur les produits perçus par la commune elle-même plutôt que sur la pression fiscale subie par les ménages sur le territoire d'une commune. Pour les communes ne recevant pas de fiscalité ménage, leur effort fiscal retenu est l'effort fiscal moyen des communes de même strate démographique. L'attribution des dotations de péréquation ainsi que la détermination des montants alloués ne font pas partie des dispositions de l'article 194.

Afin d'éviter des évolutions trop importantes dans la répartition des dotations, le gouvernement étend la fraction de correction permettant le lissage des modifications et ceci jusqu'en 2028. Les modalités de calcul de cette fraction de correction sont précisées par décret en Conseil d'État.

De plus, le calcul du potentiel financier de la **ville de Paris** est modifié pour refléter le pouvoir de taux que la ville conserve sur la TFPB à la différence des autres départements et pour supprimer l'exception consistant à minorer son potentiel financier du montant de la participation obligatoire de la ville aux dépenses d'aides et de santé du département de Paris observé dans le compte administratif 2007. Effectivement, cette minoration n'est plus justifiée depuis la création de la ville de Paris en tant que collectivité à statut particulier.

Enfin, pour les départements, l'article permet un ajustement de la répartition du **FNP DMTO******, rendu nécessaire suite à l'évolution du panier de recettes des départements à l'issue de la réforme de la fiscalité locale. La répartition du FNP DMTO faisant intervenir le taux de TFPB départemental de l'année précédente, il est proposé de conserver le taux de TFPB adopté en 2020, de manière transitoire en 2022, le temps de trouver une solution plus pérenne, même si les départements ne perçoivent plus la TFPB depuis 2021.

** la suppression de la taxe d'habitation, la part départementale de foncier bâti aux communes, la fraction de TVA aux EPCI et aux départements et la compensation des pertes de recettes liées à la réforme des valeurs locatives des locaux industriels*
*** indicateur dont les résultats sont pris en compte dans l'attribution aux communes de la dotation nationale de péréquation, de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale et de la dotation de solidarité rurale*
**** Taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties*
***** Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux perçus par les départements*

DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2022

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Retour Sommaire

Article 196

Création d'un fonds de solidarité régional

Avec la perception d'une nouvelle fraction de TVA liée à la suppression de la part régionale de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), un nouveau système de péréquation est créé à destination des régions et du département de Mayotte.

En 2022, ce fonds de solidarité sera constitué de 0,1 % de la fraction de TVA attribuée à ces collectivités au titre de la suppression de leur part de CVAE. Les années suivantes, il sera abondé chaque année du montant de l'année précédente majoré de 1,5 % de la dynamique de TVA, si cette dynamique est positive.

Les collectivités contributrices sont celles qui présentent un indice de ressources (fraction de TVA liée à la suppression de leur part de CVAE, dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle, imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux, taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules) par habitant supérieur à 0,8 fois l'indice moyen de l'ensemble des régions et du département de Mayotte.

Les collectivités bénéficiaires sont celles qui ne sont pas contributrices et donc qui présentent les ressources par habitant les plus faibles. La répartition entre bénéficiaires est fonction de la population, du revenu par habitant, du nombre d'habitants âgés de 15 à 18 ans et de la densité de population.

De plus, cet article modifie le calcul de la fraction de TVA liée à la suppression de la part régionale de CVAE dans le but de limiter les inégalités. A compter de 2022, le numérateur ne sera plus uniquement égal au montant de CVAE 2020 ; il sera également tenu compte des attributions / prélèvements de 2020 et 2021 du fonds de péréquation des ressources régionales existant mais aussi des attributions / prélèvements de 2021 au fonds national de garantie individuelle des ressources régionales.

DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2022

Sommaire

Cadre juridique du DOB
- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique
- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022
- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

Article 199

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Compensation des effets de la baisse des impôts de production sur le dispositif de compensation péréquée

Pour soutenir les départements dans le financement des allocations individuelles de solidarité (AIS)*, il existe un dispositif de compensation péréquée (DCP).

Ce dispositif est composé de deux parts :
- 70 % pour la part « compensation » ayant pour but de limiter le reste à charge des départements en matière d'AIS
- 30 % pour la part « péréquation » répartie en fonction des revenus des habitants et du nombre de bénéficiaires des AIS

Le montant de l'enveloppe globale du DCP est égal au produit net des frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) collectés l'année précédente.

La LFI pour 2021 a divisé par deux les valeurs locatives des établissements industriels, ce qui engendre une baisse de la TFPB et donc du produit net de ses frais de gestion.

Le montant de DCP 2022 étant fonction de la TFPB 2021, la LFI instaure une dotation exceptionnelle de **51,6** millions € aux départements (sauf pour la Guyane, la Réunion et Mayotte).

Cette dotation entre dans l'enveloppe globale et sera répartie selon les mêmes modalités (énoncées ci-avant).

** principalement revenu de solidarité active (RSA), allocation personnalisée d'autonomie (APA) et prestation de compensation du handicap (PCH)*

DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2022

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Articles 37 et 41

Ajustement des modalités de calcul de perte de taxe d'habitation (TH)

Ces articles ajustent le montant de perte de TH sur les résidences principales à prendre en compte dans les mécanismes de correction (pour les communes) et pour la compensation (pour les EPCI à fiscalité propre) dans le cadre de la réforme fiscale liée à la suppression de la TH sur les résidences principales.

Le calcul de la perte de cette TH pour les communes et les EPCI à fiscalité propre se base sur le taux de TH 2017 (une croissance éventuelle du taux après 2017 n'étant pas compensée) et les bases de TH 2020 pour les résidences principales.

- il sera tenu compte du taux de TH 2018 ou 2019 pour le calcul de la compensation, si ce dernier a fait l'objet d'une hausse par rapport à 2017, pour deux exceptions : si le taux a augmenté suite à l'avis du contrôle budgétaire de la chambre régionale des comptes ou s'il y a mise en œuvre d'un pacte financier et fiscal au sein d'un EPCI à fiscalité propre et ses communes membres (la somme du taux communal et intercommunal ne change pas mais l'un réalise une baisse de son taux pour permettre à l'autre de l'augmenter)
- concernant les bases, elles vont intégrer les rôles supplémentaires de TH 2020 émis jusqu'au 15 novembre 2021

Ces mesures permettent d'accroitre la compensation perçue pour les collectivités concernées.

Articles 81 et 177

Modifications d'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) sur les logements sociaux et intermédiaires

L'article 177 a pour objectif de ne pas freiner la construction de logements sociaux. En effet, ces derniers font l'objet d'une exonération de TFPB, seule taxe perçue sur les logements « principaux » par les communes et EPCI à fiscalité propre depuis la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales. L'exonération n'est pas remise en cause mais elle sera compensée par l'État pendant 10 ans pour l'ensemble des logements sociaux faisant l'objet d'un agrément entre le 1er janvier 2021 et le 30 juin 2026.

L'article 81 supprime l'exonération de TFPB de 20 ans sur les logements locatifs intermédiaires détenus par les investisseurs institutionnels. Elle est remplacée par une créance d'impôt sur les sociétés et s'applique aux logements dont la construction est terminée à partir du 1er janvier 2023.

DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2022

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Article 11

Prolongement de la durée de vie du statut de « Jeune entreprise innovante »

Cet article augmente la durée du statut de « Jeune entreprise innovante » (JEI) : passant d'une création inférieure à 8 ans à une création inférieure à 11 ans.

Créé en 2004, ce statut permet à des petites ou moyennes entreprises ayant des dépenses de recherche et développement d'au moins 15 % de ses charges fiscalement déductibles de bénéficier d'avantages fiscaux.

Parmi ces avantages, il y a des exonérations de contribution économique territoriale (CET) et de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB), si une délibération en ce sens est prise par les collectivités concernées.

Article 100

Taxe locale sur la publicité extérieure

Cette taxe faisait l'objet d'une déclaration annuelle portant sur les supports existants au 1er janvier et d'éventuelles déclarations complémentaires réalisées dans les deux mois suivant une installation ou une suppression.

Cet article simplifie les déclarations. A compter de 2022, elles ne porteront que sur l'installation, le remplacement ou la suppression de supports publicitaires. Elles doivent intervenir dans les deux mois.

Du côté du recouvrement de la taxe, il reste à compter du 1er septembre de l'année d'imposition mais uniquement pour les déclarations intervenues avant le 30 juin de la même année.

Article 89

Pérennisation d'exonération

Les régions, les départements, les communes et leurs établissements publics sont exonérés des droits de mutation à titre gratuit sur les biens affectés à des activités non lucratives qu'ils ont par donation ou succession.

Cette exonération initialement prévue jusqu'au 31 décembre 2023 est pérennisée.

Article 109

Taxe d'aménagement

Cette taxe s'applique à toutes les opérations soumises à autorisation d'urbanisme (construction, extension…) et les communes en perçoivent une partie.

Avant 2022, elles pouvaient la reverser, en tout ou partie, à leur EPCI. Cet article les oblige à présent, à effectuer ce reversement, au prorata des charges de financement des équipements assumés par chaque collectivité.

DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2022

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Article 102

Possibilité d'exonérer les refuges de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)

Cet article offre la possibilité aux commune et EPCI à fiscalité propre de prendre une délibération d'exonération, pour la part qui leur revient, de TFPB pour les refuges (établissement à but non lucratif géré par une fondation ou une association de protection des animaux provenant de la fourrière ou donnés par leur propriétaire).

La délibération doit être prise avant le 31 janvier 2022 pour une durée maximum de deux ans.

Les propriétaires concernés doivent en faire la demande auprès du service des impôts avant le 28 février 2022.

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Article 35

Suppression de dépenses fiscales inefficientes

L'objectif de cet article est de répondre aux demandes de la loi de programmation des finances publiques, en supprimant des mesures fiscales inefficientes.

En ce qui concerne les collectivités, il supprime les exonérations temporaires de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB), de cotisation foncière des entreprises (CFE) et de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) sur les entreprises bénéficiant de l'exonération d'impôt sur les sociétés pour reprise d'une entreprise ou d'un établissement industriel en difficulté.

Article 98

Suppression de taxes à faible rendement

Depuis 2019, la suppression de taxes à faible rendement est engagée, l'État poursuit sa volonté avec la disparition de cinq autres taxes (quatre dès le 1er janvier 2022 et une au 1er janvier 2023).

Les objectifs demeurent :

- la simplification du droit fiscal
- la réduction de la pression fiscale sur les particuliers et les entreprises
- la réduction des coûts de recouvrement

Entre 2019 et 2021, il était précisé que « la compensation des pertes de recettes en résultant est assurée par le budget général de l'État, sous réserve de modalités particulières convenues entre les différents affectataires » mais ce n'est pas le cas pour 2022 à la lecture de cet article.

DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2022

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

Article 43

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Expérimentation de la recentralisation du revenu de solidarité active (RSA)

Il est question dans cet article de la recentralisation du RSA et du revenu de solidarité (RSO), ce dernier étant spécifique à la Guadeloupe, la Martinique, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Saint-Pierre-et-Miquelon.

Pour financer ces dépenses suite au transfert de la compétence en 2004, les départements perçoivent de l'État une fraction de TICPE (taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques) et le taux plafond des DMTO (droits de mutation à titre onéreux) a été augmenté.

La question de la recentralisation intervient car face à l'augmentation du nombre de bénéficiaires ces dernières années, les ressources s'avèrent parfois insuffisantes pour certains départements.
La recentralisation du RSA / RSO est déjà intervenue en 2019 pour la Guyane et Mayotte, puis en 2020 pour la Réunion.

Cet article précise les modalités de mise en œuvre d'une proposition faite dans le projet de loi 3DS (Différenciation, Décentralisation, Déconcentration et Simplification) qui en fixe le cadre juridique.

Il est ainsi proposé aux départements que le RSA / RSO dans sa globalité (instruction administrative, décision d'attribution et financement ainsi que les indus) soit transféré à l'État à titre d'expérimentation (au plus tard jusqu'au 31 décembre 2026).

Les départements candidats devaient se faire connaître entre le 22 septembre 2021 et le 15 janvier 2022.

Et selon la loi 3DS ?

Elle envisage de repousser au 30 juin 2022 le délai pour candidater…

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

Article 43 (suite)

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Les critères d'éligibilité portent sur un revenu moyen par habitant significativement plus faible que la moyenne nationale et un reste à charge du RSA ainsi qu'une proportion de bénéficiaires du RSA significativement supérieurs à la moyenne nationale. Un décret listera les départements retenus.

Pour ces derniers, la gestion sera déléguée aux caisses d'allocations familiales.

Du côté du financement, l'État pose le principe de la neutralité financière. Il fixe le montant à retenir : la moyenne des dépenses de RSA / RSO sur les trois années précédant la dernière année avant le transfert.

Ainsi, dès le 1er janvier de l'année de mise en œuvre de la recentralisation, l'État va récupérer :

- la fraction de TICPE (taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques)
- la part du fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FDMI)
- les frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties
- et si ce n'est pas suffisant, une partie (maximum 20 %) du produit de la taxe de publicité foncière ou des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)
- en dernier recours, le reste à percevoir sera prélevé d'un montant fixe sur la dotation de compensation puis sur la dotation forfaitaire intégrées à la dotation globale de fonctionnement des départements et enfin sur la TVA perçue par le département

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

Article 168

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Retour Sommaire

Habilitation à modifier par ordonnance le régime de responsabilité des gestionnaires publics

Dans cet article, la réforme de l'organisation financière de l'État comprend plusieurs mesures qui visent à :

- mieux coordonner et proportionner les contrôles
- simplifier les procédures
- déconcentrer la gestion budgétaire pour renforcer la capacité d'action de l'État dans les territoires

La conséquence est une rénovation en profondeur du régime de responsabilité des ordonnateurs et des comptables publics.

Dans le régime actuel :

- les comptables publics sont soumis à une responsabilité personnelle et pécuniaire mise en jeu par la Cour des comptes (CDC) et les chambres régionales et territoriales des comptes (CRTC)
- les ordonnateurs sont justiciables devant la Cour de discipline budgétaire et financière (CDBF)

En conservant bien la séparation fondamentale ordonnateurs / comptables, il a été souhaité que des travaux soient menés conjointement entre l'administration, la CDC et le Conseil d'État dans le but de définir un **nouveau régime unifié de responsabilité financière** qui serait applicable à l'ensemble des agents publics pour le 1er janvier 2023.
Ce nouveau régime visera à sanctionner, de façon plus efficace et ciblée, les fautes graves concernant l'exécution des recettes / dépenses ou la gestion des biens des entités publiques, ayant causé un préjudice financier significatif. Il ouvrira la possibilité de sanctionner les fautes de gestion en cas de négligences et carences graves dans l'exercice des contrôles réalisés par les acteurs de la chaîne financière, sous réserve qu'elles aient été à l'origine d'un préjudice financier important. Et il modernisera d'autres infractions actuellement prévues par le code des juridictions financières et le régime spécifique de la gestion de fait.

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

Article 168 (suite)

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

A la place de la CDBF compétente pour les ordonnateurs, et des juridictions financières pour les comptables publics, la **juridiction unifiée en charge de la répression de ces fautes en première instance sera une chambre de la CDC**, comprenant des membres de la Cour et des magistrats des CRTC. Afin de renforcer les droits des justiciables, une cour d'appel financière, présidée par le Premier président de la CDC sera instituée, composée de quatre membres du Conseil d'État, de quatre membres de la CDC et de deux personnalités qualifiées désignées pour leur expérience en gestion publique. L'appel sera suspensif. Le conseil d'État demeurera la juridiction de cassation.

La juridiction pourra être amenée à prononcer des amendes pécuniaires à l'encontre des justiciables, dont le montant sera plafonné à six mois de rémunération de l'agent. Elle pourra également prononcer une peine complémentaire d'interdiction d'exercer les fonctions de comptable ou d'avoir la qualité d'ordonnateur pour une durée déterminée.

Le régime de responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables publics étant supprimé, l'ordonnance comportera aussi des dispositions, relevant du domaine de la loi, de nature à garantir que les comptables publics continueront à jouer pleinement leur rôle de garant de la régularité des opérations de recettes et dépenses.

DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2022

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Retour Sommaire

Article 122

Création d'une majoration de cotisation au centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT)

Les communes, départements, régions et leurs établissements publics ayant au moins l'emploi d'un agent à temps plein (au 1er janvier) participent au financement du CNFPT, via une cotisation portant sur la masse des rémunérations des agents. Le conseil d'administration du CNFPT en vote le taux de cotisation qui ne peut pas excéder 0,9 %.

Cet article instaure une majoration de cotisation qui est affectée au financement des frais de formation des apprentis que les collectivités emploient. Le taux de cette majoration est fixé selon les mêmes modalités mais il ne peut pas être supérieur à 0,1 %.

Cette majoration entre en vigueur le 1er janvier 2022.

DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2022

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

Article 103 « Sud-Ouest »

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE
Retour Sommaire

Création d'une taxe spéciale d'équipement (TSE) pour finan... ferroviaire du Sud-Ouest »

Le « grand projet ferroviaire du Sud-Ouest » regroupe la création de deux lignes à grande vitesse : les liaisons Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Espagne.

Une partie du financement de ce projet est assurée par la création de cette TSE (au profit de l'établissement public local « Société du grand projet sud-ouest ») qui correspond à une surtaxe sur la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale), sur la contribution foncière des entreprises (CFE) et sur les taxes foncières des propriétés bâties et non bâties (TFPB et TFPNB).

Sont concernés les contribuables situés dans une commune se trouvant à moins de 60 minutes en voiture d'une gare desservie par au moins une de ces deux lignes à grande vitesse.

Le produit de cette TSE est fixé à 24 millions € par an.

DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2022

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

Principales données financières 2022

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

- **Contexte macro-économique**
  - Croissance France 4,0 %
  - Croissance Zone € 4,4 %
  - Inflation 1,5 %
- **Administrations publiques**
  - Croissance en volume de la dépense publique
  - Déficit public (% du PIB) -3,5 %
  - Dette publique (% du PIB) 4,8 %
  - 114,0 %
- **Collectivités locales**
  - Transferts financiers de l'État 105 518 millions €
    - dont concours financiers de l'État 52 735 millions €
      - dont DGF 26 786 millions €
- **Point d'indice de la fonction publique**

56,2323 € depuis le 1er février 2017

Tableau 14 : Prélèvements obligatoires par sous-secteurs

En % du PIB, champ courant	2020	2021	2022
État	12,2%	11,9%	11,8%
ODAC	0,9%	0,8%	0,8%
APUL	6,7%	6,5%	6,4%
ASSO	24,5%	24,3%	24,3%
UE	0,2%	0,2%	0,2%
Taux de prélèvements obligatoires	44,5%	43,7%	43,5%

Tableau 15 : Évolution des prélèvements obligatoires

	2020	2021	2022
Croissance du PIB en valeur (1)	-5,5 %	6,5 %	5,5 %
Évolution effective des prélèvements obligatoires (PO)	-4,1%	4,7%	5,1%
Évolution spontanée des PO (2)	-4,6%	6,1%	5,5%
Élasticité des PO au PIB (2)/(1)	0,8	0,9	1,0

Source : PLF 2022
Rapport économique, social et financier et jaunes budgétaires

DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2022

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Retour Sommaire

Comptes 2020 des communes appartenant à un groupement fiscalisé (FPU)

(Euros par habitant)

	3 500 à 5 000 habitants	5 000 à 10 000 habitants	10 000 à 20 000 habitants	20 000 à 50 000 habitants	50 000 à 100 000 habitants	Plus de 100 000 habitants
OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT						
Total des produits de fonctionnement (=A)	**1 043**	**1 159**	**1 313**	**1 487**	**1 639**	**1 378**
Impôts locaux	463	507	576	653	676	673
Autres impôts & taxes	66	95	108	110	118	99
Dotation globale de fonctionnement	147	153	176	202	209	211
FCTVA	2	2	2	2	2	1
Produits des services et du domaine	64	68	72	83	93	87
Total des charges de fonctionnement (=B)	**900**	**1 014**	**1 176**	**1 360**	**1 504**	**1 272**
Charges de personnel	447	537	657	764	821	688
Achats et charges externes	227	236	248	265	261	229
Charges financières	20	22	21	25	33	24
Contingents	28	28	32	58	93	43
Subventions versées	49	65	89	106	129	154
Résultat comptable (R= A-B)	**143**	**145**	**137**	**127**	**135**	**106**
ELEMENTS DE FISCALITE						
Produit taxe d'habitation (y compris THLV)	205	215	245	297	325	320
Produit foncier bâti	242	277	319	351	350	345
Produit foncier non bâti	13	9	6	3	3	1
Produit foncier non bâti (taxe additionnelle)	0	0	0	0	0	0
Produit cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	0	0	0	0	0	0
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau	0	0	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	0	0	0	0	0
ENDETTEMENT						
Encours total de la dette au 31/12/N	728	802	846	1 011	1 370	1106
Annuité de la dette	97	104	105	121	162	128
FONDS DE ROULEMENT	**380**	**347**	**316**	**241**	**193**	**116**
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT						
Total des ressources d'investissement (=C)	**430**	**451**	**454**	**481**	**572**	**465**
Emprunts bancaires et dettes assimilées	51	54	66	77	112	109
Subventions reçues	70	72	68	67	71	32
FCTVA	45	44	45	46	52	34
Retour de biens affectés, concédés…	0	0	0	0	0	0
Total des emplois d'investissement (=D)	**410**	**425**	**430**	**454**	**536**	**428**
Dépenses d'équipement	302	309	309	320	342	263
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	78	84	85	97	132	106
Charges à répartir	1	1	1	2	4	3
Immobilisations affectés, concédés…	1	0	0	0	0	0
Besoin / capacité de financement de la section investissement (= D - C)	**-20**	**-26**	**-24**	**-28**	**-35**	**-38**
AUTOFINANCEMENT						
Excédent brut de fonctionnement	217	220	216	214	235	194
Capacité d'autofinancement = CAF	198	201	194	188	203	167
CAF nette du remboursement en capital des emprunts	120	117	109	91	72	61

DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2022

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Comptes 2020 des communes appartenant à un groupement fiscalisé (4 taxes)

(Euros par habitant)	3 500 à 5 000 habitants	5 000 à 10 000 habitants	10 000 à 20 000 habitants	20 000 à 50 000 habitants
OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT				
Total des produits de fonctionnement (=A)	**1 420**	**1 382**	**1 463**	**1 154**
Impôts locaux	728	801	841	583
Autres impôts & taxes	96	75	47	58
Dotation globale de fonctionnement	244	217	241	246
FCTVA	3	2	1	0
Produits des services et du domaine	82	64	94	79
Total des charges de fonctionnement (=B)	**1 203**	**1 183**	**1 299**	**1 103**
Charges de personnel	533	575	674	635
Achats et charges externes	340	295	282	155
Charges financières	22	30	29	8
Contingents	58	42	37	10
Subventions versées	91	96	85	125
Résultat comptable (R= A-B)	**217**	**200**	**164**	**51**
ELEMENTS DE FISCALITE				
Produit taxe d'habitation (y compris THLV)	245	301	290	238
Produit foncier bâti	227	251	259	186
Produit foncier non bâti	11	8	6	1
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	58	70	70	53
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau	10	35	8	4
Taxe sur les surfaces commerciales	19	14	27	14
ENDETTEMENT				
Encours total de la dette au 31/12/N	882	1 034	907	516
Annuité de la dette	131	121	112	62
FONDS DE ROULEMENT	**419**	**525**	**422**	**103**
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT				
Total des ressources d'investissement (=C)	**541**	**528**	**611**	**370**
Emprunts bancaires et dettes assimilées	65	51	65	86
Subventions reçues	90	81	128	11
FCTVA	58	52	75	22
Retour de biens affectés, concédés…	0	0	0	0
Total des emplois d'investissement (=D)	**562**	**487**	**488**	**319**
Dépenses d'équipement	422	382	384	166
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	109	92	84	54
Charges à répartir	0	0	1	4
Immobilisations affectées, concédées…	0	0	0	0
Besoin / capacité de financement de la section investissement (= D - C)	**21**	**-41**	**-123**	**-51**
AUTOFINANCEMENT				
Excédent brut de fonctionnement	292	293	272	164
Capacité d'autofinancement = CAF	278	273	248	103
CAF nette du remboursement en capital des emprunts	168	180	164	48

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Présentation de la situation et orientations 2022

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

CA PROVISOIRE 2021

Eléments d'analyse de la situation financière et fiscale

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Budget principal

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Retour Sommaire

Répartition FPIC 2021

Répartition du FPIC entre communes membres

		Répartition du FPIC entre Communes membres					
Code INSEE	Nom communes	Montant prélevé de droit commun	Montant prélevé définitif	Montant reversé de droit commun	Montant reversé définitif	Solde de droit commun	Solde définitif
81008	ALMAYRAC	0		6 604		6 604	6 604
81033	BLAYE-LES-MINES	0		51 052		51 052	51 052
81048	CAGNAC-LES-MINES	0		49 136		49 136	49 136
81060	CARMAUX	0		144 728		144 728	144 728
81068	COMBEFA	0		2 989		2 989	2 989
81072	CRESPIN	0		3 081		3 081	3 081
81101	GARRIC	0		14 456		14 456	14 456
81110	JOUQUEVIEL	0		2 328		2 328	2 328
81114	LABASTIDE-GABAUSSE	0		9 995		9 995	9 995
81152	MAILHOC	0		6 019		6 019	6 019
81166	MILHAVET	0		1 821		1 821	1 821
81168	MIRANDOL-BOURGNOUNAC	0		18 926		18 926	18 926
81170	MONESTIES	0		27 145		27 145	27 145
81172	MONTAURIOL	0		1 252		1 252	1 252
81180	MONTIRAT	0		7 483		7 483	7 483
81186	MOULARES	0		5 830		5 830	5 830
81201	PAMPELONNE	0		18 541		18 541	18 541
81230	ROSIERES	0		14 002		14 002	14 002
81244	SAINT-BENOIT-DE-CARMAUX	0		40 312		40 312	40 312
81245	SAINT-CHRISTOPHE	0		3 490		3 490	3 490
81249	SAINTE-GEMME	0		21 555		21 555	21 555
81254	SAINT-JEAN-DE-MARCEL	0		8 636		8 636	8 636
81275	SALLES	0		5 062		5 062	5 062

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Répartition FPIC 2021 suite

81280	SEGUR	0		5 689		5 689	5 689
81291	TAIX	0		11 236		11 236	11 236
81292	TANUS	0		9 711		9 711	9 711
81302	TREBAN	0		1 242		1 242	1 242
81304	TREVIEN	0		3 893		3 893	3 893
81306	VALDERIES	0		17 372		17 372	17 372
81319	VILLENEUVE-SUR-VERE	0		10 240		10 240	10 240
81322	VIRAC	0		5 280		5 280	5 280
81326	SAINTE-CROIX	0		6 938		6 938	6 938
TOTAL		**0**		**536 044**		**536 044**	536 044

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Sommaire

Fonctionnement

Dépenses	CA 2019	CA 2020	RAPPEL BP 2021	CA 2021	PROPOSITIONS 2022	Recettes	CA 2019	CA 2020	RAPPEL BP 2021	CA 2021	PROPOSITIONS 2022
Charges à caractère général	1 761 429,18	1 567 685,12	2 150 584,81	1 563 602,55	1 950 472,00	Atténuation de charges	176 070,19	139 480,09	150 000,00	124 250,34	154 828,55
Charges de personnel et frais assimilés	5 114 244,64	5 305 450,11	5 500 000,00	5 366 357,54	4 603 000,00	Produits des services, du domaine	974 521,78	696 152,72	818 294,28	535 284,65	629 000,00
dont Pôle des eaux	*1 290 917,28*	*1 357 379,45*		*1 427 673,61*	*1 523 000,00*	*Dont CAF*	*646 642,63*	*446 091,78*		*282 102,49*	*368 500,00*
						redevance spéciale OM	*32 420,25*	*29 971,58*		*29 215,58*	-
						Dont entrées (piscine, musée, biennale...) et prestations	*152 067,20*	*46 765,30*		*92 883,52*	*105 000,00*
						Dont prestations ads	*58 120,00*	*54 370,00*		*52 770,00*	*53 000,00*
						Dont autres occupations du domaine	*461,00*	*1 945,50*		*465,00*	*5 500,00*
						Dont personnel Mis à dispo	*82 845,35*	*116 973,56*		*77 848,06*	*97 000,00*
						Dont ventes	*1 965,35*	*35,00*		-	
Atténuation de produits	1 283 391,15	1 316 541,13	1 316 000,00	1 330 977,60	1 185 977,00	Impôts et taxes	9 465 466,92	9 540 096,85	9 520 383,00	9 646 342,66	6 524 200,00
Dont AC						*dont AC*	*387 304,92*	*373 445,85*		*363 597,90*	*365 000,00*
Autres charges de gestion courante	3 794 930,61	4 086 268,23	6 902 289,08	4 220 240,98	5 938 045,09	Dotations, subventions et participations	1 862 721,26	1 983 602,55	2 076 902,00	2 128 435,33	2 245 800,00
dont TRYFIL	*1 140 985,86*	*1 216 577,27*		*1 454 720,87*	-	*Dont DGF*	*1 326 362,00*	*1 370 581,00*		*1 422 086,00*	*1 422 000,00*
dont subvention equilibre BA petite enfance	-	-		-	*2 115 266,00*	*Dont FCTVA*	*7 914,85*	*10 774,67*		*12 552,38*	*12 000,00*
dont subvention equilibre BA TAD	-	-		-	*64 623,00*	*Dont aides aux postes*	*2 510,00*	-		-	
dont subvention equilibre BA CINEMA	-	-		-	*1 079 802,09*	*Dont Subventions Etat et autres organismes*	*115 753,71*	*173 651,80*		*265 174,95*	*351 600,00*
dont subvention equilibre BA OT	*160 000,00*	*140 000,00*		*150 000,00*	*138 800,00*	*Dont subventions Région*	*8 000,00*	*16 708,00*		*5 000,00*	
dont subvention equilibre BP CIAS	*91 287,56*	*69 000,00*		*106 000,00*	*245 000,00*	*Dont subventions Département*	*12 696,00*	*6 673,00*		*7 005,00*	*43 200,00*
Dont sdis	*894 831,29*	*904 656,51*		*911 649,17*	*935 000,00*	*dont FSE*	*18 322,70*	*20 269,08*		-	
Dont Subventions assos + mediathèques+garderies	*858 006,55*	*1 098 308,73*		*953 121,77*	*640 000,00*	*Dont compensations*	*371 162,00*	*384 945,00*		*416 617,00*	*417 000,00*
Dont indemnités élus	*211 143,33*	*207 401,11*		*203 274,42*	*207 000,00*						
Dont autres contributions (gemapi, smad...etc)	*438 674,51*	*437 478,75*		*441 474,75*	*442 553,14*						
subventions eco					*70 000,00*						
Charges financières	304 953,08	273 344,28	275 000,00	236 116,90	207 256,00	Autres produits de gestion courante	1 681 520,13	1 655 421,02	1 705 875,00	1 607 488,82	1 708 000,00
						Dont remboursement Régies Pôle des eaux	*1 533 670,17*	*1 465 958,34*		*1 418 551,52*	*1 523 000,00*
						Dont revenus des immeubles	*92 728,27*	*120 788,86*		*101 424,47*	*100 000,00*
						dont autres	*55 121,69*	*68 673,82*		*87 512,83*	*85 000,00*
Charges exceptionnelles	23 251,22	32 658,00	245 000,00	94 044,60	356 229,00	Produits financiers	84 942,12	76 726,10	74 050,00	68 312,26	68 000,00
dont rembt Pôle des eaux sortie Salles					*256 229,00*						
Dotations aux amortissements et provisions	580 276,35	637 455,59	665 105,00	665 104,44	722 000,00	Produits exceptionnels	19 287,00	12 055,93	49 995,71	26 829,00	256 229,00
						dont refacturation sortie Salles					*256 229,00*
Virement à la section d'investissement			736 596,11		316 663,91	Amortissement de subventions					
D002 Déficit de fonctionnement reporté						R002 Excédent de fonctionnement reporté			3 395 075,01		3 693 585,45
Total dépenses de fonctionnement	**12 862 476,23**	**14 576 781,91**	**17 790 575,00**	**13 476 444,61**	**15 279 643,00**	**Total recettes fonctionnement**	**14 651 834,32**	**18 812 157,40**	**17 790 575,00**	**14 136 943,06**	**15 279 643,00**

RESULTATS :

	2019	2020	2021
Résultat de fonctionnement exercice N	1 789 358,09	4 235 375,49	660 498,45
Résultat de fonctionnement reporté exercice N-1	3 060 818,48	3 380 625,83	3 395 075,01
Résultat de fonctionnement cumulé à affecter N+1	**4 850 176,57**	**7 616 001,32**	**4 055 573,46**

(AFFECTATION 2022 : 3 693 585,45 € au R002 + 361 988,01 € au 1068)

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Investissement											
Dépenses	**CA 2019**	**CA 2020**	**RAPPEL BP 2021**	**CA 2021**	**PROPOSITIONS 2022**	**Recettes**	**CA 2019**	**CA 2020**	**RAPPEL BP 2021**	**CA 2021**	**PROPOSITIONS 2022**
avance remboursable zones activités			363 328,81		434 499,19	Dotations, fonds divers et réserves (1068 + FCTVA)	1 052 036,64	1 513 917,65	1 679 309,91	1 096 112,38	712 633,71
immobilisations corporelles						Emprunts	700 000,00	-	1 500 000,00	1 570 000,00	-
Participations et créances rattachées						Subventions d'investissements opérations	926 483,28	486 094,53	2 142 964,71	607 666,00	1 500 000,00
Subventions d'investissement	-					Immobilisations corporelles et incorp.					
Remboursement d'emprunts	1 233 648,37	1 241 411,73	1 207 000,00	1 236 035,27	1 312 681,00	Dépôt et cautionnement reçu					
Total des opérations d'équipement	2 852 596,69	1 154 442,77	4 987 692,38	2 122 731,67	1 907 259,88	Opérations d'équipement		167 377,32			
Dont RAR N-1					*93 514,18*						
Autres immobilisations financières	-					Autres immobilisations financières (dont compte de tiers)	375 584,91	59 209,36	520 558,89	43 096,00	466 444,00
Total des opérations pour compte de tiers						Produits de cessions					
Opérations d'ordre						Opérations d'ordre entre sections	580 276,35	637 455,59	665 105,00	665 104,44	722 000,00
Opérations patrimoniales	24 074,19					Opérations pour compte de tiers	-				
						Opérations patrimoniales	24 074,19	1,45	205 172,38	-	205 172,38
						024 Produit des cessions					
						Virement de la section de fonctionnement			736 596,11		316 663,91
D001 Déficit d'investissement reporté			891 685,81		268 473,93	R001 Excédent d'investissement reporté					
Total dépenses d'investissement	**4 110 319,25**	**2 395 854,50**	**7 449 707,00**	**3 358 766,94**	**3 922 914,00**	**Total recettes investissement**	**3 658 455,37**	**2 864 055,90**	**7 449 707,00**	**3 981 978,82**	**3 922 914,00**

RESULTATS :

	2019	**2020**	**2021**
Résultat d'investissement exercice N	- 451 863,88	468 201,40	623 211,88
Résultat d'investissement reporté exercice N-1 + reprise sid	- 1 359 887,21	- 1 359 887,21	- 891 685,81
Résultat d'investissement cumulé à reporter N+1	**- 1 811 751,09**	**- 891 685,81**	**- 268 473,93**

Eléments généraux

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Pour mémoire, les éléments suivants ne sont pas des éléments budgétaires définitifs, ils ne servent qu'à avoir une vision relative des éléments de l'année 2021.

L'année 2021 a permis de maintenir une capacité d'autofinancement nette positive toutefois en forte diminution, malgré un contexte difficile d'augmentation des matières premières, des services et du coût de l'énergie en général.

Le tassement de la CAF nette est lié à une légère augmentation de certains postes de charges mais également à la baisse de recettes.

Les éléments susceptibles d'influer sur une amélioration des résultats demeurent :

- Une baisse des charges
- Une augmentation des ressources

Le montant global démontre la stabilité relative de ces charges avec une légère augmentation de 1,9 % liée à certaines dépenses, et aux difficultés rencontrées par les structures gestionnaires des équipement Petite Enfance.

En parallèle, les recettes n'ont augmenté que de 0,24 %.

Cet effet ciseau devra être particulièrement surveillé dans les années à venir car il pourrait à terme générer une CAF nette négative qui nous interdirait tout nouveau investissement.

La masse salariale a été impactée par de nombreuses absences liées au COVID19, absences soumises à autorisations spéciales prévues par la loi et non prises en compte par notre assurance (périodes d'isolement pour les cas contacts notamment).

Eléments généraux

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Pour mémoire, des abandons de loyers ont été accordés générant une perte de recettes.
Malgré cela, la tendance montre toujours une bonne maitrise des charges de structure qui n'enregistrent pas d'augmentations significatives.

Concernant les prévisions, les nombreuses augmentations concernant notamment :

Le gaz, le carburant, l'électricité et les augmentations des tarifs de nos fournisseurs qui en découlent auront un impact forcément négatifs sur ces postes de charges.

La politique de maitrise des dépenses relevée par le contrôle de la chambre régionale des comptes a porté ses fruits, et le recours à des procédures de consultation systématiques et renforcées pourra nous permettre de continuer à maitriser au mieux l'évolution des dépenses.

Toutefois, l'évolution du contexte géopolitique aura à court et moyen une répercussion sur l'ensemble des coûts.

Les dotations sont globalement stables avec quelques légères variations qui s'équilibrent.

On notera cette année, une nouvelle augmentation des IFER (imposition forfaitaire des entreprises de réseaux), mais comme indiqué précédemment, une baisse générale des impôts de production.

Pour l'exercice à venir, une nouvelle contribution des collectivités sera appliquée par l'Etat et devrait réduire encore un peu les dotations de l'état.

Comme présenté dans les notes générales, un dispositif de compensation de la baisse programmée des impôts de production sera mis en œuvre par l'Etat. Ce mécanisme laisse toutefois en question l'évolution des recettes liées aux impôts de production qui semblent désormais gelés sur une base 2020/2021.

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Eléments généraux

Comme prévu, la mise en œuvre de la nouvelle CTG par La Caisse d'allocations familiales (CAF) ne permet plus à la 3CS d'être l'intermédiaire financier avec les structures gestionnaires qui recevront directement leur financement de la CAF.

Cette situation supprimera donc le décalage d'encaissement pour notre EPCI.

Nous devrons toutefois être extrêmement vigilants par rapport à la situation des structures gestionnaires et de leur trésorerie.

Les premières informations à notre disposition font apparaitre que la CAF ne pourra pas verser d'acompte avant le mois de juin 2022 à ces structures.

La 3CS a du recourir à un emprunt de 1 500 000 euros pour financer l'ensemble des opérations en cours de réalisation :

Les éléments les plus significatifs sont :

- Réalisation d'une maison d'assistantes maternelles à Valdériès,
- Mise en service de l'aire d'accueil des gens du voyage,
- Fin de l'aménagement des portes du Tarn nord,
- Réalisation de la nouvelle usine de production d'eau potable (financée par la régie des Eaux),
- Réalisation de l'extension des bureaux des Régies Eaux et Assainissement (financée par les régies),
- Réalisation d'une extension pour le vestiaire du service de collecte OM,
- Poursuite du programme d'entretien de la voirie intercommunale.

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Eléments généraux

Contrôle de la Chambre Régionale des Compte et passage à la M57

Comme indiqué, la Chambre Régionale de Comptes a effectué un contrôle de gestion sur les exercices 2015 à 2021 durant l'année écoulée.

Le rapport définitif ne nous est pas encore parvenu et il ne nous est pas possible de le commenter.

Toutefois, une mesure voulue par le président a été largement approuvé par le magistrat contrôleur, à savoir le passage à la norme comptable M57 par la 3CS et ce de façon anticipée par rapport à la loi.

Ce passage va modifier de façon importante la gestion comptable des engagements comptables, mais également la présentation et la gestion des investissements dans le cadre d'un plan pluriannuel d'investissements (PPI)

Quelques éléments pour rappel :

Modalités de gestion des amortissements en M57 :

L'amortissement est une technique comptable qui permet, chaque année, de constater forfaitairement la dépréciation des biens et de dégager des ressources destinées à les renouveler. Suite au passage à la nomenclature budgétaire et comptable M57, nous pourrons
appliquer la règle du prorata temporis à compter de la mise en service du bien.

Eléments généraux

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE
Retour Sommaire

Définition de la politique de fongibilité des crédits :

La nomenclature M57 donne la possibilité pour l'exécutif, si l'assemblée l'y a autorisé, de procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section, dans la limite de 7.5% des dépenses réelles de la section.

Cette disposition permet notamment d'amender, dès que le besoin apparait, la répartition des crédits afin de les ajuster au mieux, sans modifier le montant global des sections.

Pluriannualité des crédits : gestion des crédits d'investissement en Autorisations de Programme /Crédits de Paiement (AP/CP) :

La gestion des crédits d'investissement en Autorisations de Programme / Crédits de Paiement vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique, en respectant les règles d'engagement. Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la visibilité financière des engagements financiers de la collectivité à moyen terme.

Les investissements prévus au Plan Pluriannuel d'investissement (PPI) font l'objet d'Autorisations de Programme (AP) déclinées en Crédits de Paiements (CP).

Les Autorisations de Programme (AP) constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Chaque AP se décline en plusieurs enveloppes successives : les crédits de paiements (CP).

Les crédits de paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme.

Cette méthode permet :

-de faciliter les arbitrages en éclairant les élus et les services sur la faisabilité des projets ;

-d'accroitre la visibilité en fixant, pour plusieurs exercices, les crédits affectés à la réalisation d'une opération ou d'un programme ;

-de limiter la mobilisation prématurée des crédits en ajustant les ressources au fur et à mesure ;

-d'augmenter le taux de consommation des crédits inscrits et supprimer pour les projets concernés la procédure de reports budgétaires.

Eléments généraux

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

De ce fait, le DOB doit intégrer un programme pluriannuel d'investissement qui sera soumis aux élus lors du vote du budget.

Ce programme présenté ci après informe des montants prévisionnels des programmes et des dépenses qui devraient être engagées par année budgétaire.

Ces éléments permettront de présenter un budget annuel plus proche de la réalité des dépenses budgétaires.

Le passage à la nomenclature M57 sera obligatoire à compter du 1 janvier 2024 pour l'ensemble des communes et l'expertise acquise par les services de la 3CS permettra d'apporter un soutien aux communes dès cette date.

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Retour Sommaire

			CP (crédits de paiement)				
n°	Libellé OPERATIONS	type	2022	2023	2024	2025	AUTORISATION PROGRAMME 2022-2025
op.39	OM	récurent	458 000,00 €	400 000,00 €	400 000,00 €	400 000,00 €	**1 658 000,00 €**
op. 43	Modernisation Pôle Verrier	projet	100 000,00 €	2 000 000,00 €	1 300 000,00 €	1 300 000,00 €	**4 700 000,00 €**
op. 60	Achat réserve foncière et immobilière	projet					**0,00 €**
op.70	Fonds de concours	récurent	0,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	**90 000,00 €**
op.74	Sentiers de randonnées	récurent	30 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	**60 000,00 €**
op. 83	Bâtiments : aménagement et entretien	récurent	60 000,00 €	60 000,00 €	60 000,00 €	60 000,00 €	**240 000,00 €**
op.88	Matériels	récurent	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	**40 000,00 €**
op.94	Voirie	récurent	120 000,00 €	120 000,00 €	120 000,00 €	120 000,00 €	**480 000,00 €**
op. 103	Opah	projet	0,00 €	100 000,00 €	100 000,00 €	100 000,00 €	**300 000,00 €**
op. 104	Achat de véhicules + Bornes élect	projet	30 000,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €	**75 000,00 €**
op.106	Portes du Tarn Nord	projet	180 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	**180 000,00 €**
op. 117	Projet Maison de santé pluridisciplinaire	projet	100 000,00 €	100 000,00 €	0,00 €	0,00 €	**200 000,00 €**
op. 116	Signalétique (bâtiment)	projet	24 000,00 €	18 000,00 €	12 000,00 €	12 000,00 €	**66 000,00 €**
op.126	Restauration fonds Kosin	projet	2 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	**11 000,00 €**
op. 127	Réhabilitation l'annexe	projet	0,00 €	30 000,00 €	0,00 €	0,00 €	**30 000,00 €**
op. 128	Aménagement des PAT	projet	2 500,00 €	2 490,00 €	0,00 €	0,00 €	**4 990,00 €**
op. 129	Acquisition matériels et installations ST	récurent	20 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	**50 000,00 €**
op. 130	Matériels et aménagement piscine	récurent	15 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	**45 000,00 €**
op. 132	Extension Pôle des eaux	projet	35 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	**35 000,00 €**
op. 134	Matériels informatiques	récurent	35 000,00 €	35 000,00 €	35 000,00 €	35 000,00 €	**140 000,00 €**
op.135	Construction aire des gens du Voyages	projet	421 992,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	**421 992,00 €**
op. 137	Construction MAM Valderiès	projet	166 552,48 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	**166 552,48 €**
op. 140	Schéma directeur Vélo	projet	20 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	**20 000,00 €**
op. 143	Construction vestiaires OM (factures passées sur 39 OM)	projet	306 386,88 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	**306 386,88 €**
à créer	Achat et restauration d'œuvres d'art Musée	projet	11 000,00 €	11 000,00 €	11 000,00 €	11 000,00 €	**44 000,00 €**
à créer	Acquisition défibrillateurs pour communes MAD	projet	8 340,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	**8 340,00 €**
à créer	Projet Aménagement OT Carmaux (café des arts)	projet	0,00 €	200 000,00 €	200 000,00 €	400 000,00 €	**800 000,00 €**
à créer	Communication : création de logo, site internet	projet	33 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	**33 000,00 €**
à créer	Réhabilitation bâtiment chemin des acacias	projet	100 000,00 €	563 000,00 €	0,00 €	0,00 €	**663 000,00 €**
à créer	Bâtiment cca 1 comdata Chauffage	projet	90 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	**90 000,00 €**
à créer	Lotissement rosières etude de faisabilité	projet	12 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	**12 000,00 €**
à créer	Construction d'une crèche aux farguettes	projet	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €	450 000,00 €	**900 000,00 €**
à créer	Aménagement zac croix de mille	projet	10 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	**10 000,00 €**
Total			**2 400 771,36 €**	**3 727 490,00 €**	**2 776 000,00 €**	**2 976 000,00 €**	**11 880 261,36 €**

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Les recettes de fonctionnement

Les recettes fiscales : les taux d'imposition TH-TFB-TFNB

Rappel des taux votés en 2021 :

TH : /
TFB : 0,00 %
TFNB : 3,83 %

Rappel du produit fiscal 2021:

TH : /
TFB : 0,00 €
TFNB : 32 291,00€

Les recettes fiscales : la Cotisation Foncière Economique (CFE)

Rappel Taux de CFE voté en 2021 : 34,94 %

Produit fiscal CFE en 2021 : 1 018 850 €

Pour mémoire, la TH a été supprimée et se trouve compensée par une dotation sur la base de la recette 2017.

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Les recettes de fonctionnement

Les autres ressources fiscales

- La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) : impôt économique redistribué à la CC selon un taux national
  - Produit : 619 892 €
- Rôles supplémentaires/ autres impôts locaux :
  - Produit : 31 401 €
- L'imposition Forfaitaire sur les entreprises de Réseaux (IFER) : impôt économique principalement sur les transformateurs selon un tarif national
  - Produit : 322 875 €
- Les Taxes sur les surfaces commerciales (TASCOM) : impôt d'Etat sur les grandes surfaces transféré aux EPCI
  - Produit : 165 209 €
- Le Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR) : mécanisme de compensation individuelle suite à la suppression de la TP
  - Produit : 225 730€
- La Dotation de compensation de réforme de la taxe professionnelle et CVAE: mécanisme de compensation individuelle suite à la suppression de la TP
  - Produit : 619 892 €

  La Dotation de compensation d'exonération TH: mécanisme de compensation individuelle suite à l'exonération de la TH
  Produit : 416 617 €
- Les attributions de compensations négatives versées par les communes
  - Produit : 363 597 €

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Les recettes de fonctionnement

Sommaire

- **Les recettes fiscales : le FPIC (Fonds national de péréquation des recettes fiscales communales et intercommunales**

Mis en place en 2012, le FPIC consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour la reverser à des intercommunalités et communes moins favorisées.

L'enveloppe du FPIC est repartie entre l'EPCI et ses communes membres (mesurée par leur contribution au potentiel fiscal abrégé)

Au total en 2021 : 421 606 €

A ce jour, l'enveloppe du FPIC est repartie e
(mesurée par leur contribution au potentiel fiscal abrégé) selon le modèle dit « de droit commun »

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Les recettes de fonctionnement

La fiscalité des déchets : la TEOM

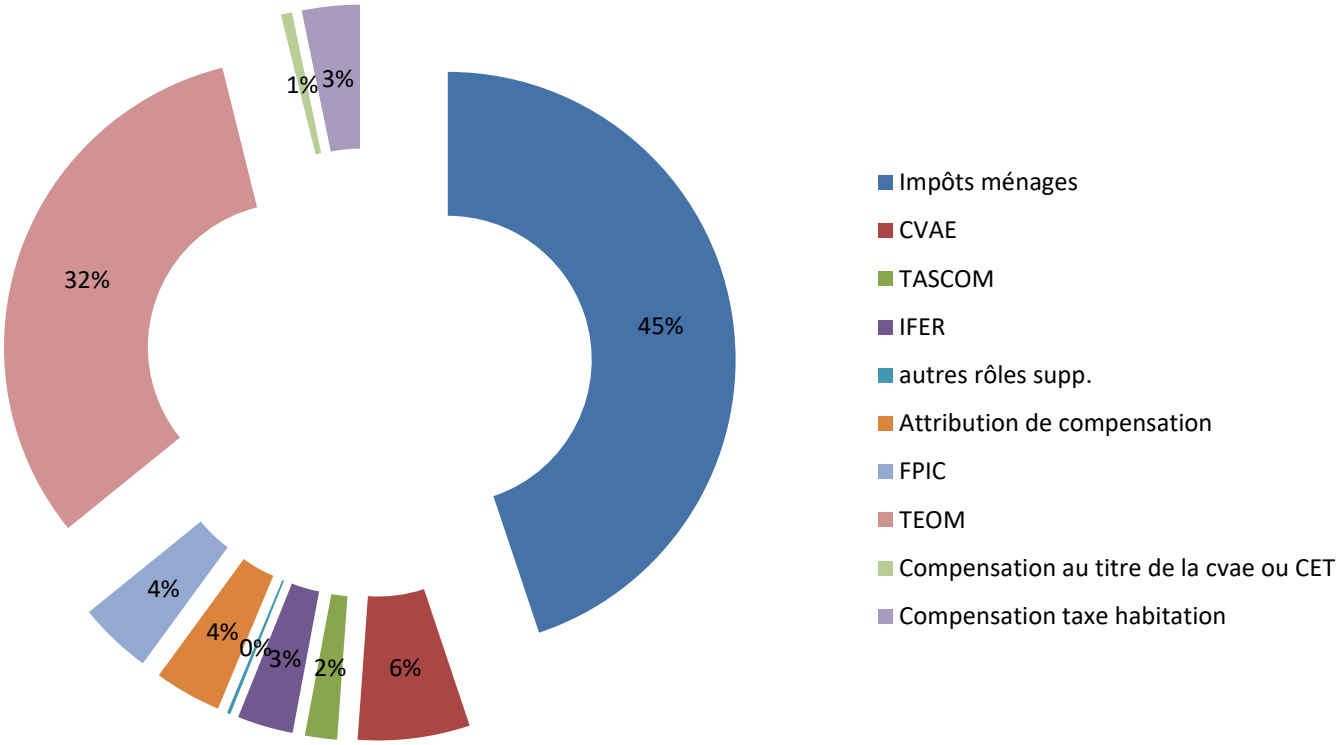
Rappel des Taux de TEOM :

12,92 % pour les communes : Carmaux, Blaye les mines, Saint-Benoit de Carmaux
14,00 % pour les communes membres du sictom Valence Valderies
13,00 % pour les communes : Almayrac, Jouqueviel, Mirandol-Bourgnounac, Pampelonne, Saint-Gemme, Tanus, Tréban
15,00 % pour Cagnac les mines
12,80 % pour Combefa
9,65 % pour le Garric
13,40 % pour Labastide Gabausse
12,71% pour Mailhoc
15,10 % pour Milhavet
13,50 % pour Monesties
14,12 % pour Montirat
12,10 % pour Rosières
15,81 % pour Saint-Christophe
12,68 % pour Sainte-Croix
16,20 % pour Salles
14,62 % pour Le Ségur
15,08 % pour Taix
14,36 % pour Trévien
12,93 % pour Villeneuve sur Vère
13,80 % pour Virac

Produit fiscal de TEOM 2021 :
3 309 524 €

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

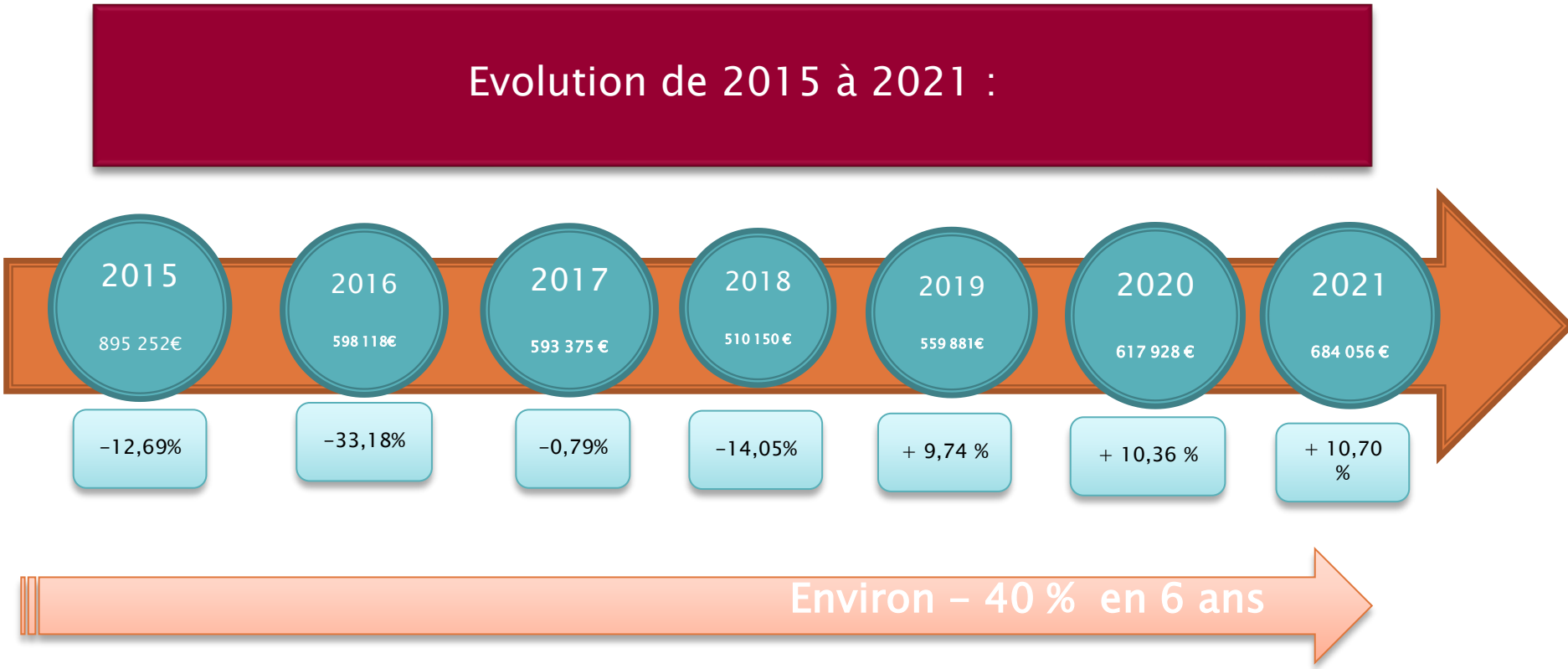
Les recettes de fonctionnement



Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Les recettes de fonctionnement

- La dotation d'intercommunalité

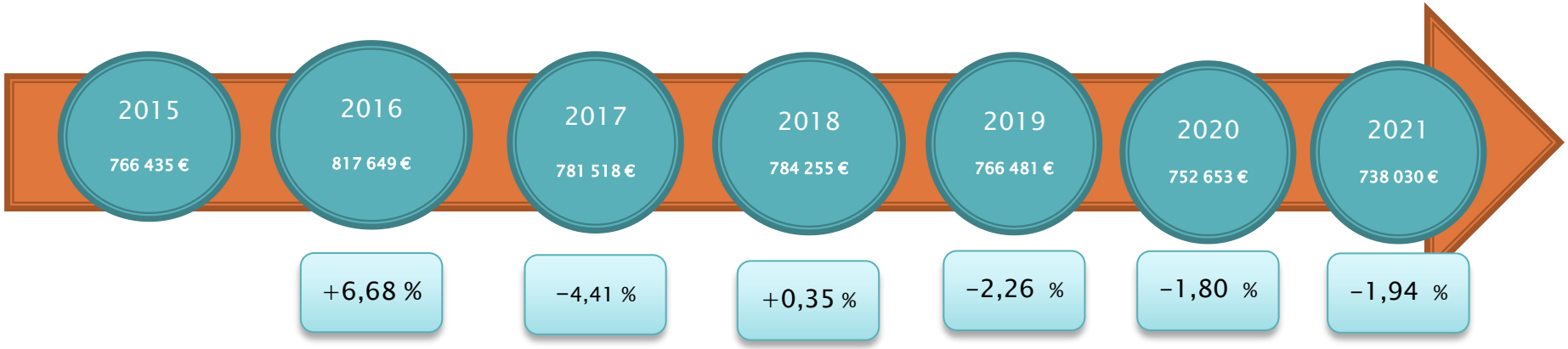


Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Les recettes de fonctionnement

- La dotation de compensation

Evolution de 2015 à 2021 :



Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Les recettes de fonctionnement

		2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
FISCALITÉ	73111Taxes foncières et d'habitations	4 214 799,00	4 277 617,00	4 232 452,00	4 330 745,00	4 383 886,00	4 363 056,00	4 452 392,00	1 406 844,00
	73112CVAE	598 216,00	635 253,00	606 546,00	758 089,00	600 783,00	599 937,00	624 104,00	619 892,00
	73113TASCOM	185 518,00	181 133,00	179 852,00	201 435,00	179 988,00	189 409,00	178 996,00	165 209,76
	73114IFER	140 319,00	136 373,00	149 654,00	241 566,00	244 567,00	295 609,00	311 446,00	322 875,00
	7318autres	449,18	0,00	19 772,00	8 128,00	66 675,00	138 480,00	19 129,00	31 401,00
	73211Attribution de compensation	248 577,67	265 143,05	266 810,65	391 885,72	430 639,49	387 304,92	373 445,85	363 597,90
	73223FPIC	195 335,00	215 077,00	322 171,00	362 281,00	374 042,00	387 292,00	409 712,00	421 606,00
	7331TEOM	1 689 210,00	1 727 308,00	2 916 760,00	2 948 589,00	3 017 761,00	3 104 379,00	3 170 872,00	3 309 524,00
	7382Fraction de TVA								3 005 393,00
	TOTAL :	7 272 423,85	7 437 904,05	8 694 017,65	9 242 718,72	9 298 341,49	9 465 466,92	9 540 096,85	9 646 342,66
							1,80%	*0,79%*	*1,11%*
DOTATIONS SUBVENTIONS	74124Dotations interco	1 025 443,00	895 252,00	598 118,00	593 375,00	510 150,00	559 881,00	617 928,00	684 056,00
	74126Dotations de compensations	857 910,00	766 435,00	817 649,00	781 518,00	784 255,00	766 481,00	752 653,00	738 030,00
	744FCTVA Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	15 454,96	14 286,29	7 914,85	10 774,67	12 552,38
	74712 - 74718autres	116 472,34	86 512,06	87 704,20	43 661,43	19 027,17	20 578,00	78 798,00	95 006,91
	7461DGD	0,00	0,00	0,00	0,00	7 315,00	0,00	4 380,00	5 373,75
	7473subvention fonct. Département	55 820,00	58 270,00	47 565,00	79 286,30	59 819,69	31 018,70	26 942,08	7 005,00
	7472subvention fonct. Région	21 893,62	43 837,72	65 061,00	12 900,00	58 426,98	8 000,00	16 708,00	5 000,00
	74741communes	49 820,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	7478subvention fonct. Autres organismes	118 110,84	166 898,41	131 532,62	127 425,89	142 699,81	97 685,71	90 473,80	164 794,29
	748313Dotation de compensation reforme TP	0,00	27 853,00	23 622,00	7 351,00	4 362,00	0,00	0,00	
	74 833 748 311Compensation au titre de la cvae ou CET	42 160,00	0,00	0,00	5 246,00	6 902,00	57 829,00	62 357,00	416 617,00
	74835Compensation taxe habitation	242 502,00	268 472,00	221 012,00	289 602,00	298 631,00	313 333,00	322 588,00	
	TOTAL :	2 530 131,80	2 313 530,19	1 993 263,82	1 955 820,58	1 905 874,94	1 862 721,26	1 983 602,55	2 128 435,33
							-2,26%	*6,49%*	*7,30%*

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Les recettes de fonctionnement

		2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
PODUITS DE GESTION	752 revenus des immeubles	142 563,56	312 288,09	146 575,17	69 090,82	75 057,21	92 728,27	118 468,03	101 424,47
	7562 Régies dotées de la personnalité morale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 533 670,17	1 465 958,34	1 418 551,52
	758 Autres produits de gestion courante (fermage, composteurs)	59 375,72	51 188,47	59 569,37	53 803,72	27 673,85	55 121,69	68 673,82	87 512,83
	TOTAL :	201 939,28	363 476,56	206 144,54	122 894,54	102 731,06	1 681 520,13	1 653 100,19	1 607 488,82
							1536,82%	*-1,69%*	*-2,76%*
PRODUITS DES SERVICES ET VENTES	70612 Redevance spéciale OM	0,00	0,00	35 965,33	0,00	67 468,41	32 420,25	29 215,58	29 215,58
	7062 Redevance caractère culturel	30 332,50	45 941,00	20 104,10	37 214,50	27 201,50	8 439,80	0,00	6 666,00
	70631 Redevance caractère sportif	180 372,80	128 178,70	145 348,30	134 986,90	132 596,50	127 579,20	46 765,30	43 675,36
	7066 Redevance caractère social	122 911,85	601 511,76	391 885,05	424 286,35	222 074,29	646 642,63	446 091,78	282 102,49
	70388+70688 autres redevances	0,00	0,00	0,00	0,00	312,00	461,00	756,00	23 362,52
	70841 reversement CIAS	169 734,55	125 507,21	106 068,21	96 152,24	32 150,66	82 845,35	77 328,05	77 848,06
	70848 reversement autres organismes (MAP)	3 205,94	10 000,00	21 457,30	18 816,19	15 887,49	16 048,20	39 645,51	19 179,64
	70875 reversement communes membres (ads)	0,00	0,00	0,00	49 940,00	53 010,00	58 120,00	54 370,00	52 770,00
	7088 vente de produits (boutique musée)	16 911,30	18 383,30	12 030,65	22 148,10	11 945,70	1 965,35	35,00	0,00
	70388 autres divers	4 662,00	1 884,00	6 142,50	486,00	427,50	0,00	1 945,50	465,00
	TOTAL :	528 130,94	931 405,97	739 001,44	784 030,28	563 074,05	974 521,78	696 152,72	535 284,65
							73,07%	*-28,56%*	*-23,11%*
ATTEN. DE CHARGES	6419 Remboursement sur rémunération personnel	72 440,20	80 111,75	78 572,90	127 197,21	122 322,16	126 802,25	91 981,98	68 724,92
	6479 remboursement sur autres charges sociales	18 418,96	28 727,68	28 380,00	34 958,78	37 607,49	49 267,94	47 498,11	55 525,42
	TOTAL :	90 859,16	108 839,43	106 952,90	162 155,99	159 929,65	176 070,19	139 480,09	124 250,34

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Les recettes de fonctionnement

		2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
AUTRES PRODUITS FINANCIERS	7688Autres produits financiers	157 287,76	175 611,53	100 249,39	111 138,89	92 968,67	84 942,12	76 726,10	68 312,26
	761fonds de participation	45,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL :	157 332,76	175 611,53	100 249,39	111 138,89	92 968,67	84 942,12	76 726,10	68 312,26
							-8,63%	-9,67%	-10,97%
PRODUITS EXCEPTIONNELS	7711Dédits et pénalités perçues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 010,00
	7713Libéralités reçus	0,00	2 400,00	4 000,00	2 250,00	0,00	2 000,00		1 800,00
	7718autres produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	644,20		
	773mandats annulés	0,00	0,00	37,60	2 400,00	1 795,06	751,00		1 458,00
	775produits de cessions d'immobilisations	150 300,00	0,00	309,00	19 030,00	43 193,50	0,00	11 666,66	
	7788produits exceptionnels divers	1 531,00	0,00	16,54	12 542,60	11 638,66	15 891,80	12 055,93	561,00
	TOTAL :	151 831,00	2 400,00	4 363,14	36 222,60	56 777,22	19 287,00	23 722,59	26 829,00
							-66,03%	23,00%	13,09%
excédent de fonct reporté N-1		3 125 420,94	3 485 826,54	3 744 846,60	3 460 200,36	3 446 057,09	3 060 818,48	3 380 625,83	3 395 075,01
Total recettes réelles :		14 058 069,73	14 818 994,27	15 588 839,48	15 875 181,96	15 625 754,17	17 325 347,88	17 493 506,92	17 532 018,07

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Retour Sommaire

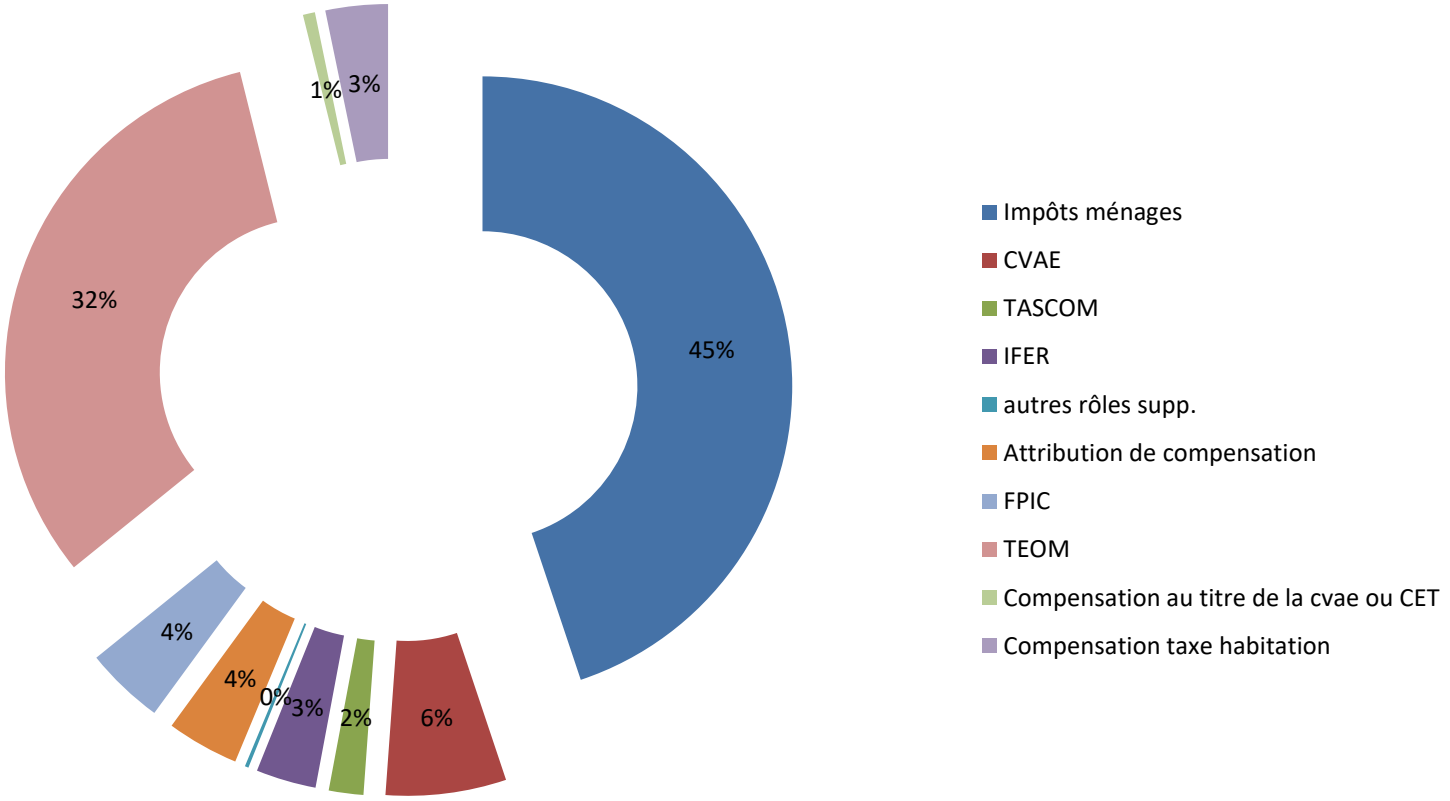
Détail des recettes fiscales et dotations de l'etat

RECETTES FISCALES ET DOTATIONS DE L'ETAT

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Contributions directes	**6 828 511,18**	**6 957 684,00**	**8 105 036,00**	**8 488 552,00**	**8 493 660,00**	**8 690 870,00**	**8 756 939,00**	**8 861 138,76**
Impôts ménages	4 214 799,00	4 277 617,00	4 232 452,00	4 330 745,00	4 383 886,00	4 363 056,00	4 452 392,00	4 412 237,00
CVAE	598 216,00	635 253,00	606 546,00	758 089,00	600 783,00	599 937,00	624 104,00	619 892,00
TASCOM	185 518,00	181 133,00	179 852,00	201 435,00	179 988,00	189 409,00	178 996,00	165 209,76
IFER	140 319,00	136 373,00	149 654,00	241 566,00	244 567,00	295 609,00	311 446,00	322 875,00
autres rôles supp.	449,18	0,00	19 772,00	8 128,00	66 675,00	138 480,00	19 129,00	31 401,00
TEOM	1 689 210,00	1 727 308,00	2 916 760,00	2 948 589,00	3 017 761,00	3 104 379,00	3 170 872,00	3 309 524,00
Compensation fiscales	**2 611 927,67**	**2 410 379,05**	**2 225 760,65**	**2 423 907,72**	**2 404 619,49**	**2 472 120,92**	**2 538 683,85**	**2 623 906,00**
Attribution de compensation	248 577,67	265 143,05	266 810,65	391 885,72	430 639,49	387 304,92	373 445,85	363 597,00
FPIC	195 335,00	215 077,00	322 171,00	362 281,00	374 042,00	387 292,00	409 712,00	421 606,00
Dotations interco	1 025 443,00	895 252,00	598 118,00	593 375,00	510 150,00	559 881,00	617 928,00	684 056,00
Dotations de compensations	857 910,00	766 435,00	817 649,00	781 518,00	784 255,00	766 481,00	752 653,00	738 030,00
Compensation au titre de la cvae ou CET	42 160,00	0,00	0,00	5 246,00	6 902,00	57 829,00	62 357,00	
Compensation taxe habitation	242 502,00	268 472,00	221 012,00	289 602,00	298 631,00	313 333,00	322 588,00	416 617,00
TOTAL	**9 440 438,85**	**9 368 063,05**	**10 330 796,65**	**10 912 459,72**	**10 898 279,49**	**11 162 990,92**	**11 295 622,85**	**11 485 044,76**
évolution		-0,77%	10,28%	5,63%	-0,13%	2,43%	1,19%	1,68%

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

REPARTITION DES RECETTES FISCALES



Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Les recettes de fonctionnement 202

Sommaire

- Les subventions Conseil Départemental du Tarn : 7 005 €
- Les subventions Conseil Régional Occitanie : 5 000 €
- Les subventions autres organismes et établissements publics : 256 801 €
- FCTVA fonctionnement : 12 552,38 €
- Les subventions Etat : 0 €
- Redevance spéciale Om : 29 215,58 €
- Les entrées musées : 6 666,00 €
- Les entrées piscine : 43 675,36 €
- Les aides à caractère sociale (CAF/MSA) : 282 102,49 €
- Les recettes de mises à disposition (personnel, locaux) : 97 27,70 € (dont *CIAS 77 848,06*)
- Les recettes service ADS : 52 770,00 €
- La vente de produits (musée) : 0,00 €
- Les remboursements Assurance du personnel et sécurité sociale : 68 724,92 €
- Produits financiers (refacturation des intérêts des emprunts Zones d'activités) : 68 312,26 €
- Produits exceptionnels (dont remboursements assurance) : 26 829 €
- Remboursement Régies : 1 418 551,52 €
- Revenus des immeubles : 101 424,47 €
- Autres ventes ett Mise à disposition : 87 512,83 €

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Les dépenses de fonctionnement

Les charges à caractère général :

		2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
ENERGIE	60611Eau et assainissement	37 996,74	27 334,43	25 609,52	25 562,16	27 945,03	30 605,91	20 407,86	18 497,54
	60612Energie électricite	194 438,38	208 056,79	192 574,75	186 429,82	185 119,38	207 379,43	165 837,02	180 928,60
	60613Chauffages urbain	58 082,46	65 747,08	64 217,60	65 699,91	62 971,16	35 848,71	34 663,16	32 374,20
	60621Combustibles	0,00	0,00	0,00	864,30	0,00	616,99	0,00	371,60
	60622Carburant	69 832,21	59 629,46	113 197,51	116 167,29	131 661,25	130 677,11	110 030,31	128 131,38
	TOTAL :	360 349,79	360 767,76	395 599,38	394 723,48	407 696,82	405 128,15	330 938,35	360 303,32
							-0,63%	-18,31%	8,87%
FOURNITURES	60623alimentation	356,73	1 851,43	464,56	71,70	611,87	1 041,63	1 011,73	943,15
	60624Produit de traitement	7 357,29	8 262,58	11 147,85	10 221,60	9 918,06	9 470,75	3 988,83	5 510,11
	60628autres fournitures	21 225,83	18 341,88	764,51	339,59	6 590,06	128,77	0,00	5 565,37
	60631fournitures d'entretien	9 149,63	9 975,25	9 855,92	8 969,72	9 346,36	15 632,54	15 496,29	9 727,31
	60632fournitures de petits équipement	31 503,70	27 418,13	40 504,97	39 826,93	72 250,76	59 399,73	61 211,46	69 918,08
	60633fournitures de voirie	0,00	605,81	0,00	0,00	2 544,00	0,00	0,00	451,07
	60636vêtement de travail	4 528,33	10 330,81	10 714,26	8 052,00	8 009,15	11 360,57	9 116,38	28 358,51
	6064fournitures administratives	13 786,68	13 076,33	12 055,49	9 663,05	9 007,46	6 634,59	4 583,69	5 209,41
	6065livres disques	62,97	480,30	861,56	2 714,60	999,38	1 181,93	1 022,87	3 323,89
	6068autres matières et fournitures	16 048,73	12 504,84	8 976,99	10 572,64	13 471,42	2 211,08	133 239,34	16 932,69
	TOTAL :	104 019,89	102 847,36	95 346,11	90 431,83	132 748,52	107 061,59	229 670,59	145 939,59
							-19,35%	114,52%	-36,46%

Les dépenses de fonctionnement

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Sommaire

Les charges à caractère général : évolution des charges de prestations

		2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
PRESTATIONS	611prestations de services	8 740,00	212,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	6132Locations immobilières	46 546,22	7 796,74	8 409,48	12 088,50	7 070,94	4 194,57	13 989,86	12 806,27
	6135Locations mobilières	35 517,39	51 667,67	18 886,89	27 655,61	25 863,66	44 756,23	20 104,31	38 716,00
	61521Terrains	23 454,32	4 625,50	15 593,00	0,00	2 532,00	10 720,07	0,00	4 890,00
	615221Entretiens et réparations bât. Publics	23 859,51	20 971,05	26 895,93	44 106,86	37 727,45	52 887,65	25 984,89	25 620,17
	615228Entretiens et réparations autres bât.	0,00	0,00	4 094,33	2 644,03	6 827,63	932,15	3 202,58	16 187,02
	615231Entretiens et réparations de voiries /réseaux	59 279,20	57 096,73	92 715,36	55 163,40	89 039,87	57 372,10	74 954,84	75 318,69
	61524Bois et fôrets	0,00	5 400,00	0,00	1 212,00	5 307,00	1 320,00	55,20	1 680,00
	61551réparations matériels roulants véhicules	37 127,08	53 937,53	102 452,52	75 486,04	98 027,76	96 659,50	110 009,91	72 430,47
	61558réparations autres biens mobiliers	6 662,10	8 878,49	13 353,48	27 246,13	21 084,34	16 118,51	24 456,85	16 863,59
	6156Maintenance	69 572,07	59 422,02	83 814,76	85 806,17	84 547,83	91 239,19	88 386,53	80 617,91
	6161Assurance multirisque	133 837,69	150 382,39	51 513,90	28 868,79	25 639,20	40 596,97	29 329,76	32 243,58
	6162Assurance dommage construction	0,00	0,00	0,00	0,00	6 814,72	7 069,63	0,00	0,00
	6168Autres primes d'assurance (personnel)	0,00	0,00	125 877,33	162 355,08	184 189,83	200 774,91	160 210,19	191 089,65
	617Etudes et recherches	20 504,40	13 386,50	7 380,07	31 534,83	42 332,42	7 995,00	41 830,20	7 987,50
	6182Documentations géné. et techniques	4 704,65	1 875,45	1 673,63	898,51	2 429,03	2 265,13	2 362,14	3 085,36
	6184Versements organismes de formations	16 608,12	10 506,00	9 982,66	19 288,81	8 674,26	7 137,10	7 196,40	21 182,06
	6185Frais de colloques et séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 739,10	1 547,40	0,00
	6188Autres frais divers (entrées cinema école)	3 404,35	1 599,38	8 764,62	13 101,35	11 966,08	9 960,76	9 163,62	10 807,79
	TOTAL :	489 817,10	447 757,45	571 407,96	587 456,11	660 074,02	659 738,57	612 784,68	611 526,06

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Les dépenses de fonctionnement

Les charges à caractère général : évolution des charges autres services extérieurs

		2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	6225 Indemnités comptables et régisseurs	4 720,17	2 017,23	2 355,32	2 354,09	1 813,82	2 731,93	3 075,00	0,00
	6226 Honoraires	0,00	2 417,00	6 616,00	4 260,00	0,00	5 036,18	2 112,00	0,00
	6227 Frais actes et contentieux	0,00	2 884,14	2 484,32	4 745,40	0,00	0,00	0,00	0,00
	6228 Divers (analyse piscine, marché soliha...)	4 251,59	19 314,00	99 070,47	77 394,82	23 511,74	81 188,17	44 904,26	1 674,50
	6231 Annonces et insertions	10 971,13	21 982,30	8 411,57	10 368,61	5 384,36	14 300,82	3 773,87	7 712,52
	6232 Fêtes et cérémonies	9 740,89	8 407,45	15 202,81	15 923,90	5 665,86	26 850,53	17 200,26	13 261,30
	6236 Catalogues et imprimes	15 272,08	33 458,25	9 096,55	8 923,77	534,00	19 518,96	12 077,40	20 549,45
	6237 Publications communication	57 386,30	92 716,10	86 719,71	88 668,39	76 669,16	34 873,26	20 077,02	21 346,53
	6238 autres divers	3 440,24	538,56	1 949,92	7 634,52	5 145,20	5 845,72	780,00	780,00
	6241 transports de bien	15 226,30	1 618,25	2 316,00	1 227,49	22 288,80	10 695,60	254,80	384,00
	6247 transports collectifs	4 210,00	0,00	190,00	0,00	0,00	60,80	0,00	0,00
	6251 Voyages et déplacements	5 389,53	10 446,56	9 144,66	5 782,02	7 296,49	6 172,58	1 622,16	3 872,83
	6256 Missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	6257 réceptions	7 320,07	10 372,40	5 088,45	8 331,51	11 999,28	18 156,25	4 752,31	6 593,06
	6261 frais affranchissement	13 882,85	20 569,14	7 440,41	9 817,85	8 345,62	16 615,41	15 859,85	18 239,95
	6262 frais télécommunication	66 335,98	50 866,73	48 028,86	43 801,78	44 175,71	46 194,65	44 821,18	42 434,77
	627 frais bancaires	245,31	286,77	327,55	372,56	355,73	748,13	2 575,07	580,70
	6281 concours divers (cf. détail en annexe)	130 500,19	12 325,67	40 085,05	31 553,51	35 842,14	28 812,81	34 965,26	35 688,64
	6283 frais nettoyage locaux	27 906,00	37 095,59	47 739,28	52 436,94	51 729,51	55 300,53	53 359,95	46 448,95
	62875 Aux communes membres (mise à dispo salle st benoit)	0,00	0,00	0,00	0,00	2 054,00	2 262,00	0,00	0,00
	6288 Autres services extérieurs (surveillance, affichage, trajectoire...)	480 929,19	81 027,57	93 680,24	166 531,64	156 912,83	146 717,05	79 789,34	165 763,83
	63512 taxes foncières	39 687,00	38 124,00	45 715,00	50 056,00	46 604,60	49 372,00	49 282,00	56 145,00
	63513 autres impôts locaux	940,50	231,00	270,00	235,00	151,88	8,18	0,00	0,00
	6355 taxes et impôts véhicules	57,50	5 336,00	2 980,00	2 506,76	2 584,76	2 456,00	2 601,00	0,00
	6358 autres droits	0,00	0,00	0,00	12,00	51,00	0,00	0,00	27,00
	637 autres organismes (taxe d'aménagement)	33,33	7 754,87	16 208,17	32,47	11 860,20	16 413,92	408,77	4 330,55
	TOTAL :	898 446,15	459 789,58	551 120,34	592 971,03	520 976,69	590 331,48	394 291,50	445 833,58
							13,31%	*-33,21%*	*13,07%*

Les dépenses de fonctionnement

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE
Retour Sommaire

			2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
CHARGES DE PERSONNEL		rémunérations	2 288 014,50	2 252 113,42	2 540 709,40	2 531 486,36	2 622 755,97	3 566 195,08	3 727 388,96	3 754 278,49
		charges	887 669,50	862 462,76	1 005 275,26	1 044 349,27	1 060 993,00	1 408 491,77	1 441 091,87	1 465 870,50
		divers	42 598,10	87 581,32	88 447,70	90 876,44	92 541,99	139 557,79	136 969,28	146 208,55
		TOTAL :	3 218 282,10	3 202 157,50	3 634 432,36	3 666 712,07	3 776 290,96	5 114 244,64	5 305 450,11	5 366 357,54
								35,43%	3,74%	1,15%
REVERSEMENTS	73921	Attribution de compensation	1 301 614,83	1 262 828,19	1 099 166,60	938 256,09	923 242,56	948 741,63	950 727,61	961 120,60
	739221	FNGIR	231 041,00	231 041,00	231 041,00	231 041,00	225 730,00	206 910,00	225 730,00	225 730,00
	7398	reversement TEOM Valderies	10 014,00	0,00	107 787,87	110 599,74	129 339,79	127 739,52	140 083,52	144 127,00
		TOTAL :	1 542 669,83	1 493 869,19	1 437 995,47	1 279 896,83	1 278 312,35	1 283 391,15	1 316 541,13	1 330 977,60
								0,40%	2,58%	1,10%
autres CHARGES	6574	Subventions de fct. aux associations	520 621,91	898 176,29	799 256,32	947 770,72	937 873,61	795 338,45	902 190,93	865 206,77
	6531-6532-6533- 6534	Indemnités et charges élus	173 493,70	189 568,05	186 665,58	203 927,83	209 747,18	211 143,33	207 401,11	203 274,52
	65548 + 657348	Contributions organismes de regroupement (cf.détail en annexe : syndicats de rivières et srpi)	81 325,15	199 225,98	303 121,95	247 197,35	307 764,56	205 090,79	203 895,03	212 888,14
	657358	Subventions autres groupements smad et sivom	5 000,00	5 000,00	5 000,00	274 728,80	274 728,80	233 583,72	233 583,72	228 583,72
	6553	Service Incendie SDIS	894 345,33	892 760,11	892 921,81	884 765,71	881 958,00	894 831,29	904 656,51	911 649,17
	6558	Autres : TRIFYL	544 871,95	574 689,77	1 083 590,85	1 096 161,90	1 092 054,84	1 140 985,86	1 216 577,27	1 454 720,87
	657	Versements équilibre BA	429 134,13	403 253,46	153 036,26	266 428,00	219 228,00	251 287,56	209 000,00	256 000,00
	65738	Subventions autres organismes publics (cf. détail en annexe : aide aux voyages)	7 105,12	5 790,00	11 822,90	7 414,07	10 826,96	6 717,10	603,80	0,00
	657341	Subventions communes membres GPF frais de garderie	15 000,00	48 426,00	61 563,22	122 066,62	136 818,53	55 951,00	195 514,00	87 915,00
	65888	Autres participations	34 393,00	4 795,50	3 241,00	1 600,00	1 600,00	1,51	1,61	2,79
	6541-6542	Admissions en non valeur							12 844,25	0,00
			2 705 290,29	3 221 685,16	3 500 219,89	4 052 061,00	4 072 600,48	3 794 930,61	4 086 268,23	4 220 240,98
								-6,82%	7,68%	3,28%

Les dépenses de fonctionnement

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Retour Sommaire

		2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
CHARGES EXCEPTIONNELLES	6712Amendes		0,00	0,00	0,00	35,00	0,00	0,00	0,00
	6713secours et aide	1 290,00					0,00		0,00
	6 714Bourses et prix		0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00
	6745Subventions aux personnes de droit privé (Aides installation entreprise avant 2022 + fonds local)		0,00	0,00	3 500,00	18 375,00	13 875,00	14 877,00	46 042,00
	6748autres subventions exceptionnelles	55 633,00					0,00		
	673titres annulés sur exercice antérieur		6 781,29	7 319,27	9 015,00	0,00	9 056,22	9,65	47 855,65
	6718autres opérations de gestion	103,00	0,00				0,00	12 771,35	146,95
	678autres charges exceptionnelles		0,00	0,00	9 106,41	0,00	320,00		
		57 026,00	6 781,29	7 319,27	21 621,41	23 410,00	23 251,22	32 658,00	94 044,60
							-0,68%	40,46%	187,97%
CHARGES FINANC.	66111Intérêts		376 596,81	320 349,65	313 363,03	314 787,07	304 253,08	273 344,28	234 116,90
	6688autres			1 500,00	3 800,00	2 000,00	700,00	0,00	2 000,00
		0,00	376 596,81	321 849,65	317 163,03	316 787,07	304 953,08	273 344,28	236 116,90
							-3,74%	-10,37%	-13,62%

TOTAL DEPENSES REELLES	9 375 901,15	9 672 252,10	10 515 290,43	11 003 036,79	11 188 896,91	12 283 030,49	12 581 946,87	12 811 340,17
						9,78%	2,43%	1,82%

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Les dépenses de fonctionnement

Les subventions aux associations :

1 066 724,27 €

- Actions culturelles :	45 024,00 €
- Actions sociales :	742 584,40 €
- Habitat / Urbanisme :	4 437,45 €
- Crèches associatives :	254 000,00 €
- Evènements ponctuels :	20 678,42 €

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Les dépenses de fonctionnement

Les principales contributions à des organismes de regroupement :

2 883 290,11 €

- PETR :	115 657,00 €
- TRIFYL :	1 454 720,87 €
- SDIS :	911 649,17 €
- Syndicats de Rivières :	84 761,56 €
- Garderies :	62 915,00 €
- SMAD :	228 583,72 €
- Médiathèques :	25 000,00 €
- Divers :	2,79 €

Les subventions d'équilibre aux budgets annexes et CIAS :

- Office de Tourisme :	140 000,00 €
- CIAS :	106 000,00 €

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Les dépenses de fonctionnement

Les charges exceptionnelles

94 044,60 €

- dont 46 042,00 € d'aide économique à l'installation/reprise d'entreprises

Les charges financières

236 116,90 € (intérêts d'emprunts)

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Les recettes d'investissement

- Excédents de fonctionnement : 869 683,62 €
- FCTVA : 226 428,76 €
- Emprunts : 1 570 000,00 €
- Subventions reçues : 391 315,50 €
- Remboursement compte de tiers 43 096,00 €

3 100 517,80 € recettes réelles 2021

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Les dépenses d'investissement

- Emprunt remboursement capital :
  - 1 236 035,27 €
- Opérations d'équipement :
  - 2 122 731,67 €

3 358 766,94 € dépenses réelles 2021

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Évolution de la CAF (capacité d'autofinancement)

		2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes de fonctionnement	Chap.70	528 130,94	931 405,97	739 001,44	784 030,28	563 074,05	974 521,78	696 152,72	535 284,65
	Chap.73	7 272 423,85	7 437 904,05	8 694 017,65	9 242 718,72	9 298 341,49	9 465 466,92	9 540 096,85	9 646 342,66
	Chap.74	2 530 131,80	2 313 530,19	1 993 263,82	1 955 820,58	1 905 874,94	1 862 721,26	1 983 602,55	2 128 435,33
	Chap.75	201 939,28	363 476,56	206 144,54	122 894,54	102 731,06	1 681 520,13	1 655 421,02	1 607 488,82
	Chap.013	80 859,16	108 839,43	106 952,90	162 155,99	159 929,65	178 371,01	139 480,09	124 250,34
	chap. 76	157 332,76	175 611,53	100 249,39	111 138,89	92 968,67	84 942,12	76 726,10	68 312,26
	chap. 77	151 831,00	2 400,00	4 363,14	36 222,60	56 777,22	19 287,00	12 055,93	26 829,00
	total :	**10 922 648,79**	**11 333 167,73**	**11 843 992,88**	**12 414 981,60**	**12 179 697,08**	**14 266 830,22**	**14 103 535,26**	**14 136 943,06**
Dépenses de gestion	Chap. 011	1 852 632,93	1 371 162,13	1 613 473,79	1 665 582,45	1 721 496,05	1 762 259,79	1 533 269,03	1 563 602,55
	Chap. 012	3 218 282,10	3 227 583,50	3 634 432,36	3 666 712,07	3 776 290,96	5 114 244,64	5 305 450,11	5 366 357,54
	Chap. 65	2 705 290,29	3 196 259,16	3 500 219,89	4 052 061,00	4 072 600,48	3 794 930,61	4 086 268,23	4 220 240,98
	Chap. 67	57 026,00	6 781,29	7 319,27	21 621,41	23 410,00	23 251,22	32 658,00	94 044,60
	Chap. 014	1 542 669,83	1 493 869,19	1 437 995,47	1 279 896,83	1 278 312,35	1 283 391,15	1 316 541,13	1 330 977,60
	total :	**9 375 901,15**	**9 295 655,27**	**10 193 440,78**	**10 685 873,76**	**10 872 109,84**	**11 978 077,41**	**12 274 186,50**	**12 575 223,27**
Epargne de gestion →		1 546 747,64	**2 037 512,46**	**1 650 552,10**	**1 729 107,84**	**1 307 587,24**	**2 288 752,81**	**1 829 348,76**	**1 561 719,79**
charges financières : intérêts	Chap. 66	415 388,66	376 596,81	321 849,65	317 163,03	316 787,07	304 953,08	273 344,28	236 116,90
Epargne brute →		**1 131 358,98**	**1 660 915,65**	**1 328 702,45**	**1 411 944,81**	**990 800,17**	**1 983 799,73**	**1 556 004,48**	**1 325 602,89**
Remboursement de Capital	Chap. 16	904 594,28	2 552 265,14	1 060 936,43	1 051 702,31	1 233 079,71	1 233 648,37	1 241 411,73	1 236 035,27
Epargne nette →		226 764,70	-891 349,49	**267 766,02**	**360 242,50**	**-242 279,54**	**750 151,36**	**314 592,75**	**89 567,62**

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Rappel définitions

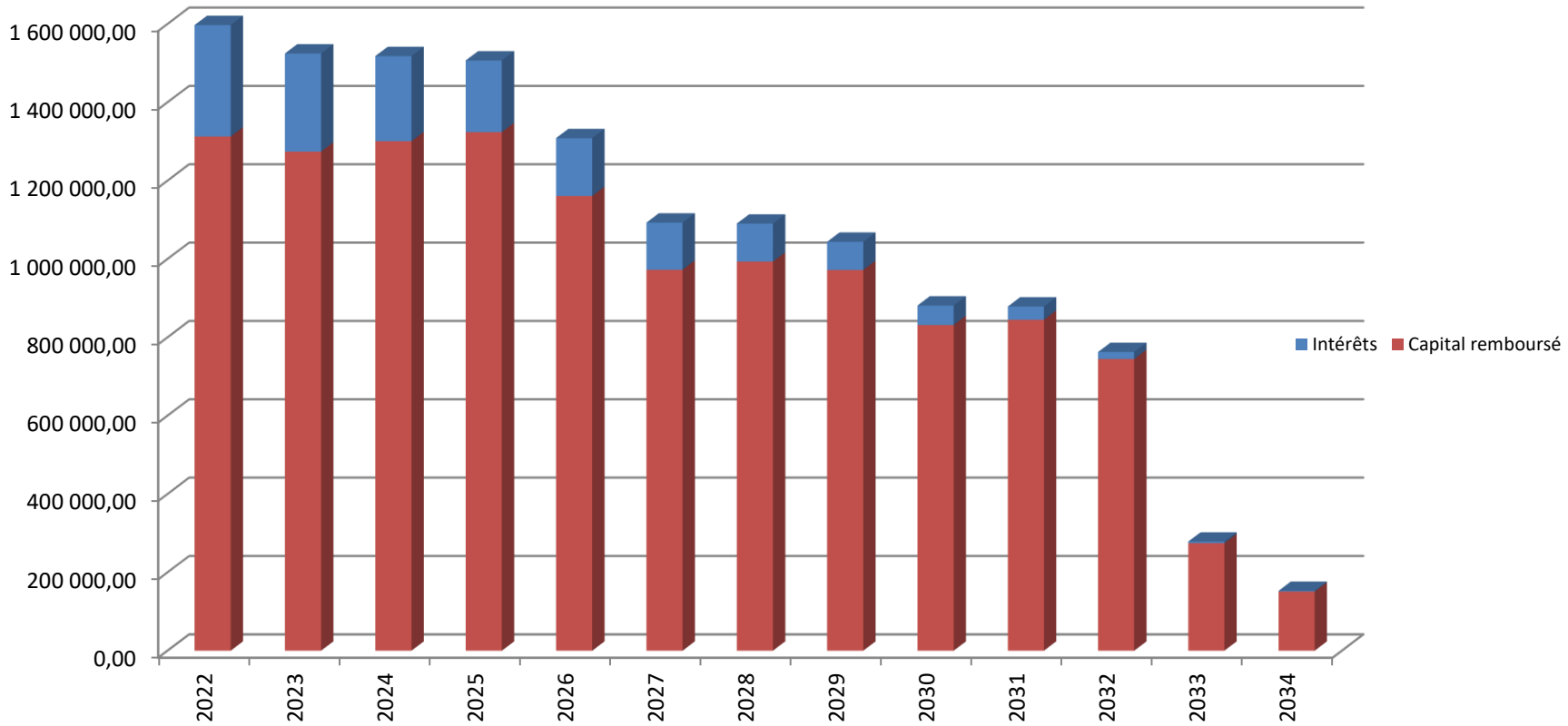
Épargne de gestion : elle correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie et hors charges d'intérêts. Elle mesure l'épargne dégagée dans la gestion courante hors frais financiers.

Épargne brute : elle correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie i.e. épargne de gestion – charges d'intérêts. Appelée aussi "autofinancement brut", l'épargne brute est affectée à la couverture d'une partie des dépenses d'investissement (en priorité, le remboursement de la dette, et pour le surplus, les dépenses d'équipement).

Épargne nette : elle correspond à l'épargne de gestion après déduction de l'annuité de dette, ou épargne brute après déduction des remboursements de dette. L'annuité et les remboursements sont pris hors gestion active de la dette. Elle mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut après financement des remboursements de dette.

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Graphe d'extinction de la dette



Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

TABLEAU D'EXTINCTION DE LA DETTE

Tableau d'extinction de la dette à partir de janvier 2022

(tous budgets - dont emprunts caf)

Année	Capital restant	Annuité	Capital remboursé	Intérêts
2022	12 333 064,00	1 597 230,83	1 312 680,52	284 550,31
2023	11 016 846,59	1 524 608,12	1 273 929,38	250 678,74
2024	9 739 278,00	1 517 921,92	1 300 583,54	217 338,38
2025	8 434 950,52	1 506 798,05	1 323 834,39	182 963,66
2026	7 107 264,97	1 308 595,08	1 160 655,25	147 939,83
2027	5 942 648,84	1 092 871,56	972 451,75	120 419,81
2028	4 966 123,88	1 090 308,92	993 267,28	97 041,64
2029	3 968 668,42	1 043 922,77	971 999,97	71 922,80
2030	2 992 362,61	881 293,89	831 474,90	49 818,99
2031	2 156 461,44	878 767,64	844 895,49	33 872,15
2032	1 307 016,43	762 610,64	744 515,43	18 095,21
2033	592 396,08	278 647,40	274 568,15	4 079,25
2034	317 827,93	152 869,65	150 976,30	1 893,35
2035	166 851,63	106 074,84	105 136,87	937,97
2036	61 714,76	61 877,40	61 714,76	162,64
	TOTAUX :	**13 804 398,71**	**12 322 683,98**	**1 481 714,73**

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

DETAIL DES EMPRUNTS EN COURS

Taux contractuel	ORGANISME PRETEUR	DATE DEBUT	DATE FIN	Montant emprunté	OBJET	CAPITAL RESTANT DU AU 01/01/2022	CAPITAL à rembourser SUR 2022	INTERETS à rembourser SUR 2022	AFFECTATION CODE SERVICE
3,80%	CAISSE EPARGNE	2007	25/07/2022	1 000 000,00	Voirie 2	64 595,97	64 595,97	1 231,35	183
3,95%	CREDIT AGRICOLE	2011	30/09/2026	1 500 000,00	Voirie 3	573 836,44	112 040,66	20 652,58	183
4,83%	BANQUE POPULAIRE	2010	01/04/2029	2 250 000,00	Zones activités ex ACSE	796 587,32	83 928,68	38 475,17	300
4,59%	CAISSE EPARGNE	2012	05/03/2026	1 000 000,00	Zones activités ex ACSE	333 333,20	66 666,68	14 152,50	300
4,19%	BANQUE POPULAIRE	2012	19/10/2026	500 000,00	Acquisition Immeuble rue Torcatis ex ACSE	202 346,15	37 167,74	7 899,38	100
1,49%	CREDIT AGRICOLE	2016	28/02/2025	1 000 000,00	Zones activités	415 545,44	101 300,82	7 064,27	300
3,75%	CREDIT AGRICOLE	2014	11/02/2028	500 000,00	Construction CLSH Cagnac	259 568,09	33 123,21	9 733,80	4624
TAUX Révisable	CDC	2013	01/09/2032	5 000 000,00	Piscine Odyssée	3 016 122,11	236 502,50	67 629,20	523
2,29%	CREDIT AGRICOLE	2006	15/06/2025	1 000 000,00	Acquisition Cokerie	200 000,00	50 000,00	4 589,00	300
1,55%	CFFL (ex Banque Postale)	2017	01/03/2032	1 900 000,00	Divers projet	1 345 314,06	122 060,75	20 145,17	130
1,55%	CREDIT AGRICOLE	2018	30/06/2033	2 000 000,00	Financements Opérations Aménagement	1 573 956,22	126 024,28	23 666,16	130
4,80%	CAISSE EPARGNE	2011	06/02/2029	475 309,01	Pôle des eaux	252 102,44	26 590,07	12 100,92	547
3,85%	CREDIT AGRICOLE	2013	03/03/2033	2 000 000,00	Cinema	1 150 000,00	100 000,00	43 422,12	143
0,44%	BANQUE POSTALE	2019	01/10/2034	700 000,00	Financements opérations Aménagement	606 666,64	46 666,68	2 592,33	130
0,79%	CREDIT AGRICOLE	2021	31/07/2036	1 500 000,00	Financements opérations Aménagement	1 460 687,92	94 878,48	11 196,36	130
SANS OBJET	CAF	2021	01/08/2031	25 000,00	Aire des gens du voyage	25 000,00	2 500,00	0,00	472
SANS OBJET	CAF	2021	01/08/2031	45 000,00	Mise en place de Yourtes Puech la Joie	45 000,00	4 500,00	0,00	4624
SANS OBJET	CAF	2018	01/08/2024	28 938,00	creation multiactivites cagnac ram	12 402,00	4 134,00	0,00	4617
					TOTAL 2021	**12 333 064,00**	**1 312 680,52**	**284 550,31**	

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Ratio KLOPPFER

Définition: Exprimé en nombre d'années, ce **ratio** est une mesure de la solvabilité financière des collectivités locales. Il permet de déterminer le nombre d'années (théoriques) nécessaires pour rembourser intégralement le capital de la dette, en supposant que la collectivité y consacre la totalité de son épargne brute.

Encours de la dette / CAF brute (épargne brute)

12 080 962 / 1 325 613 = 9,11 ans

(Rappel : 2020 = 7,52, 2019 =6,92, 2018 = 13,84)

(12 080 962 = 12 333 064 – 252 102 : neutralisation de l'emprunt du Pôle des eaux)

Le ration se dégrade légèrement cette année à cause d'une diminution de la capacité d'autofinancement brute ainsi qu'à la souscription d'un nouvel emprunt en 2021, ce qui entraine une augmentation du délai théorique de remboursement de la dette. Pour mémoire, ce ratio est un élément important dans l'analyse de la capacité de la 3CS à mobiliser des financements pour ses futurs investissements.

Les éléments relatifs au personnel

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

DEPENSES	2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021	
Budgets :	BP	CA	BP	CA	BP	CA	BP	CA	BP	CA	BP	CA	BP	CA
BP	3 230 533,67	3 227 583,50	3 721 650,00	3 634 432,36	3 850 931,00	3 666 712,07	3 873 640,61	3 776 290,96	5 160 000,00	5 114 244,64	5 346 000,00	5 305 450,11	5 500 000,00	5 366 347,54
OT	113 874,00	113 865,20	131 726,00	127 727,37	152 282,07	112 293,15	163 440,62	162 758,71		150 755,84	165 000,00	150 989,03	165 000,00	151 919,49
SPANC	74 360,00	74 358,50	74 772,00	74 238,52	76 760,00	76 611,33	79 500,00	79 499,94	83 620,00	80 071,80	41 500,00	41 424,93	60 000,00	44 192,04
CRECHE	202 890,00	199 909,99	713 445,00	711 577,20	756 199,00	731 316,32	750 317,00	744 257,05	769 950,00	753 693,64	770 000,00	725 259,96	755 700,00	753 111,64
TOTAL	**3 621 657,67**	**3 615 717,19**	**4 641 593,00**	**4 547 975,45**	**4 836 172,07**	**4 586 932,87**	**4 866 898,23**	**4 762 806,66**	**6 013 570,00**	**6 098 765,92**	**6 322 500,00**	**6 223 124,03**	**6 480 700,00**	**6 315 570,71**

Variation exercice "N / N+1" Ensemble des dépenses de la Masse salariale 012:

Comparaison de : [Vote BP N+1] à [Vote BP N-1] [Réalisé CA N+1[à [Réalisé CA N-1]	*BP2015 / BP2016*	*CA2015/ CA2016*	*BP2016 / BP2017*	*CA2016/ CA2017*	*BP2017 / BP2018*	*CA2017/ CA2018*	*BP2018 / BP2019*	*CA2018/ CA2019*	*BP2019 / BP2020*	*CA2019/ CA2020*	*BP2020 / BP2021*	*CA2020/ CA2021*
	28,16%	25,78%	4,19%	0,86%	0,64%	3,83%	23,56%	28,05%	5,14%	2,04%	2,50%	1,49%

Variation exercice "N / N+1" Ensemble des dépenses de la Masse salariale 012:

Comparaison de : [Vote BP N+1] à [Réalisé CA N-1]	*BP2016 / CA2015*	*BP2017/ CA2016*	*BP2018 / CA2017*	*BP2019 / CA2018*	*BP2020 / CA2019*	*BP2021 / CA2020*
	28,37%	6,34%	6,10%	26,26%	3,67%	4,14%

RECETTES	2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021	
Budgets :	BP	CA	BP	CA	BP	CA	BP	CA	BP	CA	BP	CA	BP	CA
BP	57 000,00	108 839,43	125 300,00	106 952,90	78 724,00	162 155,99	84 500,00	159 929,65	167 820,00	178 371,01	150 000,17	139 480,09	150 000,00	124 250,34
OT	1 820,00	1 603,83	1 820,00	1 108,00	7 000,00	8 951,80	6 000,00	1 524,44	1 000,00	1 868,19	1 500,15	1 655,48	1 629,98	1 572,00
SPANC	0,00	880,00	3 840,00	1 832,88	2 000,00	836,00	1 000,00	1 060,67	1 000,00	1 397,74	1 500,00	420,00	1 500,00	420,00
CRECHE	2 200,00	9 144,69	13 606,00	13 176,62	12 100,00	41 012,91	15 000,00	66 836,70	50 000,00	48 741,10	50 000,00	33 378,49	50 000,00	30 760,03
TOTAL	**61 020,00**	**120 467,95**	**144 566,00**	**123 070,40**	**99 824,00**	**212 956,70**	**106 500,00**	**229 351,46**	**219 820,00**	**230 378,04**	**203 000,32**	**174 934,06**	**203 129,98**	**157 002,37**

Variation exercice "N / N+1" Ensemble des recettes de la Masse salariale 012:

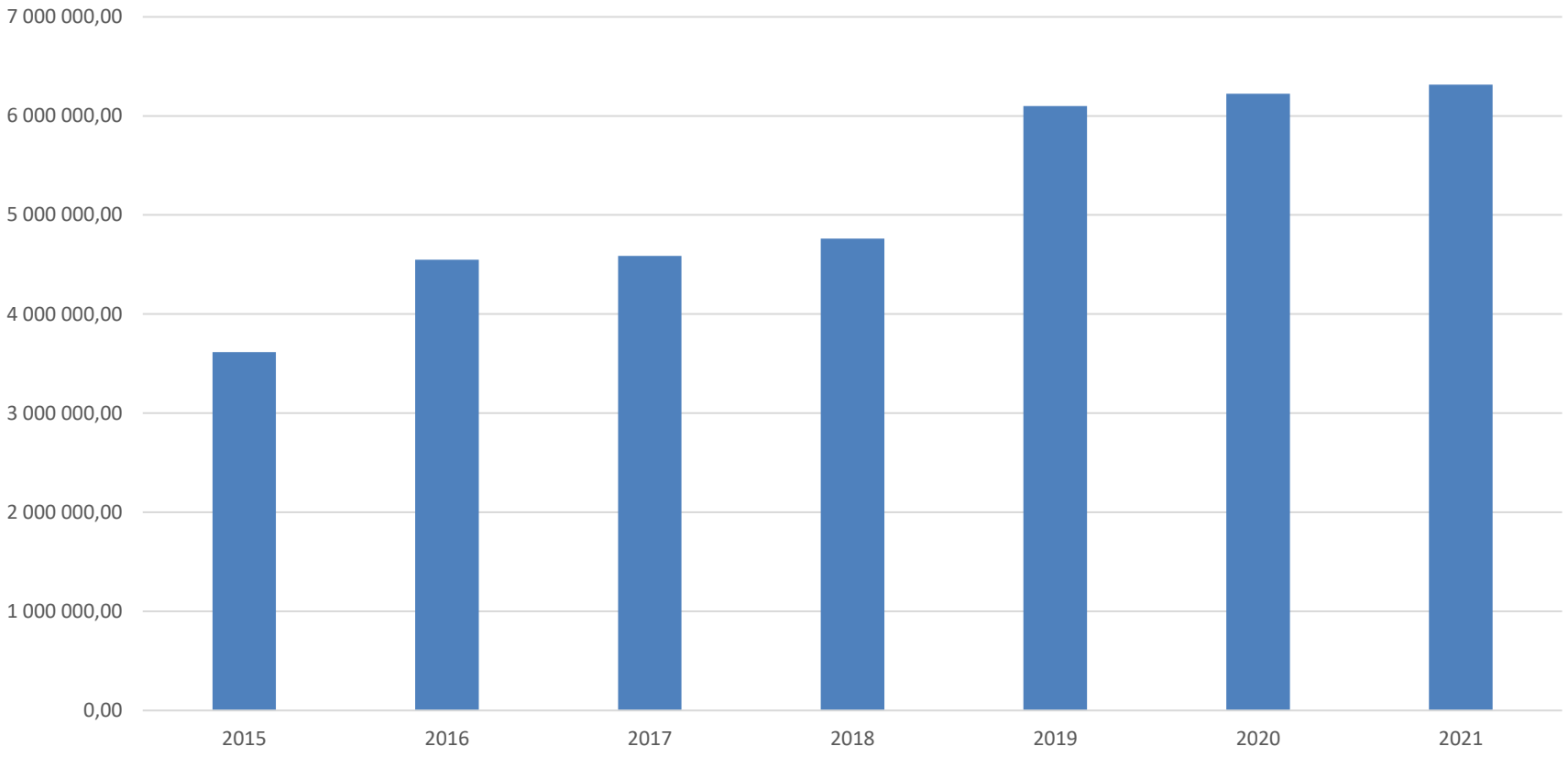
Comparaison de : [Vote BP N+1] à [Vote BP N-1] [Réalisé CA N+1[à [Réalisé CA N-1]	*BP2015 / BP2016*	*CA2015/ CA2016*	*BP2016 / BP2017*	*CA2016/ CA2017*	*BP2017 / BP2018*	*CA2017/ CA2018*	*BP2018 / BP2019*	*CA2018/ CA2019*	*BP2019 / BP2020*	*CA2019/ CA2020*	*BP2020 / BP2021*	*CA2020/ CA2021*
	136,92%	2,16%	-30,95%	73,04%	6,69%	7,70%	106,40%	0,45%	-7,65%	-24,07%	0,06%	-10,25%

Variation exercice "N / N+1" Ensemble des Recettes de la Masse salariale 012:

Comparaison de : [Vote BP N+1] à [Réalisé CA N-1]	*BP2016 / CA2015*	*BP2017/ CA2016*	*BP2018 / CA2017*	*BP2019 / CA2018*	*BP2020 / CA2019*	*BP2021 / CA2020*
	20,00%	-18,89%	-49,99%	-4,16%	-11,88%	16,12%

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Les éléments relatifs au personnel
Evolution de la masse

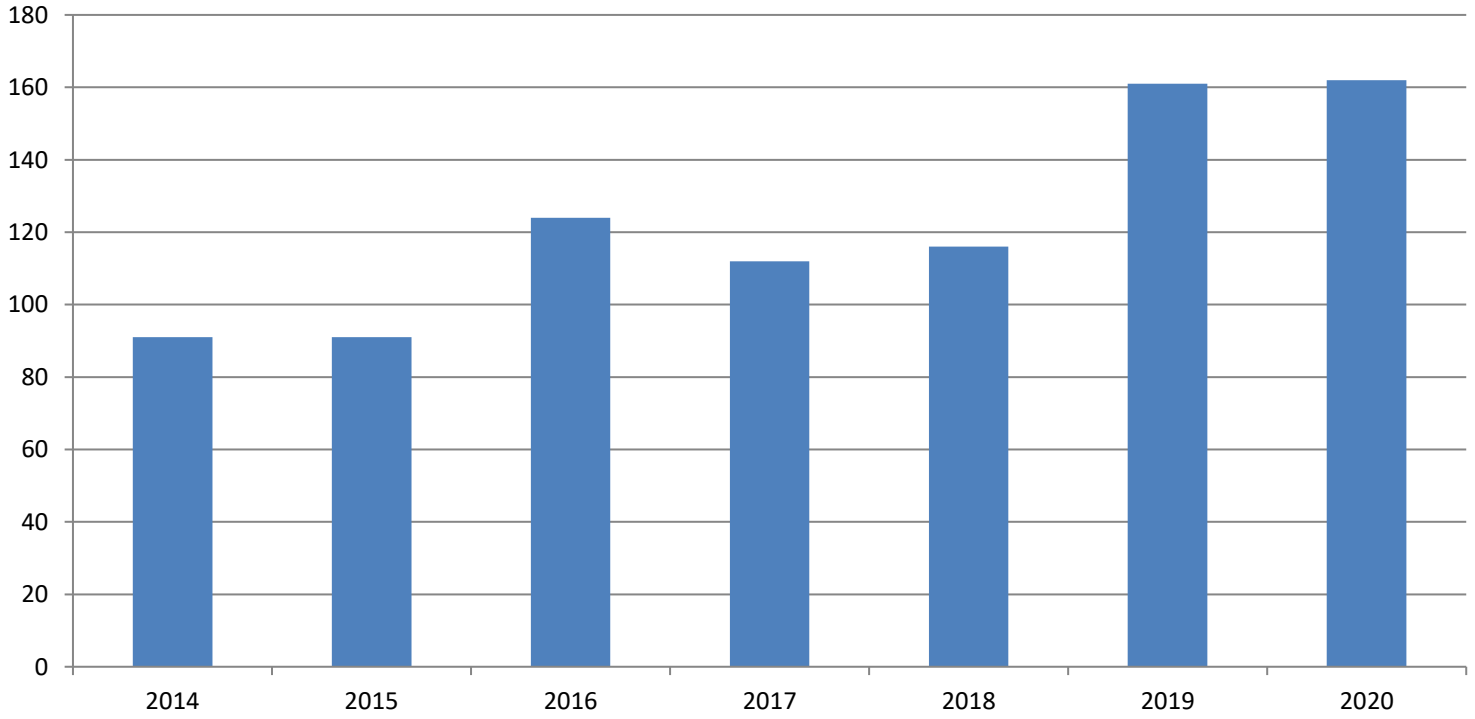


Augmentation 2016 = intégration crèche l'Espélidou et syndicats de collecte OM
Augmentation 2019 = intégration Régies Eau et Assainissement

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Les éléments relatifs au personnel

Tableau des effectifs



Augmentation 2016 = intégration crèche l'Espélidou et syndicats de collecte OM
Augmentation 2019 = intégration Régies Eau et Assainissement

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Les éléments relatifs au personnel

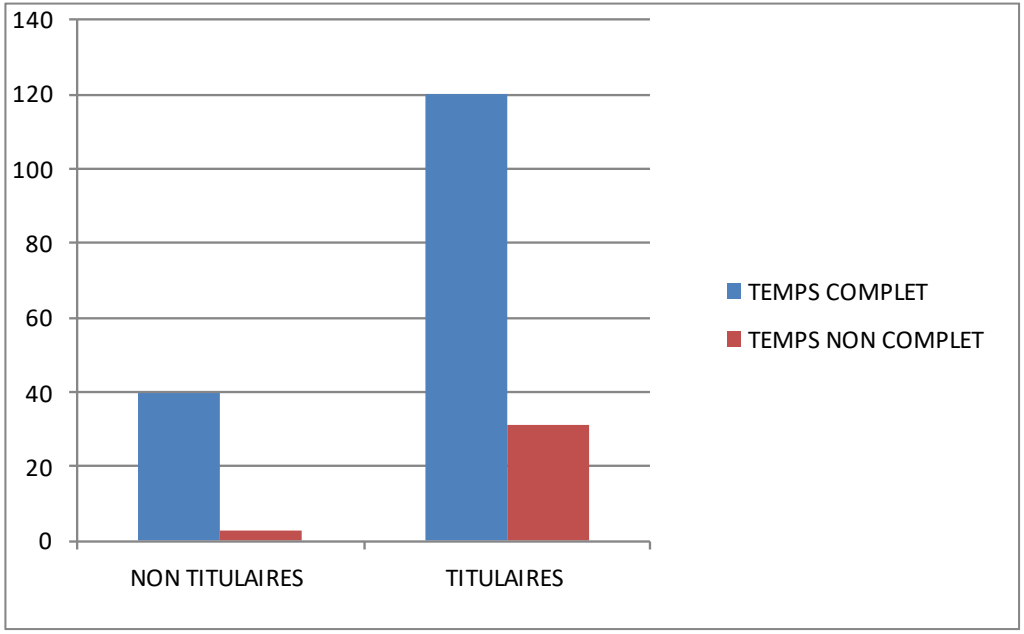
					CATEGORIES					
	EFFECTIFS PRESENTS AU 31/12/22				A		B		C	
AGES	TOTAL	H	F		H	F	H	F	H	F
18 à 25 ans	**4**	2	2	4	0	1	0	1	2	0
26 à 30 ans	**10**	8	2	10	0	2	4	0	4	0
31 à 35 ans	**19**	8	11	19	0	3	2	1	6	7
36 à 40 ans	**15**	8	7	15	0	2	1	1	7	4
41 à 45 ans	**32**	15	17	32	3	4	4	4	8	9
46 à 50 ans	**24**	14	10	24	0	2	5	1	9	7
51 à 55 ans	**25**	14	11	25	1	2	0	0	13	9
56 à 60 ans	**22**	13	9	22	2	1	0	3	11	5
plus de 60 ans	**9**	6	3	9	0	0	1	0	5	3
	160	88	72	160	6	17	17	11	65	44

A la lecture de tableau, on peut constater que le nombre d'agents de catégorie A de sexe féminin est plus de deux fois supérieur à celui des hommes à l'inverse en catégorie B et C, on retrouve une forte majorité d'agents masculins.
La structure n'a pas varié en 2021.
C'est un schéma constant depuis plusieurs années.

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Les éléments relatifs au personnel

	TEMPS COMPLET	TEMPS NON COMPLET	
NON TITULAIRES	40	3	34
TITULAIRES	120	31	126
	160	34	160



Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

SEXE	TITULAIRES	NON TITULAIRES	TOTAL
F	52	20	72
H	74	14	88

SEXE	TITULAIRES	NON TITULAIRES	TOTAL
F	32,50%	12,50%	45,00%
H	46,25%	8,75%	55,00%

	CATEGORIES			
SEXE	A	B	C	TOTAL
F	17	11	44	72
H	6	17	65	88

Evolution des effectifs en 2022

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Retour Sommaire

Pour rappel, l'augmentation du nombre d'agents au 01 janvier 2019 a été liée à l'intégration des agents du Pôle des eaux du Carmausin.

Sur 2020 et 2021, l'effectif est resté stable, cette tendance devrait se confirmer en 2022.

L'effectif global au 31/12/2021 de la 3CS est de 160 agents sur emplois permanents à la 3CS. Le nombre d'agents permanents est constant en 2021 et devrait légèrement augmenté en 2022.

Sur l'exercice 2021, 185 contrats (183 CDD + 2 CDI) ont été signés pour notamment les services OM, Crèches, Pôle des eaux. Il est à noter que ces contrats sont essentiellement des contrats de remplacement pour pallier les différentes absences (maladies, congés…) : au total 176 contrats pour un nombre global de 28 agents contractuels sur l'année 2021.

Remarque: Le CIAS compte au 31/12/2021 un effectif de 42 agents dont 12 permanents , et devrait être augmenté de 5 agents permanents supplémentaires suite à l'intégration du centre social.

Les éléments relatifs au personnel

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Poids relatif de la masse salariale

	2018	2019	2020	2021
Masse salariale	4 762 806,66	6 098 765,92	6 223 124,03	6 315 570,71
Neutralisation Régies		1 290 917,28	1 357 379,45	1 427 673,61
Masse corrigée		4 807 848,64	4 865 744,58	4 887 897,10
Poids relatif	36,14%	33,58%	33,21%	32,92%

Moyenne de la strate : 44 %

Le choix de gestion des régies « Assainissement » et « Eau potable » impose de neutraliser la masse salariale de ces régies. .
En effet, la 3CS supporte l'ensemble des rémunérations des agents mis à disposition des régies et refacture tous les frais. Cela induirait une forte augmentation du poids de la masse salariale compensée en totalité par une recette au poste 7562.
Le fait que la collectivité soit en dessous de la moyenne de la strate est lié au mode de gestion de certaines compétences, confié à des associations (crèches par exemple)

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Les éléments relatifs au personnel

Régime indemnitaire – Ventilation des primes versées en **2021**

	MONTANT
supplément familial	**34 677,23**
NBI	**35 454,78**
Heures comp	**34,89**
Primes hors CIA	**538 342,22**
CIA	**167 238,84**
heures sup.	**33 894,92**
Astreintes	**41 395,35**
indemnité compensatrice CSG CRDS	**38 824,20**
	889 862,43

EVOLUTION COMPTES ADMINISTRATIFS et PROPOSITIONS BP 2022 - BUDGET PRINCIPAL SLS

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Retour Sommaire

Fonctionnement

Dépenses	CA 2019	CA 2020	RAPPEL BP 2021	CA 2021	PROPOSITIONS 2022	Recettes	CA 2019	CA 2020	RAPPEL BP 2021	CA 2021	PROPOSITIONS 2022
Charges à caractère général	1 761 429,18	1 567 685,12	2 150 584,81	1 563 602,55	1 950 472,00	Atténuation de charges	176 070,19	139 480,09	150 000,00	124 250,34	154 828,55
Charges de personnel et frais assimilés	5 114 244,64	5 305 450,11	5 500 000,00	5 366 357,54	4 603 000,00	Produits des services, du domaine	974 521,78	696 152,72	818 294,28	535 284,65	629 000,00
dont Pôle des eaux	*1 290 917,28*	*1 357 379,45*		*1 427 673,61*	*1 523 000,00*	*Dont CAF*	*646 642,63*	*446 091,78*		*282 102,49*	*368 500,00*
						redevance spéciale OM	*32 420,25*	*29 971,58*		*29 215,58*	-
						Dont entrées (piscine, musée, biennale...) et prestations	*152 067,20*	*46 765,30*		*92 883,52*	*105 000,00*
						Dont prestations ads	*58 120,00*	*54 370,00*		*52 770,00*	*53 000,00*
						Dont autres occupations du domaine	*461,00*	*1 945,50*		*465,00*	*5 500,00*
						Dont personnel Mis à dispo	*82 845,35*	*116 973,56*		*77 848,06*	*97 000,00*
						Dont ventes	*1 965,35*	*35,00*		-	
Atténuation de produits	1 283 391,15	1 316 541,13	1 316 000,00	1 330 977,60	1 185 977,00	Impôts et taxes	9 465 466,92	9 540 096,85	9 520 383,00	9 646 342,66	6 524 200,00
Dont AC						*dont AC*	*387 304,92*	*373 445,85*		*363 597,90*	*365 000,00*
Autres charges de gestion courante	3 794 930,61	4 086 268,23	6 902 289,08	4 220 240,98	5 938 045,09	Dotations, subventions et participations	1 862 721,26	1 983 602,55	2 076 902,00	2 128 435,33	2 245 800,00
dont TRYFIL	*1 140 985,86*	*1 216 577,27*		*1 454 720,87*	-	*Dont DGF*	*1 326 362,00*	*1 370 581,00*		*1 422 086,00*	*1 422 000,00*
dont subvention equilibre BA petite enfance	-	-		-	*2 115 266,00*	*Dont FCTVA*	*7 914,85*	*10 774,67*		*12 552,38*	*12 000,00*
dont subvention equilibre BA TAD	-	-		-	*64 623,00*	*Dont aides aux postes*	*2 510,00*	-		-	
dont subvention equilibre BA CINEMA	-	-		-	*1 079 802,09*	*Dont Subventions Etat et autres organismes*	*115 753,71*	*173 651,80*		*265 174,95*	*351 600,00*
dont subvention equilibre BA OT	*160 000,00*	*140 000,00*		*150 000,00*	*138 800,00*	*Dont subventions Région*	*8 000,00*	*16 708,00*		*5 000,00*	
dont subvention equilibre BP CIAS	*91 287,56*	*69 000,00*		*106 000,00*	*245 000,00*	*Dont subventions Département*	*12 696,00*	*6 673,00*		*7 005,00*	*43 200,00*
Dont sdis	*894 831,29*	*904 656,51*		*911 649,17*	*935 000,00*	*dont FSE*	*18 322,70*	*20 269,08*		-	
Dont Subventions assos + mediathèques+garderies	*858 006,55*	*1 098 308,73*		*953 121,77*	*640 000,00*	*Dont compensations*	*371 162,00*	*384 945,00*		*416 617,00*	*417 000,00*
Dont indemnités élus	*211 143,33*	*207 401,11*		*203 274,42*	*207 000,00*						
Dont autres contributions (gemapi, smad...etc)	*438 674,51*	*437 478,75*		*441 474,75*	*442 553,14*						
subventions eco					*70 000,00*						
Charges financières	304 953,08	273 344,28	275 000,00	236 116,90	207 256,00	Autres produits de gestion courante	1 681 520,13	1 655 421,02	1 705 875,00	1 607 488,82	1 708 000,00
						Dont remboursement Régies Pôle des eaux	*1 533 670,17*	*1 465 958,34*		*1 418 551,52*	*1 523 000,00*
						Dont revenus des immeubles	*92 728,27*	*120 788,86*		*101 424,47*	*100 000,00*
						dont autres	*55 121,69*	*68 673,82*		*87 512,83*	*85 000,00*
Charges exceptionnelles	23 251,22	32 658,00	245 000,00	94 044,60	356 229,00	Produits financiers	84 942,12	76 726,10	74 050,00	68 312,26	68 000,00
dont rembt Pôle des eaux sortie Salles					*256 229,00*						
Dotations aux amortissements et provisions	580 276,35	637 455,59	665 105,00	665 104,44	722 000,00	Produits exceptionnels	19 287,00	12 055,93	49 995,71	26 829,00	256 229,00
						dont refacturation sortie Salles					*256 229,00*
Virement à la section d'investissement			736 596,11		316 663,91	Amortissement de subventions					
D002 Déficit de fonctionnement reporté						R002 Excédent de fonctionnement reporté			3 395 075,01		3 693 585,45
Total dépenses de fonctionnement	**12 862 476,23**	**14 576 781,91**	**17 790 575,00**	**13 476 444,61**	**15 279 643,00**	**Total recettes fonctionnement**	**14 651 834,32**	**18 812 157,40**	**17 790 575,00**	**14 136 943,06**	**15 279 643,00**

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

EVOLUTION COMPTES ADMINISTRATIFS et PROPOSITIONS BP 2022 - BUDGET PRINCIPAL 2022

Investissement											
Dépenses	CA 2019	CA 2020	RAPPEL BP 2021	CA 2021	PROPOSITIONS 2022	Recettes	CA 2019	CA 2020	RAPPEL BP 2021	CA 2021	PROPOSITIONS 2022
avance remboursable zones activités			363 328,81		434 499,19	Dotations, fonds divers et réserves (1068 + FCTVA)	1 052 036,64	1 513 917,65	1 679 309,91	1 096 112,38	712 633,71
immobilisations corporelles						Emprunts	700 000,00	-	1 500 000,00	1 570 000,00	-
Participations et créances rattachées						Subventions d'investissements opérations	926 483,28	486 094,53	2 142 964,71	607 666,00	1 500 000,00
Subventions d'investissement	-					Immobilisations corporelles et incorp.					
Remboursement d'emprunts	1 233 648,37	1 241 411,73	1 207 000,00	1 236 035,27	1 312 681,00	Dépôt et cautionnement reçu					
Total des opérations d'équipement	2 852 596,69	1 154 442,77	4 987 692,38	2 122 731,67	1 907 259,88	Opérations d'équipement		167 377,32			
Dont RAR N-1					*93 514,18*						
Autres immobilisations financières	-					Autres immobilisations financières (dont compte de tiers)	375 584,91	59 209,36	520 558,89	43 096,00	466 444,00
Total des opérations pour compte de tiers						Produits de cessions					
Opérations d'ordre						Opérations d'ordre entre sections	580 276,35	637 455,59	665 105,00	665 104,44	722 000,00
Opérations patrimoniales	24 074,19					Opérations pour compte de tiers	-				
						Opérations patrimoniales	24 074,19	1,45	205 172,38	-	205 172,38
						024 Produit des cessions					
						Virement de la section de fonctionnement			736 596,11		316 663,91
D001 Déficit d'investissement reporté			891 685,81		268 473,93	R001 Excédent d'investissement reporté					
Total dépenses d'investissement	**4 110 319,25**	**2 395 854,50**	**7 449 707,00**	**3 358 766,94**	**3 922 914,00**	**Total recettes investissement**	**3 658 455,37**	**2 864 055,90**	**7 449 707,00**	**3 981 978,82**	**3 922 914,00**

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

RESULTATS

FONCTIONNEMENT

	2019	2020	2021
Résultat de fonctionnement exercice N	1 789 358,09	4 235 375,49	660 498,45
Résultat de fonctionnement reporté exercice N-1	3 060 818,48	3 380 625,83	3 395 075,01
Résultat de fonctionnement cumulé à affecter N+1	**4 850 176,57**	**7 616 001,32**	**4 055 573,46**

(AFFECTATION 2022 : 3 693 5975,45 € au R002 + 361 988,01€ au 1068)

INVESTISSEMENT

	2019	2020	2021
Résultat d'investissement exercice N	- 451 863,88	468 201,40	623 211,88
Résultat d'investissement reporté exercice N-1	- 1 359 887,21	- 1 359 887,21	- 891 685,81
Résultat d'investissement cumulé à reporter N+1	**- 1 811 751,09**	**- 891 685,81**	**- 268 473,93**

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Budgets annexes

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Evolution CA et BP - budget SPANC

Fonctionnement

Dépenses	CA 2019	CA 2020	RAPPEL BP 2021	CA 2021	PROPOSITIONS 2022	Recettes	CA 2019	CA 2020	RAPPEL BP 2021	CA 2021	PROPOSITIONS 2022
Charges à caractère général	3 256,57	5 270,79	8 000,00	3 502,41		Atténuation de charges	1 397,74	420,00	1 500,00	420,00	
Charges de personnel et frais assimilés	80 071,80	41 424,93	60 000,00	44 192,04		Produits des services, du domaine					
Atténuation de produits						Impôts et taxes					
Autres charges de gestion courante	510,99	360,00	500,00	0,28		Dotations, subventions et participations (agence de l'eau / subv,equilibre bp)	29 140,00	3 240,00	78 095,19	5 550,00	
Charges financières						Autres produits de gestion courante *redevance spanc*	34 680,29	28 900,00	30 000,00	32 670,73	
Charges exceptionnelles	130,00	-	500,00	70,00		Produits financiers					
Dotations aux amortissements et provisions						Produits exceptionnels					
Virement à la section d'investissement						Amortissement de subventions					
D002 Déficit de fonctionnement reporté			40 595,19			R002 Excédent de fonctionnement reporté					
Total dépenses de fonctionnement	**83 969,36**	**47 055,72**	**109 595,19**	**47 764,73**		**Total recettes fonctionnement**	**65 218,03**	**32 560,00**	**109 595,19**	**38 640,73**	

	RESULTATS :		
	2019	2020	2021
Résultat de fonctionnement exercice N	- 18 751,33	- 14 495,72	- 9 124,00
Résultat de fonctionnement reporté exercice N-1	- 7 348,14	- 26 099,47	40 595,19
Résultat de fonctionnement cumulé à affecter N+1	**- 26 099,47**	**- 40 595,19**	**- 49 719,19**

Investissement

Dépenses	CA 2019	CA 2020	RAPPEL BP 2021	CA 2021	PROPOSITIONS 2022	Recettes	CA 2019	CA 2020	RAPPEL BP 2021	CA 2021	PROPOSITIONS 2022
Opérations d'équipement		0	1 003,02	-		Dotations, fonds divers et réserves					
Remboursement d'emprunts						Emprunts					
Opérations pour compte de tiers	70 230,51	63 000,00	105 000,00	46 200,00		Opérations pour compte de tiers	57 630,51	67 200,00	75 600,00	16 800,00	
Opérations d'ordre						Opérations d'ordre entre sections					
Opérations patrimoniales						Opérations patrimoniales					
D001 Déficit d'investissement reporté						R001 Excédent d'investissement reporté			30 403,02		
Total dépenses d'investissement	**70 230,51**	**63 000,00**	**106 003,02**	**46 200,00**		**Total recettes investissement**	**57 630,51**	**67 200,00**	**106 003,02**	**16 800,00**	

	RESULTATS :		
	2019	2020	2021
Résultat d'investissement exercice N	- 12 600,00	4 200,00	- 29 400,00
Résultat d'investissement reporté exercice N-1	38 803,02	26 203,02	30 403,02
Résultat d'investissement cumulé à reporter N+1	**26 203,02**	**30 403,02**	**1 003,02**

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Evolution CA et BP - budget OT

Fonctionnement											
Dépenses	**CA 2019**	**CA 2020**	**rappel BP 2021**	**CA 2021**	**PROPOSITIONS 2022**	**Recettes**	**CA 2019**	**CA 2020**	**rappel BP 2021**	**CA 2021**	**PROPOSITIONS 2022**
Charges à caractère général	43 829,28	50 757,07	60 000,00	38 290,30	82 102,00	Atténuation de charges	1 868,19	1 655,48	1 629,98	1 572,00	1 655,16
Charges de personnel et frais assimilés	150 755,84	150 989,03	165 000,00	151 919,49	174 542,84	Produits des services, du domaine					
Atténuation de produits						Impôts et taxes	27 440,59	28 724,86	25 000,00	35 293,88	41 000,00
Autres charges de gestion courante	5 001,26	100,23	5 000,00	2,35	5 155,16	Dotations, subventions et participations	180 800,00	150 400,00	160 400,00	160 400,00	164 200,00
Charges financières						Autres produits de gestion courante	5 297,53	4 707,16	5 000,00	4 920,18	5 000,00
Charges exceptionnelles						Produits financiers					
Dotations aux amortissements et provisions						Produits exceptionnels	1,44			0,90	
						Amortissement de subventions					
D002 Déficit de fonctionnement reporté						R002 Excédent de fonctionnement reporté			37 970,02		49 944,84
Total dépenses de fonctionnement	**199 586,38**	**201 846,33**	**230 000,00**	**190 212,14**	**261 800,00**	**Total recettes fonctionnement**	**215 407,75**	**185 487,50**	**230 000,00**	**202 186,96**	**261 800,00**

RESULTATS :

	2019	**2020**	**2021**
Résultat de fonctionnement exercice N	15 821,37	16 358,83	11 974,82
Résultat de fonctionnement reporté exercice N-1	38 507,48	54 328,85	37 970,02
Résultat de fonctionnement cumulé à affecter N+1	**54 328,85**	**37 970,02**	**49 944,84**

Evolution CA et BP - budget TAD

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Retour Sommaire

Fonctionnement											
Dépenses	**CA 2019**	**CA 2020**	**RAPPEL BP 2021**	**CA 2021**	**PROPOSITIONS 2022**	**Recettes**	**CA 2019**	**CA 2020**	**RAPPEL BP 2020**	**CA 2021**	**PROPOSITIONS 2022**
Charges à caractère général	17 354,20	6 982,50	10 060,00	12 507,60	14 000,56	Atténuation de charges					
Charges de personnel et frais assimilés						Produits des services, du domaine	2 043,29	716,36	2 000,00	685,35	1 000,00
Atténuation de produits						Impôts et taxes					
Autres charges de gestion courante	0,68	-	-			Dotations, subventions et participations	10 172,32	12 429,26	46 425,87		64 623,00
Charges financières						Autres produits de gestion courante				1,60	
Charges exceptionnelles				1 435,92		Produits financiers					
Dotations aux amortissements et provisions						Produits exceptionnels					
Virement à la section d'investissement						Amortissement de subventions					
D002 Déficit de fonctionnement reporté			38 365,87		51 622,44	R002 Excédent de fonctionnement reporté					
Total dépenses de fonctionnement	**17 354,88**	**6 982,50**	48 425,87	13 943,52	**65 623,00**	**Total recettes fonctionnement**	**12 215,61**	**13 145,62**	**48 425,87**	**686,95**	**65 623,00**

			RESULTATS :
	2019	**2020**	**2021**
Résultat de fonctionnement exercice N	- 5 139,27	6 163,12	- 13 256,57
Résultat de fonctionnement reporté exercice N-1	- 39 389,72	- 44 528,99	- 38 365,87
Résultat de fonctionnement cumulé à affecter N+1	**- 44 528,99**	**- 38 365,87**	**- 51 622,44**

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Retour sommaire

Evolution CA et BP - budget CCA

Fonctionnement

Dépenses	CA 2019	CA 2020	RAPPEL BP 2021	CA 2021	PROPOSITIONS 2022	Recettes	CA 2019	CA 2020	RAPPEL BP 2021	CA 2021	PROPOSITIONS 2022
Charges à caractère général	51 602,10	50 060,64	68 690,04	66 987,35	78 000,00	Atténuation de charges					
Charges de personnel et frais assimilés						Produits des services, du domaine					
Atténuation de produits						Impôts et taxes					
Autres charges de gestion courante	0,28	-	410,74	-	500,00	Dotations, subventions et participations					
Charges financières						Autres produits de gestion courante	142 401,06	167 312,45	150 000,52	190 451,67	189 999,46
Charges exceptionnelles		16 503,60	1 000,00	-	1 000,00	Produits financiers					
Dotations aux amortissements et provisions	89 882,71	89 882,71	89 889,26	89 889,26	80 514,00	Produits exceptionnels		25 389,70			
Virement à la section d'investissement			141 715,96		260 037,00	Amortissement de subventions	44 771,07	44 770,93	44 771,00	-	89 542,00
D002 Déficit de fonctionnement reporté						R002 Excédent de fonctionnement reporté			106 934,48		140 509,54
Total dépenses de fonctionnement	**141 485,09**	**156 446,95**	**301 706,00**	**156 876,61**	**420 051,00**	**Total recettes fonctionnement**	**187 172,13**	**237 473,08**	**301 706,00**	**190 451,67**	**420 051,00**

RESULTATS :

	2019	2020	2021
Résultat de fonctionnement exercice N	45 687,04	81 026,13	33 575,06
Résultat de fonctionnement reporté exercice N-1 ET reprise SID	34 884,60	25 908,35	106 934,48
Résultat de fonctionnement cumulé à affecter N+1	**80 571,64**	**106 934,48**	**140 509,54**

Investissement

Dépenses	CA 2019	CA 2020	RAPPEL BP 2021	CA 2021	PROPOSITIONS 2022	Recettes	CA 2019	CA 2020	RAPPEL BP 2021	CA 2021	PROPOSITIONS 2022
immobilisations incorporelles						Dotations, fonds divers et réserves		54 663,29			
immobilisations corporelles						Emprunts					
Participations et créances rattachées						Subventions d'unvestissements					
Subventions d'investissement						Immobilisations corporelles et incorp.					
Remboursement d'emprunts			0,00	0,00		Dépôt et cautionnement reçu					
Total des opérations d'équipement			231 946,00	0,00	386 010,04	Autres immobilisations financières					
Autres immobilisations financières						Produits de cessions					
Total des opérations pour compte de tiers						Virement de la section de fonctionnement			141 715,96	0,00	260 037,00
Opérations d'ordre	44 771,07	44 770,93	44 771,00	0,00	89 542,00	Opérations d'ordre entre sections	89 882,71	89 882,71	89 889,26	89 889,26	80 514,00
Opérations patrimoniales						Opérations pour compte de tiers					
D001 Déficit d'investissement reporté						R001 Excédent d'investissement reporté			45 111,78		135 001,04
Total dépenses d'investissement	**44 771,07**	**44 770,93**	**276 717,00**	**0,00**	**475 552,04**	**Total recettes investissement**	**89 882,71**	**144 546,00**	**276 717,00**	**89 889,26**	**475 552,04**

RESULTATS :

	2019	2020	2021
Résultat d'investissement exercice N	45 111,64	99 775,07	89 889,26
Résultat d'investissement reporté exercice N-1 ET reprise SID	- 99 774,93	- 54 663,29	45 111,78
Résultat d'investissement cumulé à reporter N+1	**- 54 663,29**	**45 111,78**	**135 001,04**

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Retour Sommaire

Evolution CA et BP - budget CINEMA

Fonctionnement

Dépenses	CA 2019	CA 2020	RAPPEL BP 2021	CA 2021	PROPOSITIONS 2022	Recettes	CA 2019	CA 2020	RAPPEL BP 2021	CA 2021	PROPOSITIONS 2022
Charges à caractère général	50 496,90	62 870,76	80 490,11	17 807,45	80 000,00	Atténuation de charges					
Charges de personnel et frais assimilés						Produits des services, du domaine					
Atténuation de produits						Impôts et taxes					
Autres charges de gestion courante	0,05	-	100,00			Dotations, subventions et participations		125 000,00	509,89 916		1 079 803,00
Charges financières	55 135,20	51 373,45	48 000,00	47 325,59	43 423,91	Autres produits de gestion courante	25 553,00	-	490,11 53	69,84	25 000,00
Charges exceptionnelles			30 000,00			Produits financiers					
Dotations aux amortissements et provisions	47 310,17	46 121,70	35 114,00	35 114,00	20 213,00	Produits exceptionnels					
Virement à la section d'investissement			264 025,41		348 718,41	Amortissement de subventions					
D002 Déficit de fonctionnement reporté			512 270,48		612 447,68	R002 Excédent de fonctionnement reporté					
Total dépenses de fonctionnement	**152 942,32**	**160 365,91**	**970 000,00**	**100 247,04**	**1 104 803,00**	**Total recettes fonctionnement**	**25 553,00**	**125 000,00**	**970 000,00**	**69,84**	**1 104 803,00**

RESULTATS :

	2019	2020	2021
Résultat de fonctionnement exercice N	- 127 389,32	- 35 365,91	- 100 177,20
Résultat de fonctionnement reporté exercice N-1	- 349 515,25	- 476 904,57	- 512 270,48
Résultat de fonctionnement cumulé à affecter N+1	**- 476 904,57**	**- 512 270,48**	**- 612 447,68**

Investissement

Dépenses	CA 2019	CA 2020	RAPPEL BP 2021	CA 2021	PROPOSITIONS 2022	Recettes	CA 2019	CA 2020	RAPPEL BP 2021	CA 2021	PROPOSITIONS 2022
Immobilisations incorporelles						Dotations, fonds divers et réserves					
Immobilisations corporelles						Emprunts					
Participations et créances rattachées						Subventions d'unvestissements					
Subventions d'investissement	16 642,00		16 642,00	10 548,00	11 000,00	Immobilisations corporelles et incorp.	19 971,28	30 789,04	0,00		
Remboursement d'emprunts	100 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00	Dépôt et cautionnement reçu					
Total des opérations d'équipement						Autres immobilisations financières					
Autres immobilisations financières						Produits de cessions					
Total des opérations pour compte de tiers						Virement de la section de fonctionnement			259139,41	0,00	348 718,41
Opérations d'ordre						Opérations d'ordre entre sections	47 310,17	46 121,70	40 000,00	35 114,00	20 213,00
Opérations patrimoniales						Opérations pour compte de tiers					
						Opérations patrimoniales					
D001 Déficit d'investissement reporté			182497,41		257 931,41	R001 Excédent d'investissement reporté					
Total dépenses d'investissement	**116 642,00**	**100 000,00**	**299 139,41**	**110 548,00**	**368 931,41**	**Total recettes investissement**	**67 281,45**	**76 910,74**	**299 139,41**	**35 114,00**	**368 931,41**

RESULTATS :

	2019	2020	2021
Résultat d'investissement exercice N	- 49 360,55	- 23 089,26	- 75 434,00
Résultat d'investissement reporté exercice N-1	- 110 047,60	- 159 408,15	- 182 497,41
Résultat d'investissement cumulé à reporter N+1	**- 159 408,15**	**- 182 497,41**	**- 257 931,41**

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Evolution CA et BP - budget CRECHE

Fonctionnement											
Dépenses	**CA 2019**	**CA 2020**	**RAPPEL BP 2021**	**CA 2021**	**PROPOSITIONS 2022**	**Recettes**	**CA 2019**	**CA 2020**	**RAPPEL BP 2021**	**CA 2021**	**PROPOSITIONS 2022**
Charges à caractère général	105 383,82	129 806,44	152 273,00	137 109,52	160 000,00	Atténuation de charges *(Rembt IJ)*	51 041,92	33 378,49	50 000,00	30 760,03	30 000,00
Charges de personnel et frais assimilés	753 693,64	725 259,96	755 700,00	753 111,64	822 000,00	Produits des services, du domaine *(CAF, MSA...)*	513 901,07	480 880,15	500 000,00	433 745,92	500 000,00
Atténuation de produits						Impôts et taxes					
Autres charges de gestion courante	44,63	1,96	200,00	0,95	200,00	Dotations, subventions et participations *(subvention équilibre BP)*	-		1 531 760,13		2 115 266,00
Charges financières						Autres produits de gestion courante *(participation des familles)*	122 627,17	99 470,17	127 586,50	131 469,59	135 000,00
Charges exceptionnelles	-	-	2 500,00	145,80	205 000,00	Produits financiers					
Dotations aux amortissements et provisions						Produits exceptionnels					
Virement à la section d'investissement						Amortissement de subventions					
D002 Déficit de fonctionnement reporté			1 298 673,63		1 593 066,00	R002 Excédent de fonctionnement reporté					
Total dépenses de fonctionnement	**859 122,09**	**855 068,36**	**2 209 346,63**	**890 367,91**	**2 780 266,00**	**Total recettes fonctionnement**	**687 570,16**	**613 728,81**	**2 209 346,63**	**595 975,54**	**2 780 266,00**

			RESULTATS :
	2019	**2020**	**2021**
Résultat de fonctionnement exercice N	- 171 551,93	- 241 339,55	- 294 392,37
Résultat de fonctionnement reporté exercice N-1	- 885 782,15	- 1 057 334,08	- 1 298 673,63
Résultat de fonctionnement cumulé à affecter N+1	**- 1 057 334,08**	**- 1 298 673,63**	**- 1 593 066,00**

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Evolution CA et BP - budget SOLAIRE

Fonctionnement											
Dépenses	**CA 2019**	**CA 2020**	**RAPPEL BP 2021**	**CA 2021**	**PROPOSITIONS 2022**	**Recettes**	**CA 2019**	**CA 2020**	**RAPPEL BP 2021**	**CA 2021**	**PROPOSITIONS 2022**
5,5											
Charges à caractère général	1 605,94	1 623,49	58 500,00	3 689,27	67 609,00	Atténuation de charges					
Charges de personnel et frais assimilés						Produits des services, du domaine	25 179,24	18 986,75	15 000,00	13 535,25	15 000,75
Atténuation de produits						Impôts et taxes					
Autres charges de gestion courante	1,50	-	762,14		5 000,00	Dotations, subventions et participations					
Charges financières						Autres produits de gestion courante				0,13	
Charges exceptionnelles		2 944,83	3 500,00			Produits financiers					
Dotations aux amortissements et provisions						Produits exceptionnels					
						Amortissement de subventions					
D002 Déficit de fonctionnement reporté						R002 Excédent de fonctionnement reporté			47 762,14		57 608,25
Total dépenses de fonctionnement	**1 607,44**	**4 568,32**	**62 762,14**	**3 689,27**	**72 609,00**	**Total recettes fonctionnement**	**25 179,24**	**18 986,75**	**62 762,14**	**13 535,38**	**72 609,00**

RESULTATS :

	2019	**2020**	**2021**
Résultat de fonctionnement exercice N	23 571,80	14 418,43	9 846,11
Résultat de fonctionnement reporté exercice N-1	9 771,91	33 343,71	47 762,14
Résultat de fonctionnement cumulé à affecter N+1	**33 343,71**	**47 762,14**	**57 608,25**

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Evolution CA et BP - budget COKERIE

Fonctionnement

Dépenses	CA 2019	CA 2020	CA 2021	PROPOSITIONS 2022	Recettes	CA 2019	CA 2020	CA 2021	PROPOSITIONS 2022
Charges à caractère général									
Charges financières	21 235,53	19 181,53	17 078,07	16 070,24	Opération d'ordre entre sections	21 235,53	19 181,53	10 828,07	1 135 887,79
Opération d'ordre entre sections				1 119 817,55	Vente de terrains			6 250,00	
Opération d'ordre à l'intérieur de la section	21 235,53	19 181,53	17 078,07	16 070,24	Opération d'ordre à l'intérieur de la section	21 235,53	19 181,53	17 078,07	16 070,24
Virement à la section d'investissement									
D002 Déficit de fonctionnement reporté					R002 Excédent de fonctionnement reporté				
Total dépenses de fonctionnement	**42 471,06**	**38 363,06**	**34 156,14**	**1 151 958,03**	**Total recettes fonctionnement**	**42 471,06**	**38 363,06**	**34 156,14**	**1 151 958,03**

	2019	2020	2021
Résultat de fonctionnement exercice N	-	-	-
Résultat de fonctionnement reporté exercice N-1	-	-	-
Résultat de fonctionnement cumulé à affecter N+1	-	-	-

Investissement

Dépenses	CA 2019	CA 2020	CA 2021	PROPOSITIONS 2022	Recettes	CA 2019	CA 2020	CA 2021	PROPOSITIONS 2022
Opération d'ordre entre sections	21 235,53	19 181,53	10 828,07		Opération d'ordre entre sections	0,00	0,00	0,00	1 119 817,55
Opération d'ordre à l'inérieur de la section				1 135 887,79	Opération d'ordre à l'inérieur de la section				
					Emprunt				
Remboursement d'emprunts					Abondement du budget général	0,00	0,00	0,00	278 002,43
D001 Déficit d'investissement reporté			221 104,12	261 932,19	R001 Excédent d'investissement reporté				
Total dépenses d'investissement	**21 235,53**	**19 181,53**	**231 932,19**	**1 397 819,98**	**Total recettes investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 397 819,98**

	2019	2020	2021
Résultat d'investissement exercice N	**-21235,53**	**-19181,53**	- 10 828,07
Résultat d'investissement reporté exercice N-1	- 180 687,06	- 201 922,59	- 251 104,12
Résultat d'investissement cumulé à reporter N+1	- 201 922,59	- 221 104,12	- **261 932,19**

Evolution CA et BP - budget PESSAGERIE

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Fonctionnement

Dépenses	CA 2019	CA 2020	CA 2021	PROPOSITIONS 2022	Recettes	CA 2019	CA 2020	CA 2021	PROPOSITIONS 2022
Charges à caractère général									
Charges financières	16 139,00	14 577,96	12 979,33	12 213,38	Opération d'ordre entre sections	16 139,00	14 577,96	12 979,33	412 133,31
Opération d'ordre entre sections		46 322,04	-	399 520,19	Produits des services du domaine		60 900,00		
Opération d'ordre à l'inérieur de la section	16 139,00	14 577,96	12 979,33	12 213,38	Opération d'ordre à l'intérieur de la section	16 139,00		12 979,33	12 213,38
Virement à la section d'investissement									
D002 Déficit de fonctionnement reporté			399,74	399,74	R002 Excédent de fonctionnement reporté				
Total dépenses de fonctionnement	**32 278,00**	**75 477,96**	**26 358,40**	**424 346,69**	**Total recettes fonctionnement**	**32 278,00**	**75 477,96**	**25 958,66**	**424 346,69**

	2019	2020	2021
Résultat de fonctionnement exercice N	-	-	0,00
Résultat de fonctionnement reporté exercice N-1	- 399,74	- 399,74	- 399,74
Résultat de fonctionnement cumulé à affecter N+1	**- 399,74**	**- 399,74**	**- 399,74**

Investissement

Dépenses	CA 2019	CA 2020	CA 2021	PROPOSITIONS 2022	Recettes	CA 2019	CA 2020	CA 2021	PROPOSITIONS 2022
Opération d'ordre entre sections	16 139,00	0,00	12 979,33	412 133,31	Opération d'ordre entre sections	0,00	46 322,04	0,00	399 520,19
Opération d'ordre à l'inérieur de la section					Opération d'ordre à l'inérieur de la section				
					Emprunt				
Autres dettes	0,00	0,00	0,00	240 726,67	Abondement du budget général				
D001 Déficit d'investissement reporté					R001 Excédent d'investissement reporté			266 319,12	253 339,79
Total dépenses d'investissement	**16 139,00**	**0,00**	**12 979,33**	**652 859,98**	**Total recettes investissement**	**0,00**	**46 322,04**	**266 319,12**	**652 859,98**

	2019	2020	2021
Résultat d'investissement exercice N	- 16 139,00	46 322,04	- 12 979,33
Résultat d'investissement reporté exercice N-1	**236 136,08**	**219 997,08**	266 319,12
Résultat d'investissement cumulé à reporter N+1	**219 997,08**	**266 319,12**	**253 339,79**

Evolution CA et BP - budget CROIX DE MILLE

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Retour Sommaire

Fonctionnement

Dépenses	CA 2019	CA 2020	CA 2021	PROPOSITIONS 2022	Recettes	CA 2019	CA 2020	CA 2021	PROPOSITIONS 2022
Charges à caractère général		0	-	0,32					
Charges financières	47 567,59	42 966,61	38 254,86	35 997,33	Opération d'ordre entre sections	47 567,39	42 966,61	38 254,86	2 120 380,66
Opération d'ordre entre sections				2 084 383,33	Vente de terrains				
Opération d'ordre à l'intérieur de la section	47 567,59	42 966,61	38 254,86	35 997,33	Opération d'ordre à l'inérieur de la section	47 567,59	42 966,61	38 254,86	35 997,33
Virement à la section d'investissement					Autres produits de gestion courante	0,20			
D002 Déficit de fonctionnement reporté					R002 Excédent de fonctionnement reporté			0,32	0,32
Total dépenses de fonctionnement	**95 135,18**	**85 933,22**	**76 509,72**	**2 156 378,31**	**Total recettes fonctionnement**	**95 135,18**	**85 933,22**	**76 510,04**	**2 156 378,31**

	2019	2020	2021
Résultat de fonctionnement exercice N	-	-	0,00
Résultat de fonctionnement reporté exercice N-1	0,32	0,32	0,32
Résultat de fonctionnement cumulé à affecter N+1	**0,32**	**0,32**	**0,32**

Investissement

Dépenses	CA 2019	CA 2020	CA 2021	PROPOSITIONS 2022	Recettes	CA 2019	CA 2020	CA 2021	PROPOSITIONS 2022
Opération d'ordre entre sections	47 567,39	42 966,61	38 254,86	2 120 380,66	Opération d'ordre entre sections	0,00	0,00	0,00	2 084 383,33
Opération d'ordre à l'inérieur de la section					Opération d'ordre à l'inérieur de la section				
					Emprunt				
Remboursement d'emprunts					Abondement du budget général			0,00	156 496,76
D001 Déficit d'investissement reporté			82 244,57	120 499,43	R001 Excédent d'investissement reporté			0,00	
Total dépenses d'investissement	**47 567,39**	**42 966,61**	**120 499,43**	**2 240 880,09**	**Total recettes investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 240 880,09**

	2019	2020	2021
Résultat d'investissement exercice N	- 47 567,39	- 42 966,61	- 38 254,86
Résultat d'investissement reporté exercice N-1	8 289,43	- 39 277,96	- 82 244,57
Résultat d'investissement cumulé à reporter N+1	**- 39 277,96**	**- 82 244,57**	**- 120 499,43**

BUDGET DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Retour Sommaire

Fonctionnement							
Dépenses	RAPPEL SUR BP 2021	CA BP 2021	PROPOSITIONS BA 2022	Recettes	RAPPEL SUR BP 2021	CA 2021	PROPOSITIONS BA 2022
Charges à caractère général	370 264,00	331 624,04	385 000,00	Atténuation de charges	47 000,00	12 079,28	15 000,00
Charges de personnel et frais assimilés	970 000,00	949 733,98	970 000,00	Produits des services, du domaine	30 756,00	29 215,58	30 000,00
Atténuation de produits	145 000,00	144 127,00	150 000,00	Impôts et taxes	3 192 224,00	3 309 524,00	3 697 850,00
Autres charges de gestion courante	1 424 848,00	1 454 092,03	1 665 000,00	Dotations, subventions et participations	10 000,00	10 800,70	11 000,00
Charges financières	171,00	147,18	150,00	Autres produits de gestion courante	500,00	1 186,15	1 150,00
Charges exceptionnelles				Produits financiers			
Dotations aux amortissements et provisions	190 764,53	190 764,53	200 000,00	Produits exceptionnels			
Virement à la section d'investissement			384 850,00	Amortissement de subventions			
D002 Déficit de fonctionnement reporté				R002 Excédent de fonctionnement reporté			
Total dépenses de fonctionnement	**3 101 047,53**	**3 070 488,76**	**3 755 000,00**	**Total recettes fonctionnement**	**3 280 480,00**	**3 362 805,71**	3 755 000,00

Investissement							
Dépenses	RAPPEL SUR BP 2021	CA 2021	PROPOSITIONS BA 2022	Recettes	RAPPEL SUR BP 2021	CA 2021	PROPOSITIONS BA 2022
avance remboursable zones activités				Dotations, fonds divers et réserves (1068 + FCTVA)			60 000,00
immobilisations corporelles				Emprunts			
Participations et créances rattachées				Subventions d'investissements opérations			120 000,00
Subventions d'investissement				Immobilisations corporelles et incorp.			
Remboursement d'emprunts				Dépôt et cautionnement reçu			
Total des opérations d'équipement dont RAR N-1			457 850,00	Opérations d'équipement			
vestiaire OM			307 000,00	Autres immobilisations financières (dont compte de tiers)			
Total des opérations pour compte de tiers				Produits de cessions			
Opérations d'ordre				Opérations d'ordre entre sections			200 000,00
Opérations patrimoniales				Opérations pour compte de tiers			
				Opérations patrimoniales			
				024 Produit des cessions			
				Virement de la section de fonctionnement			384 850,00
D001 Déficit d'investissement reporté				R001 Excédent d'investissement reporté			
Total dépenses d'investissement	**-**	**-**	**764 850,00**	**Total recettes investissement**			**764 850,00**

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Pour information Evolution CA - budget CIAS

Fonctionnement

Dépenses	CA 2019	CA 2020	CA 2021	PROPOSITIONS 2022	Recettes	CA 2019	CA 2020	CA 2021	PROPOSITIONS 2022
Charges à caractère général	113 615,52	114 027,32	133 364,18	212 000,00	Atténuation de charges	14 322,14	17 452,27	10 645,39	15 000,00
Charges de personnel et frais assimilés	747 982,62	757 451,41	712 355,80	1 031 000,00	Produits des services, du domaine	134 011,87	141 468,36	142 026,54	263 443,75
					dont travaux refacturés	*133 668,11*	*125 075,02*	*131 759,28*	*132 701,00*
					dont mise à dispo de personnel	*343,76*	*16 393,34*	*10 267,26*	*10 000,00*
					dont CAF				*120 742,75*
Atténuation de produits					Impôts et taxes				
Autres charges de gestion courante	28 657,55	28 544,26	33 811,38	35 000,00	Dotations, subventions et participations	698 905,46	690 954,88	709 568,67	888 335,99
					Dont sub équilibre 3CS	*91 287,56*	*69 000,00*	*106 000,00*	*245 000,00*
					Dont aides aux postes	*345 217,11*	*371 408,60*	*383 866,56*	*385 000,00*
					Dont subventions Etat	*121 857,88*	*124 057,88*	*118 965,50*	*120 000,00*
					Dont subventions FSE	*29 142,91*	*65 388,90*	*39 199,11*	*91 335,99*
					Dont subventions Région	-	*2 000,00*	*2 000,00*	*2 000,00*
					Dont subventions Département	*111 400,00*	*59 099,50*	*59 537,50*	*45 000,00*
Charges financières	74,53	46,04	4,62		Autres produits de gestion courante	273,32	169,16	174,34	
Charges exceptionnelles		447,30	-		Produits financiers				
Dotations aux amortissements et provisions	4 595,30	13 258,38	7 275,50	12 900,00	Produits exceptionnels	66 130,99	28 000,00	79 646,05	36 027,00
Opérations d'ordre					opérations d'ordre				
Virement à la section d'investissement					Amortissement de subventions				
D002 Déficit de fonctionnement reporté			-		R002 Excédent de fonctionnement reporté				88 093,26
Total dépenses de fonctionnement	**894 925,52**	**913 774,71**	**886 811,48**	**1 290 900,00**	**Total recettes fonctionnement**	**913 643,78**	**878 044,67**	**942 060,99**	**1 290 900,00**

	2019	2020	2021
Résultat de fonctionnement exercice N	18 718,26	- 35 730,04	55 249,51
Résultat de fonctionnement reporté exercice N-1	49 855,53	68 573,79	32 843,75
Résultat de fonctionnement cumulé à affecter N+1	**68 573,79**	**32 843,75**	**88 093,26**

Investissement

Dépenses	CA 2019	CA 2020	CA 2021	PROPOSITIONS 2022	Recettes	CA 2019	CA 2020	CA 2021	PROPOSITIONS 2022
Opérations d'équipement	5968,66	10208,49	8 742,43	22 524,30	Dotations, fonds divers et réserves	-	6 500,00		
dont RAR				*9 352,00*					
Remboursement d'emprunts	3 694,62	4 065,76	1 708,63		Emprunts	9 469,01			
Opérations pour compte de tiers					Opérations pour compte de tiers				
Opérations d'ordre					Opérations d'ordre entre sections	4 595,30	13 258,38	7 275,50	12 900,00
Opérations patrimoniales	14 936,58				Opérations patrimoniales	14 936,58			
D001 Déficit d'investissement reporté					R001 Excédent d'investissement reporté				9 624,30
					Virement de la section de fonctionnement				
Total dépenses d'investissement	**24 599,86**	**14 274,25**	**10 451,06**	**22 524,30**	**Total recettes investissement**	**29 000,89**	**19 758,38**	**7 275,50**	**22 524,30**

	2019	2020	2021
Résultat d'investissement exercice N	4 401,03	5 484,13	- 3 175,56
Résultat d'investissement reporté exercice N-1	2 914,70	7 315,73	12 799,86
Résultat d'investissement cumulé à reporter N+1	**7 315,73**	**12 799,86**	**9 624,30**

BP Fonctionnement consolidé hors BA Zones

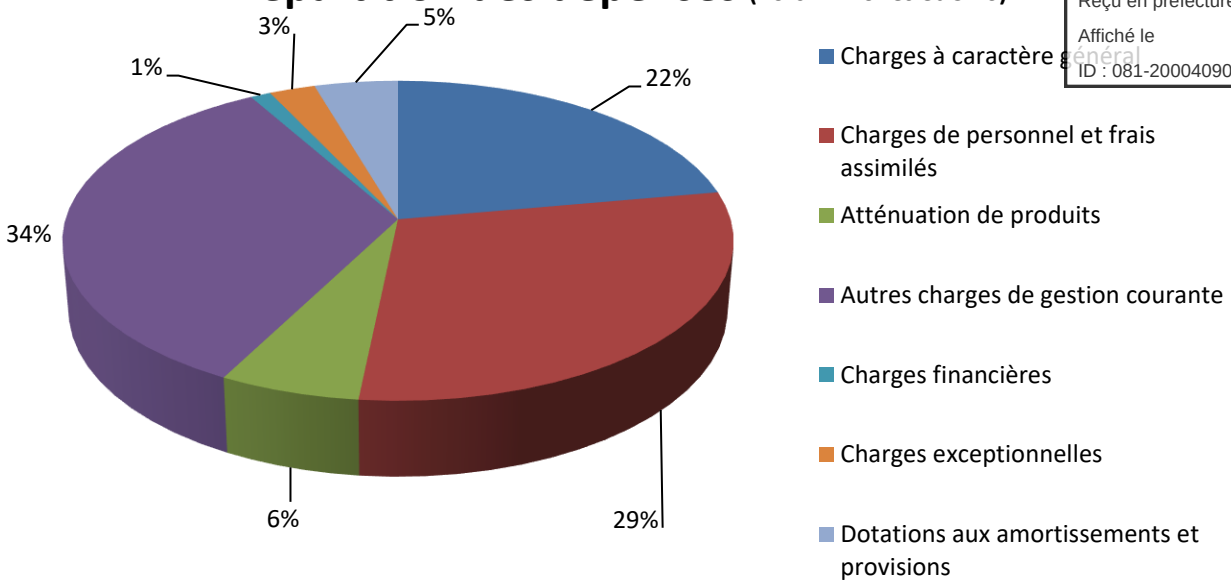
Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE
Retour Sommaire

Fonctionnement										
Dépenses	**BP**	**PETITE ENFANCE**	**DECHETS M.A.**	**SPANC**	**TAD**	**CCA**	**CINEMA**	**SOLAIRE**	**OT**	**TOTAL**
Charges à caractère général	1 950 472,00	160 000,00	385 000,00	-	14 000,56	78 000,00	80 000,00	67 609,00	82 102,00	4 974 031,56
Charges de personnel et frais assimilés	4 603 000,00	822 000,00	970 000,00	-	-	-	-	-	174 542,84	6 569 542,84
Atténuation de produits	1 185 977,00	-	150 000,00	-	-	-	-	-	-	1 335 977,00
Autres charges de gestion courante	5 938 045,09	200,00	1 665 000,00	-	-	500,00	-	5 000,00	5 155,16	7 613 900,25
Charges financières	207 256,00	-	150,00	-	-	-	43 423,91	-	-	250 829,91
Charges exceptionnelles	356 229,00	205 000,00	-	-	-	1 000,00	-	-	-	562 229,00
Dotations aux amortissements et provisions	722 000,00	-	200 000,00	-	-	80 514,00	20 213,00	-	-	1 022 727,00
Virement à la section d'investissement	316 663,91	-	384 850,00	-	-	260 037,00	348 718,41	-	-	
déficit reporté	-	1 593 066,00	-	-	51 622,44	-	612 447,68	-	-	
Total dépenses de fonctionnement	**15 279 643,00**	**2 780 266,00**	**3 755 000,00**	**-**	**65 623,00**	**420 051,00**	**1 104 803,00**	**72 609,00**	**261 800,00**	**23 739 795,00**
Recettes	**BP**	**PETITE ENFANCE**	**DECHETS M.A.**	**SPANC**	**TAD**	**CCA**	**CINEMA**	**SOLAIRE**	**OT**	**TOTAL**
Atténuation de charges	154 820,55	30 000,00	15 000,00	-	-	-	-	-	1 655,16	201 475,71
Produits des services, du domaine	629 000,00	500 000,00	30 000,00	-	1 000,00	-	-	15 000,75	-	1 175 000,75
Impôts et taxes	6 524 200,00	-	3 697 850,00	-	-	-	-	-	41 000,00	10 263 050,00
Dotations, subventions et participations	2 245 800,00	2 115 266,00	11 000,00	-	64 623,00	-	1 079 803,00	-	164 200,00	5 680 692,00
Autres produits de gestion courante	1 708 000,00	135 000,00	1 150,00	-	-	189 999,46	25 000,00	-	5 000,00	2 064 149,46
Produits financiers	68 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	68 000,00
Produits exceptionnels	256 229,00	-	-	-	-	-	-	-	-	256 229,00
recettes ordre reprise subvention			-		-	89 542,00	-	-	-	89 542,00
excédent reporté	3 693 593,45	-	-	-	-	140 509,54	-	57 608,25	49 944,84	3 941 656,08
Total recettes de fonctionnement	**15 279 643,00**	**2 780 266,00**	**3 755 000,00**	**-**	**65 623,00**	**420 051,00**	**1 104 803,00**	**72 609,00**	**261 800,00**	**23 739 795,00**

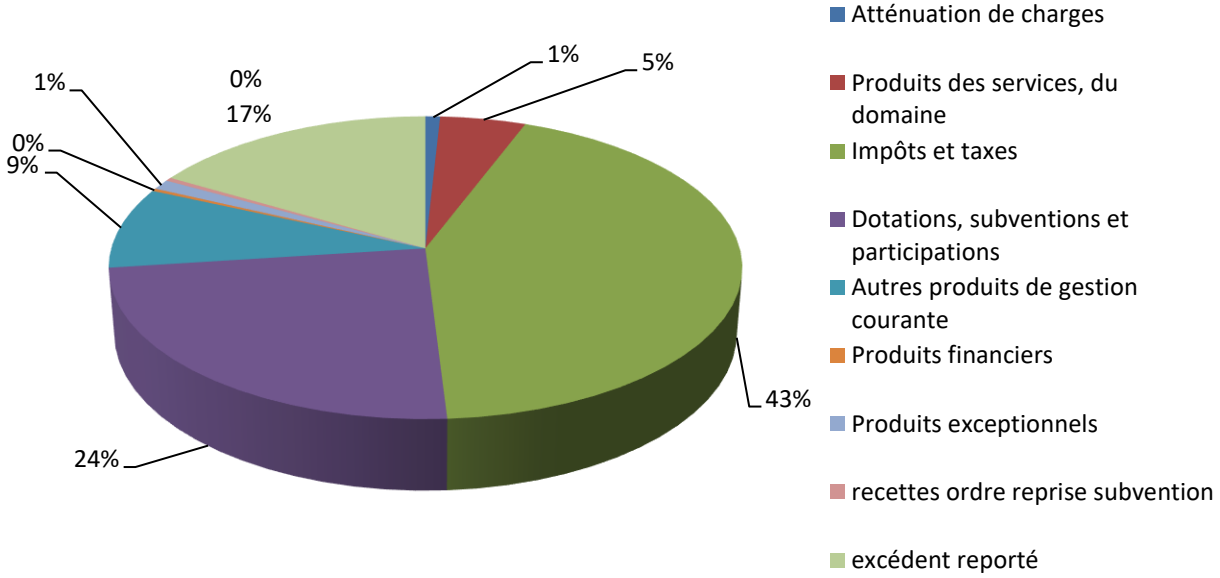
remboursement du CAPITAL	1 312 681,00	-		-	-		100 000,00	-		**1 412 681,00**

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE
Retour Sommaire

Répartition des dépenses (hors BA Zones et CIAS)



Répartition des recettes (hors BA Zones et CIAS)



Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Retour Sommaire

RESULTATS FONCTIONNEMENT TOUS BUDGETS - 2018-2021
ECRITURES REELLES + ORDRE

EXERCICE 2018	BP	CRECHES	SPANC	TAD	CCA	CINEMA	SOLAIRE	OT	TOTAL
Total dépenses de fonctionnement	11 732 695,36	847 100,66	86 067,97	17 353,28	133 829,69	146 553,39	1 477,55	212 025,43	13 177 103,33
Total recettes de fonctionnement	12 187 248,84	564 937,84	84 242,67	8 430,11	160 843,69	24 001,02	2 164,83	172 542,60	13 204 411,60
Résultat de fonctionnement 2018	454 553,48	- 282 162,82	- 1 825,30	- 8 923,17	27 014,00	- 122 552,37	687,28	- 39 482,83	**27 308,27**
Résultat reporté 2017	3 446 057,09	- 603 619,33	- 5 522,84	- 30 466,55	7 870,60	- 226 962,88	9 084,63	77 990,31	**2 674 431,03**
Résultat cumulé à reporter en 2019	3 900 610,57	- 885 782,15	- 7 348,14	- 39 389,72	34 884,60	- 349 515,25	9 771,91	38 507,48	**2 701 739,30**

EXERCICE 2019	BP	CRECHES	SPANC	TAD	CCA	CINEMA	SOLAIRE	OT	TOTAL
Total dépenses de fonctionnement	12 862 476,23	859 122,09	83 969,36	17 354,88	141 485,09	152 942,32	1 607,44	199 586,38	14 318 543,79
Total recettes de fonctionnement	14 264 529,40	687 570,16	65 218,03	12 215,61	187 172,13	25 553,00	25 179,24	215 407,75	15 482 845,32
Résultat de fonctionnement 2019	1 402 053,17	- 171 551,93	- 18 751,33	- 5 139,27	45 687,04	- 127 389,32	23 571,80	15 821,37	**1 164 301,53**
évolution 2018-2019	208,45%	-39,20%	927,30%	-42,41%	69,12%	3,95%	3329,72%	-140,07%	4163,55%
Résultat reporté 2018	3 060 818,48	- 885 782,15	- 7 348,14	- 39 389,72	34 884,60	- 349 515,25	9 771,91	38 507,48	**1 861 947,21**
Résultat cumulé à reporter en 2020	4 462 871,65	- 1 057 334,08	- 26 099,47	- 44 528,99	80 571,64	- 476 904,57	33 343,71	54 328,85	**3 026 248,74**
évolution 2018-2019	14,41%	19,37%	255,18%	13,05%	130,97%	36,45%	241,22%	41,09%	12,01%

EXERCICE 2020	BP	CRECHES	SPANC	TAD	CCA	CINEMA	SOLAIRE	OT	TOTAL
Total dépenses de fonctionnement	13 219 402,46	855 068,36	47 055,72	6 982,50	156 446,95	160 365,91	4 568,32	201 846,33	14 651 736,55
Total recettes de fonctionnement	14 103 535,26	613 728,81	32 560,00	13 145,62	237 473,08	125 000,00	18 986,75	185 487,50	15 329 917,02
Résultat de fonctionnement 2020	884 132,80	- 241 339,55	- 14 495,72	6 163,12	81 026,13	- 35 365,91	14 418,43	- 16 358,83	**678 180,47**
évolution 2019-2020	-36,94%	40,68%	-22,69%	-219,92%	77,35%	-72,24%	-38,83%	-203,40%	-41,75%
Résultat reporté 2019	3 380 625,83	- 1 057 334,08	- 26 099,47	- 44 528,99	25 908,35	- 476 904,57	33 343,71	54 328,85	**1 889 339,63**
Résultat cumulé à reporter en 2021	4 264 758,63	- 1 298 673,63	- 40 595,19	- 38 365,87	106 934,48	- 512 270,48	47 762,14	37 970,02	**2 567 520,10**
évolution 2019-2020	-4,44%	22,83%	55,54%	-13,84%	32,72%	7,42%	43,24%	-30,11%	-15,16%

EXERCICE 2021	BP	CRECHES	SPANC	TAD	CCA	CINEMA	SOLAIRE	OT	TOTAL
Total dépenses de fonctionnement	13 476 444,61	890 367,91	47 764,73	13 943,52	156 876,61	100 247,04	3 689,27	190 212,14	14 847 112,52
Total recettes de fonctionnement	14 136 943,06	595 975,54	38 640,73	686,95	190 451,67	69,84	13 535,38	202 186,83	15 176 787,18
Résultat de fonctionnement 2021	660 498,45	- 294 392,37	- 9 124,00	- 13 256,57	33 575,06	- 100 177,20	9 846,11	11 974,69	298 944,17
évolution 2020-2021	-25,29%	21,98%	-37,06%	-315,10%	-58,56%	183,26%	-31,71%	-173,20%	-55,92%
Résultat reporté 2020	3 395 075,01	- 1 298 673,63	- 40 595,19	- 38 365,87	106 934,48	- 512 270,48	47 762,14	37 970,02	**1 697 836,48**
Résultat cumulé à reporter en 2022	4 055 573,46	- 1 593 066,00	- 49 719,19	- 51 622,44	140 509,54	- 612 447,68	57 608,25	49 944,71	**1 996 780,65**
évolution 2020-2021	-4,90%	22,67%	22,48%	34,55%	31,40%	19,56%	20,61%	31,54%	-22,23%

DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2022

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

Calendrier budgétaire 2022

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Retour Sommaire

31 décembre 2021	Clôture de l'exercice budgétaire 2021 Date limite d'adoption des décisions modificatives relatives à l'exercice N-1 *(art. L.1612-11 du CGCT)*
21 janvier 2022	Date limite pour l'ajustement des crédits de fonctionnement pour régler les dépenses engagées avant le 31 décembre N-1 et inscrire les crédits nécessaires à la réalisation des opérations d'ordre entre les deux sections du budget précédent *(art. L.1612-11 du CGCT)*
31 janvier 2022	Date limite de mandatement et d'émission des titres de recettes pour les dépenses et les recettes de la section de fonctionnement et les opérations d'ordre budgétaire au titre de N-1 (journée complémentaire)
15 avril 2022	Date limite de vote du budget primitif après organisation d'un débat d'orientation budgétaire dans les 2 mois précédents *(art. L.1612-2 du CGCT)* (10 semaines pour les régions). Dans le cas où toutes les informations indispensables au vote du budget primitif ne sont pas fournies, un délai de 15 jours supplémentaires à compter de la diffusion de ces informations est accordé *(art. L.1612-2 du CGCT)*
1er mai 2022	Date limite de transmission par le receveur municipal du compte de gestion N-1 au conseil municipal pour les communes dont le budget N-1 a été réglé et rendu exécutoire par le préfet suite à un vote initial en déséquilibre *(art. L.1612-9 du CGCT)*
15 juin 2022	Date limite d'adoption des comptes administratifs et budgets primitifs pour les collectivités dont le budget N-1 a été réglé et rendu exécutoire par le préfet en cas de renouvellement des organes délibérants
30 juin 2022	Date limite de vote du compte administratif N-1 *(art. L.1612-12 du CGCT)*
15 juillet 2022	Date limite de transmission du compte administratif N-1 au préfet *(art. L.1612-13 du CGCT)*
31 décembre 2022	Clôture de l'exercice budgétaire 2022

DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2022

Sommaire

Cadre juridique du DOB

- Objectifs et dispositions légales
- Rapport d'orientation budgétaire
- Délibération, compte-rendu et publicité
- Exemple de structure

Aperçu de l'environnement macro-économique

- Monde
- Zone Euro
- France

Loi de Finances 2022

- Edito
- Dotations
- Péréquation
- Fiscalité
- Divers

Données utiles

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Adresses utiles

Caisse d'Epargne

https://www.caisse-epargne.fr/secteur-public-logement-social/secteur-public/

Développement & Collectivités : https://www.developpement-et-collectivites.fr

Le Diag : http://www.diagnostic-socio-eco.com

Numairic : https://www.caisse-epargne.fr/souscrire/pret-collectivites

Sites institutionnels

Assemblée Nationale : https://www.assemblee-nationale.fr/

Sénat : http://www.senat.fr/

Journal officiel : http://www.journal-officiel.gouv.fr/

Légifrance : http://www.legifrance.gouv.fr/

Cour des comptes et chambres régionales des comptes : http://www.ccomptes.fr/fr/

INSEE : http://www.insee.fr/fr/accueil

Base nationale sur l'intercommunalité : https://www.banatic.interieur.gouv.fr/V5/accueil/index.php

Sites ministériels

Ministère de l'Economie et des finances : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/actualites-accueil-hub/projet-de-loi-de-finances-pour-2022-examen-en-1ere-lecture

Le portail de l'État au service des collectivités : http://www.collectivites-locales.gouv.fr/

Associations d'élus

Association des maires de France (AMF) : http://www.amf.asso.fr/

Association des petites villes de France (APVF) : http://www.apvf.asso.fr/

Villes de France : http://www.villesdefrance.fr/

Intercommunalités de France : http://www.adcf.org/

France Urbaine - Métropoles Agglos et Grandes villes : http://www.franceurbaine.org/

Assemblée des départements de France (ADF) : http://www.departements.fr/

Association des régions de France (ARF) : http://www.regions-france.org/

Envoyé en préfecture le 04/04/2022
Reçu en préfecture le 04/04/2022
Affiché le
ID : 081-200040905-20220324-24032022_3-DE

Merci pour votre attention